

Repli
américain

S'il faut encore une preuve de la phase isolationniste que traversent les États-Unis, la nouvelle majorité républicaine, qui s'installe mercredi 4 janvier au Congrès, se chargera de l'apporter rapidement. Car si les républicains - qui, pour la première fois depuis quarante ans, dominent à la fois le Sénat et la Chambre des représentants - n'ont pas les idées très claires ni les coudees très franches en politique étrangère, ils ont au moins un objectif prioritaire dans ce domaine : diminuer l'aide aux pays en voie de développement et limiter, sinon prohiber totalement, la participation des États-Unis aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Comme le disent certains à Washington, c'est un « parti de pingres » qui s'installe sur la colline du Capitole, où l'on avait, jusqu'à présent, une vision plus ambitieuse de l'Amérique et plus généreuse de son rôle sur la scène internationale. Le programme républicain, « le contrat avec l'Amérique », ne dit rien ou presque de la diplomatie. Mais il spécifie que les États-Unis doivent diminuer de 170 millions de dollars leur contribution aux opérations de maintien de la paix menées par les Nations unies. Autant de moins, donc, pour l'ONU, à l'égard de laquelle les Américains sont déjà débiteurs de 660 millions de dollars.

Il est vrai que pour le nouveau président de la commission des affaires étrangères du Sénat, le très réactionnaire Jesse Helms, l'ONU « est l'ennemi de millions d'Américains », sans doute parce qu'y siègent des pays qui ne votent pas toujours avec Washington. Le « speaker » de la Chambre, Newt Gingrich, l'inspirateur du programme républicain, juge, lui, que « le système de maintien de la paix de l'ONU a échoué » et que les États-Unis n'ont plus à y participer.

Le tiers-monde ne sera pas mieux traité par la nouvelle majorité. M. Helms exploite un thème populaire en Amérique, en laissant entendre que l'aide à l'étranger, c'est de l'argent pris sur les petits contribuables américains, pour être donné à des bourgeois corrompus du tiers-monde. « L'aide à l'étranger, c'est jeter de l'argent dans des trous à rats », tonne le vétéran sénateur de Caroline du Nord. L'assistance directe à l'Afrique et à l'Amérique latine, notamment, devrait être réduite, de même que la contribution des États-Unis à la Banque mondiale.

TRADITIONNELLEMENT, le parti républicain était le gardien de l'activisme américain à l'étranger ; les tendances à l'isolationnisme étaient plus marquées chez les démocrates. Même si les républicains n'obtiennent pas toutes les coupes qu'ils souhaitent dans l'aide à l'étranger, leur revirement témoigne du profond mouvement de repli sur eux-mêmes que connaissent les États-Unis. La guerre en Tchétchénie pourrait fournir l'opportunité d'arguments à Washington pour remettre en cause aussi l'aide à la Russie et amorcer ainsi un virage fondamental dans la politique extérieure.

page 6

M 0147-0105-7 00 F

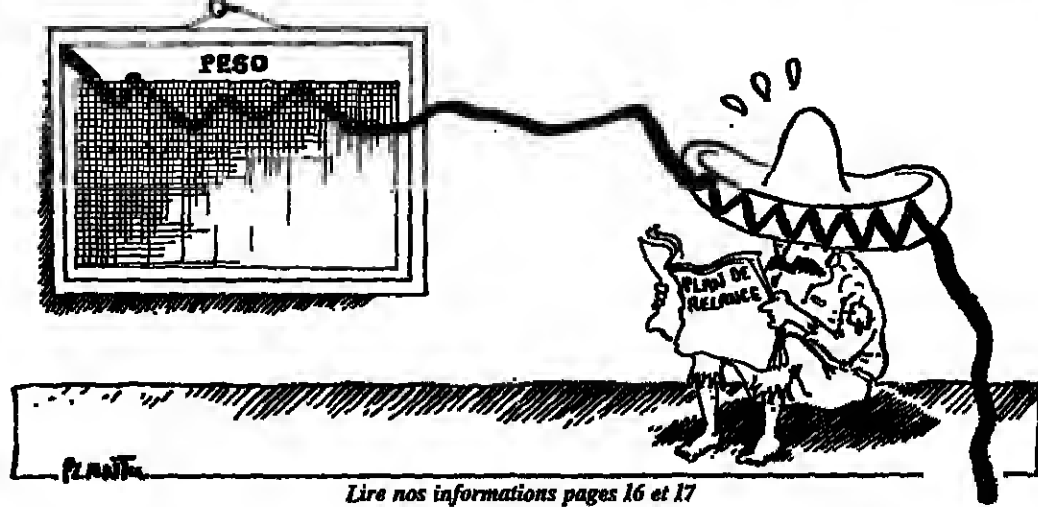


Avec l'appui financier de la communauté internationale

Le Mexique adopte un plan
d'austérité draconien

Le président mexicain, Ernesto Zedillo, a annoncé le mardi 3 janvier un programme d'austérité draconien destiné à stabiliser le cours du peso et à redorer l'image du Mexique. Cette remise en ordre vise à remédier à l'effondrement du peso et à restaurer la confiance dans la situation économique du pays. Ce programme prévoit notamment une limitation de la hausse des

salaires, un contrôle des prix, la réduction des dépenses publiques et de nouvelles privatisations. En consentant à Mexico une aide de 18 milliards de dollars (95 milliards de francs) au total, dont la moitié provenant des États-Unis, la communauté internationale entend soutenir un « modèle » qui, jusqu'à présent, faisait figure d'exemple dans les pays en développement.



Lire nos informations pages 16 et 17

Le Kremlin déchiré par la Tchétchénie

L'enlèvement des militaires russes à Grozny attise les divisions dans l'entourage de M. Eltsine

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Il n'y a pas d'autre choix que d'aller jusqu'au bout. » Si Boris Eltsine, absent comme d'habitude, se tait sur la tragédie qu'il a déclenchée, son bras droit, Viktor Iliouchine, « premier assistant du président », a résumé aussi clairement qu'il est possible, mardi 3 janvier, la position du Kremlin. Quel que soit le prix à payer, il faut continuer. Les tirs ont donc

redoublé sur Grozny, et l'aviation russe s'est livrée, mardi, au plus grand massacre de civils depuis le début de l'opération de reconquête de la Tchétchénie, dans le village de Chali et à même « débordé » sur l'ingouchie voisine.

Les chefs militaires persistent à refuser toute trêve, ne serait-ce que, comme leur proposent les Tchétchènes, pour évacuer les cadavres des soldats russes, toujours plus nombreux autour du

palais présidentiel, alors que le premier devoir des combattants tchétchènes est de ramasser leurs propres morts et de les enterrer avant le coucher du soleil. Pendant ce temps, le service d'information officielle du gouvernement, faute de meilleure idée, continue à répandre de rocambolesques histoires sur ces Tchétchènes aux poches pleines de bagues qui détroissent les morts et fusillent les volontaires de l'extrême droite ukrainienne qui tenteraient de fuir

Grozny, où afflueraient par contre des Afghans ou Jordaniens... A Moscou, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, s'est entretenu à huis clos avec les présidents de la Douma et de la Chambre haute, MM. Rybkine et Choumeiko. Ces trois hommes ont, s'ils le voulaient, les moyens d'arrêter l'opération, mais rien n'a percé de leur cœuf, et rien n'indique qu'ils en aient l'intention.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Les géoliers de l'Airbus

Dans l'avion détourné à Alger, l'équipage
avait su gagner la confiance des pirates

Il était le dernier du commando à se battre contre le GIGN dans le cockpit de l'Airbus d'Alger. Ses trois frères d'armes avaient été tués, vraisemblablement par les deux tireurs d'élite embusqués dans la tour de contrôle de l'aéroport de Marseille. Lui, l'hydraulicien, qui ne parlait pas le français et que les passagers avaient baptisé « le Maboul » pour ses prêches islamistes enflammés, avait pu liquider d'une rafale de pistolet-mitrailleur le commandant de bord et l'officier-mécanicien qui se tassaient dans leur coin pour échapper aux tirs. « Le Maboul » a regardé les deux hommes et ceux-ci ont compris qu'il ne leur ferait pas de mal. De même que ses frères n'avaient à aucun moment cherché à se venger sur les autres otages dans l'assaut du GIGN, « le Maboul » est reparti au combat et il est tombé à son tour quelques minutes plus tard. La politique de confiance menée par l'équipage tout entier se concluait le 26 décembre par un étonnant succès. Il n'était pas acquis d'avance.

Le détournement commençait évidemment le 24 décembre dans la cabine de l'avion par une ten-

sion extrême. Une passagère reçoit une gifle au cours d'un contrôle d'identité que les terroristes simulent d'abord. Une hôtesse, qui s'approche pour aider à ce contrôle, est bousculée. On sait très vite à quel s'en tenir lorsque les harangues islamistes et les sourires sur la mort ressemblent dans l'avion. Et, surtout, lorsque la nouvelle se répand de l'assassinat d'un policier algérien - « parce qu'il a torturé ses frères », dit un pirate - et d'un diplomate vietnamite - « c'était un bouddhiste plein de diplômes ». Les femmes doivent porter sur la tête des couvertures en guise de hijab.

« Ils nous ont dit qu'on n'avait rien à craindre si on obéissait », raconte une hôtesse. Et au début du détournement, à Alger, l'équipage applique ces consignes à la lettre, demandant l'autorisation de se porter au secours d'une femme en crise d'hypertension ou d'un diabétique. C'est l'évacuation des femmes, des enfants et des malades qui crée les premiers liens entre les stewards ou hôtesse et leurs géoliers.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 6

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2000 L ; Liban, 1,20 US ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc. ; Roumanie, 10 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 14 KR ; Suisse, 2,10 Fr ; Tunisie, 800 m ; USA, 2,50 \$; Yémen, 100 Ri.

L'autre Nice

Le quartier déshérité de l'Ariane
où un policier a été tué cette semaine
s'est résigné à vivre dans la violence

NICE

de notre envoyée spéciale

Au milieu du parking, entre les HLM, la dépanneuse recule, manœuvre et dégage enfin les voitures criblées de balles. Un policier s'avance, une besace à la main. Et sur le bitume taché de sang il éparpille du sable, bres arrondi, geste lent, comme on lance une brassée de fleurs sur un cercueil porté en terre. C'est ici que le veille, lundi 2 janvier, à minuit, Georges Jenvier, policier de trente-cinq ans, a été tué d'une balle en pleine tête, et son collègue, Guy Deshayes, trente ans, grièvement blessé, alors qu'ils tentaient d'intervenir dans une bagarre entre habitants de l'Ariane, dans la banlieue de Nice. « Des gars se battaient depuis deux heures ou moins. Il faisait noir et froid. Lorsqu'une R 19 est arrivée avec quatre types en blouson à l'intérieur. Une des deux bandes a cru que c'était le renfort d'une autre bande. Ils ont tiré. Quelqu'un est tombé. » Mohamed reprend son souffle, explique qu'il était là, juste à côté.

Yasmine, elle, était à son balcon. Elle a entendu crier : « Georges, Georges, réveille-toi. » Elle s'est penchée un peu plus. « Ils étaient nombreux autour d'un homme couché. Je me suis dit : Tiens, un voyou est touché. » Elle a regardé longtemps. Au petit matin, en écoutant le radio, elle a compris que c'était un policier qu'elle avait vu mourir. Elle n'en revient pas. « C'est vraiment incroyable d'avoir abattu un flic. » Elle insiste encore : « Dommage que ce ne soit pas un règlement de comptes, parce que là, c'est vraiment dur. » Pour le reste, Yasmine ne s'exprime pas. La bagarre, les armes brandies, les tirs, le mort : tout au bout de Nice barricadée de collines, le quartier de l'Ariane s'est résigné à vivre dans un autre univers.

Loin du centre, juste avant le panneau qui indique la fin de l'agglomération, Ariane est un de ces faubourgs où les grandes métropoles aiment loger ceux qui grattent à leur porte.

FLORENCE AUBENAS

Lire la suite page 13

Les candidatures
à l'élection
présidentielle

Edouard Balleud a confirmé, mardi 3 janvier, au cours d'un déjeuner auquel il avait convié l'ensemble du gouvernement à l'hôtel Maitnon, que le mois de janvier sera celui où « chacun » se déterminera pour l'élection présidentielle. Le premier ministre n'a rien laissé paraître de ses propres intentions. De son côté, Philippe de Villiers se préparait à annoncer sa candidature le 9 janvier sur TF1. Quant aux proches du président de la République, ils pressent les socialistes de désigner leur candidat d'ici à la fin du mois.

page 8

Cessez-le-feu
au Sri-Lanka

Une délégation du gouvernement de Colombo et les rebelles séparatistes des Tigres de libération de l'Eelam (LTTE) ont conclu, mardi 3 janvier, un projet de cessez-le-feu. C'est un tournant dans la guerre civile qui ensangante le Sri-Lanka depuis 1983.

page 4

Les jésuites
réunis à Rome

La 34^e congrégation générale de la Compagnie de Jésus se réunit à partir du jeudi 5 janvier à Rome. Les 230 délégués de ce « parlement » jésuite devaient recevoir, jeudi, les directives du pape. Cette assemblée est l'occasion d'un bilan pour un ordre religieux qui recule en Europe et en Amérique du Nord, mais progresse en Asie et en Amérique latine.

page 14

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

DÉBATS

L'AVENIR DE LA FRANCE

La démocratie du citoyen

Il est nécessaire de trouver un nouvel équilibre entre bien public et libertés individuelles. La responsabilisation du citoyen sur le plan local ne doit pas se faire au détriment de cette communauté de destin qu'est la République. Seule l'Europe communautaire peut permettre de préserver la spécificité de notre système républicain.

C'est dans ce cadre que la France doit entreprendre une réforme constitutionnelle qui tourne le dos à la tentation de la démocratie par l'individu, pour retrouver la démocratie du citoyen, c'est-à-dire la République.

par François Fillon

Le collectivisme totalitaire a entraîné dans sa chute la dictature des idéologies, mais la fête de la liberté à l'est s'achève par un constat paradoxal : avec l'intégration mondiale des économies et de l'information, les politiques prétendant incarner une dimension collective se trouvent disqualifiées. Cette crise du politique engendre chez nous une crise de l'identité citoyenne parce que les Français ont, plus que d'autres, fondé leur idéal républicain sur le pouvoir de la chose publique à exprimer la volonté collective de la nation.

L'élection présidentielle doit ouvrir le voie pour adapter nos institutions à ce contexte nouveau. Pour endiguer l'indifférence à l'égard du débat politique, combattre la rupture entre le peuple et ses représentants, la réforme institutionnelle est désormais inévitable. Déclerés ou virtuels, tous les candidats partagent le souci de réaménager les rapports entre l'Etat et les citoyens. Les remèdes diffèrent, mais suivent une même ligne directrice : il s'agit de « démocratiser la République ». Un nouvel équilibre est à trouver entre exigence collective et respect de la voix de chacun, entre bien public et libertés individuelles, la malproviendrait d'un déficit démocratique inhérent à une pratique institutionnelle encore trop empreinte du volontarisme jacobin. C'est

l'éternel débat entre République et démocratie qui est au cœur de la question institutionnelle.

Parmi les propositions avancées, la récente report de l'Assemblée nationale a souligné la nécessité d'une interdiction du cumul des mandats électifs. Rendre incompatible le mandat de député avec toute fonction exécutive locale importante vise à recentrer la représentation nationale sur sa tâche : faire la loi. Mais s'en est-on pensé qu'en adoptant cette mesure dans le cadre exclusif de la lutte contre la corruption, sans l'intégrer à une réforme institutionnelle renforçant les pouvoirs du Parlement, on risque l'effet inverse de celui qui est recherché ? Entre les vraies responsabilités d'un mandat local et une Assemblée trop impuissante, les élus feront vite leur choix. Si l'on y ajoute la possibilité offerte à une fraction minoritaire du Parlement d'en appeler au peuple contre la loi, pour contester par référendum un texte déjà voté, un coup fatal serait porté à la légitimité de l'Assemblée de représenter les Français. Associations un régime quasi absolu d'incompatibilités au référendum d'initiative minoritaire, sans rééquilibrer les pouvoirs au profit du législateur, et nous aboutirions à un exécutif encore plus mal contrôlé et à une France des féodalités.

Solidarités de proximité contre solidarité nationale

Tout cela est au fond conforme à la pente de l'esprit « démocratique », qui voit les solidarités de proximité se substituer à la solidarité nationale. Le principe de décentralisation n'est-il, bien sûr, pas en cause. Pouvons-nous cependant continuer à fermer les yeux sur ses insuffisances ? D'un côté, l'Etat se déteste année après année sur les collectivités de charges et de compétences lui incombant. De l'autre, nous séparons l'appropriation des pouvoirs de la responsabilité. Les collectivités locales d'exercer véritablement le pouvoir de contrôle à chaque niveau de responsabilité territoriale. Nous sommes là au cœur de la notion d'intérêt général. Sans un effort accru de l'Etat pour la redistribution nationale, notre pratique de la décentralisation creusera encore

les inégalités entre régions riches et pauvres. Au nom du gouvernement de proximité et de la responsabilisation du citoyen sur le plan local, prenons garde à ne pas accélérer le passage de cette communauté de destin qu'est la République au repli sur la collectivité décentralisée.

Les effets pervers d'une responsabilisation mal comprise du citoyen peuvent être mieux mesurés encore avec une autre idée, consistant à ouvrir pour tout un chacun la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel afin de faire contrôler la loi sur le fond. Les libertés publiques s'en trouveraient mieux protégées, et les Français pourraient mieux faire respecter leurs droits. L'intention est louable, mais protection et respect de l'individu contre quoi ? Contre les empiétements de la loi, c'est-à-dire, en démocratie, contre la volonté générale. L'institutionnalisation rampante des droits de l'individu entraîne en effet que les droits reconnus à chacun deviennent une norme supérieure à la loi. Or c'est le principe exactement inverse qui est à la base de notre système républicain. Les rédacteurs de la Déclaration de 1789 n'ont rien voulu dire d'autre en décidant de conférer à la loi, c'est-à-dire au législateur, le soin de déterminer les bornes entre lesquelles les droits naturels du citoyen pourront s'exercer.

La saisie directe consacrerait en fait la renversement de la hiérarchie des normes à l'œuvre depuis quelques années. Rien ne limiterait la pratique du Conseil constitutionnel de vérifier la conformité des lois au préambule de la Constitution. Rien ne saurait empêcher de se transformer en cour suprême électorale en premier défenseur des libertés publiques contre la loi, contre le Parlement. Le renversement juridique, politique et culturel serait tel qu'aucune procédure parlementaire, le je le crains, ne parviendrait à en limiter les effets. La justice de la République céderait la place à la République « des juges ». Nous aurions alors changé de logique institutionnelle en basculant d'un modèle où l'égalité des droits est garantie par la loi à un autre où primeraient contrats et jurisprudences. Comment mieux aggraver l'ennemi de la chose publique

qu'en glissant de la reconnaissance des libertés par la loi à l'encouragement implicite de l'individualisme ?

Toutes ces réformes s'inscrivent dans l'air du temps : nous n'aurions désormais plus d'autre choix que d'accepter la tendance selon laquelle l'extension de la sphère marchande engendrerait certes le libéralisme, mais au détriment de la sphère politique. L'individu supplantant le devenir collectif, l'affaiblissement du débat politique dans la plupart des démocraties occidentales, loin d'être un facteur transitoire, serait une donnée post-moderne fondamentale. Le droit devenant alors une fin en soi, supérieurs au bien public, l'Etat n'aurait plus qu'à garantir les libertés fondamentales – droits de l'homme, libre circulation, respect du communisme identitaire – nécessaires à l'épanouissement du marché. Un Etat affaibli et sans projet, un Etat désincarné.

Le défi européen

Si les sociétés occidentales sont effectivement appelées à être dominées par le couple marché-individu, il serait vain de limiter nos réflexions institutionnelles à la seule dimension hexagonale. C'est pourquoi le réaménagement de la vie politique française est inséparable du devenir de la construction européenne. Sauf à se fonder sur un repli nationaliste parfaitement illusoire, la spécificité de notre système républicain ne survivra que dans le cadre d'une Europe communautaire sachant elle-même devenir un modèle d'organisation politique marquant sa différence par rapport à la logique néolibérale globale. Vu sous cet angle, l'enjeu capital de la conférence de 1996 sur l'avenir institutionnel de l'Union est bien de donner un sens politique au projet européen.

Les dernières propositions d'Edouard Balladur, qui rejoignent un point de vue exprimé de longue date par Philippe Séguin sur la révision de la mécanique communautaire, nous engagent dans la bonne direction : renforcement des attributions du Conseil appelé à devenir un véritable exécutif politique, responsabilité accrue de la Commission devant le Conseil,

contrôle législatif exercé tant par les Parlements nationaux que par le Parlement européen. Pour faire entrer tout cela dans les faits, il faut avoir l'audace de répondre un « non » pour deux « oui » au récent rapport de la CDU-CSU sur l'avenir de l'Union européenne. Non à une petite Europe fondée sur la monnaie unique, ce noyau dur qui serait nécessairement un avatar du fédéralisme allemand. Mais oui à une Europe politique où les Etats et les Parlements assumeraient enfin leurs responsabilités et où encore à l'axe franco-allemand pour jouer ensemble un rôle décisif dans la définition de la singularité politique du nouveau projet européen.

Cette relance communautaire doit correspondre, en France, à une réforme institutionnelle tournant le dos à la tentation de la démocratie par l'individu, pour retrouver la démocratie du citoyen qui n'est rien d'autre que la République. Si l'on veut réhabiliter la chose publique et le débat politique, il faut intensifier la seule expression légitime de la volonté générale, celle du souverain. Et le souverain, en République, ne saurait être un ensemble d'intérêts particuliers, mais le peuple et rien que lui. Les Français souhaitent être mieux associés à la vie publique. Ils veulent que l'Etat et leurs représentants ne décident rien d'essentiel qui ne corresponde à leur volonté profonde, mais néanmoins qu'ils décident. C'est donc avant tout notre capacité de décision collective qu'il faut améliorer. L'électorat doit mieux orienter à travers ses représentants et le cas échéant, arbitrer directement les grands choix nationaux qui s'imposent pour préparer le pays à son avenir. Dans nos institutions où le peuple s'exprime par le suffrage universel en désignant avant tout un président de la République et une majorité de l'Assemblée nationale, deux modifications de la Constitution sont donc nécessaires.

Il faut d'abord permettre au Parlement de retrouver un rôle afin que majorité et opposition puissent personifier un législateur digne d'une démocratie moderne. L'Assemblée nationale devrait aléger en une session annuelle unique de huit mois et disposer de son ordre du jour pen-

dant la moitié de cette session. L'article 49, alinéa 3, de la Constitution devrait être abrogé. Les commissions devraient pouvoir éclairer leurs travaux grâce à un véritable pouvoir d'enquête. Enfin, la vote personnel devrait être systématiquement réintroduit dans les commissions. Ce réajustement des pouvoirs ne nous ramènerait nullement aux « arcanes de la République ». Le contrôle de l'exécutif serait assuré et il n'en deviendrait que meilleur. Leur faculté d'initiative retrouvée, les députés se consacraient nécessairement mieux à leur tâche. C'est dans le cadre de ce réajustement de la fonction législative qu'il sera souhaitable de renforcer les incompétibilités professionnelles et les interdictions de cumul.

A ce réajustement institutionnel doit répondre un renforcement de la capacité de décision de l'exécutif émanant expressément du peuple. A cette fin, il conviendrait de lier l'indispensable réduction à cinq ans du mandat présidentiel à un allongement du domaine d'application du référendum prévu par l'article 71 de la Constitution. Cela permettrait au président de la République de recourir à la voie référendaire pour que les Français puissent se prononcer directement sur toute question d'intérêt national. Afin d'éviter toute tentation plébiscitaire, le président ne pourrait déclencher la nouvelle procédure qu'une ou deux fois par session parlementaire, ou sur proposition des deux Assemblées. Quant aux principes de la démocratie représentative, la réhabilitation concomitante du pouvoir législatif en garantirait le respect.

Ces modifications constitutionnelles, aussi importantes soient-elles, demeuraient cependant à elles seules insuffisantes pour rendre à nos institutions toute leur cohérence. Le réajustement de la loi au rang qui lui revient doit être la clef de voûte de l'adaptation du régime aux temps nouveaux. Réinventer la République passe par une « réforme » à l'endroit de notre système juridique pour que soit pleinement respecté le principe fondamental selon lequel la loi est l'expression de la volonté générale.

► François Fillon est ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Egalité ou équité ?

La mise en avant, par la Commission sur la France de l'an 2000 présidée par Alain Minc, de la notion d'équité, a suscité un débat. A ceux qui, notamment dans nos colonnes, ont cru y discerner l'abandon de l'espérance républicaine d'égalité, Alain Minc répond que, sous couvert d'égalité, la France d'aujourd'hui devient une société d'exclusion à l'américaine. Refusant les anathèmes, il plaide pour une lutte responsable et efficace contre le chômage, cette inégalité cardinale.

par Alain Minc

LES mots ne sont pas innocents. Nous en étions convaincus, mes collègues de la Commission sur les défis de l'an 2000 et moi-même, en mettant l'accent sur le « devoir d'équité » en parallèle à « l'impératif d'efficacité ». Qu'il n'y ait, depuis lors, entendu ? Foyers de la République d'égalité, foyers d'un libéralisme échevelé, militants réaginaires, contempteurs des acquis sociaux... L'anathème ne peut tenir lieu de raisonnement articulé. C'est à dessein que nous avons voulu marquer l'apaisement du compromis social de l'après-guerre, fondé sur une machine égalitaire visant à l'extension indéfinie de la classe moyenne et appuyé sur des politiques de redistribution keynésienne.

Avec, pour toile de fond, une économie dont la mondialisation interdit toute relance dans un seul pays, une société qui voit croître sans limite l'exclusion et dont le chômage constitue l'inégalité cardinale, des questions nouvelles liées à la redistribution des efforts collectifs entre actifs et inactifs et entre générations,

qui peut satisfaire la vieille réponse égalitaire traditionnelle ? Le débat est loin d'être théorique. Exemples : distribués sans référence au revenu, et qui plus est défectueux, les allocations familiales rapportant, après prélèvement, deux fois et demi davantage à un cadre supérieur imposé dans la tranche la plus élevée de l'IRPP qu'à un smicard.

Exigence minimale de justice

L'égalité n'a-t-elle pas bon dos ? Exemple : l'application des mêmes méthodes pédagogiques aux enfants des quartiers les plus défavorisés, et à ceux de Nanville ne peut permettre aux premiers de rattraper leurs handicaps sur les seconds. L'égalité des chances y trouve-t-elle son compte ? Exemple : la principe égalitaire valant, pour les sacrifices autant que pour les avantages, le forfait hospitalier est la même pour le président d'une entreprise que pour ses ouvriers qualifiés. L'égalité paraît-elle, en la matière, incontestable ? Exemple, plus ténérable encore : la gratuité des troisième cycles de l'enseignement supérieur favorise, à l'évidence, les étudiants issus des milieux aisés, infiniment plus nombreux à poursuivre leurs études jusqu'à ce stade ultime. L'égalité rime-t-elle, en cette matière, avec une exigence minimale de justice ? La société sent cette évolution mieux que ses corps intermédiaires.

Lorsqu'en juillet 1992 les chauffeurs routiers bloquent la France afin d'obtenir que la parité à points ne s'applique pas, de la même manière, eux professionnels et eux chauffeurs du dimanche, ne s'élevaient-ils pas contre le dérapage qui voit tou-

jours l'égalité se muer en uniformité ? J'emble, lors de nos réflexions, nous n'avions ni imaginé, ni souhaité que l'immense appareil social, construit pour l'essentiel avec l'égalité pour fondement, soit mis à bas. Mais nous avons, en revanche, marqué haut et fort que les prochaines réformes de l'Etat-providence devraient faire prévaloir le principe d'équité, de manière à infléchir un système qui, pour les « élites des siécles », demeure marqué au coin de l'égalité. Mais, mythe pour mythe, comment définir l'équité par rapport à l'égalité ? Elle est naturellement plus complexe, plus insaisissable, et donc plus contestable, mais la difficulté ne peut servir d'argument pour persister une machine égalitaire à rendements décroissants et dont la dérive automatique aboutit à des prélèvements désormais incompatibles avec la concurrence qui prévaut entre systèmes socio-économiques, et génératrice, depuis vingt ans, entre autres causes – de l'accroissement du chômage.

L'insaisissable quête de l'équité suppose – notre rapport l'avait indiqué – quelques principes de base. Premier principe : un débat sur les droits fondamentaux à assurer à chacun. Si la loi ou le travail prime sur tous les autres, la société doit accepter les réformes qui toucheront pour le faire prévaloir, eux traditionnels « droits acquis ». C'est à cette seule-là que se pose le problème de la répartition du surplus, entre hausse du pouvoir d'achat et création d'emplois, comme celui d'une réduction des charges sociales sur les bas salaires gérée sur une hausse de la fiscalité. Mais eu égard d'un droit ou travail qui prévaut aujourd'hui dans les discours, davantage que dans la réalité, de

nouveaux droits se profilent à l'horizon : droit à l'insertion, droit à l'activité, droit au temps choisi, auxquels nous Etat-providence sans incapacité de répondre avec ses procédures uniformes et égalitaires.

Deuxième principe : il n'existe pas de droits sans devoirs. La société a naturellement un devoir essentiel à l'égard de chacun de ses membres et surtout des plus défavorisés, mais aussi des débiteurs, à leur mesure, de d'avoir : les instituteurs du RMI l'avaient compris, qui avaient essoré le droit au revenu d'une exigence d'insertion ; de même les bénéficiaires d'une allocation-chômage doivent-ils, en contrepartie, accepter de rechercher un emploi. Evidence, prétendent d'aucuns. Rien n'est moins sûr dans une société qui a vu l'extension infinie des droits se faire par la force des choses, sans la confirmation des devoirs. Si la lutte contre la marginalisation et l'exclusion exige un effort plus intense de la collectivité, et équivaut à un devoir plus marqué des catégories les mieux insérées, celui-ci ne sera acceptable que si les bénéficiaires de cette aide accrue sont, eux-mêmes, mais à leur mesure, redevables à l'égard de la société.

Une application souple et décentralisée

Troisième principe : dans une société de plus en plus complexe, les mécanismes de l'Etat-providence s'identifieront de moins en moins à des règles uniformes et identitaires. Ils exigeront une application souple et décentralisée et devront faire une place croissante aux relations contractuelles. Ainsi, lorsque le droit au temps choisi

aura pris sa pleine dimension, exigera-t-il une application différenciée ? Il ne pourra pas fonctionner de la même manière pour les cadres dirigeants – par exemple sur une base pluriannuelle – et pour les ouvriers. De même un parcours efficace d'insertion ne se conçoit-il pas avec des étapes identiques dans une région de vieille tradition industrielle et dans le monde rural. Nier la diversité de la réalité, au nom du principe égalitaire, c'est engendrer des frustrations et des inadaptations, dont, fatalement, pâtissent toujours les plus modestes.

Quatrième principe : l'équité dépasse la stricte application de l'égalité des chances. Elle exige ce que les Américains baptisent du mot peu chatoyant de « discriminations positives ». Par exemple une politique éducative ciblée sur les jeunes des quartiers difficiles, adaptant les programmes, mobilisent des moyens hors du commun, faisant appel aux meilleurs enseignants, quitte à les inciter financièrement à accepter de tels postes : autant d'actions que l'égalité à la française interdirait ou ne tolère qu'à la marge. De même, l'égalité des chances ne prendra-t-elle sa véritable signification que si, au fil du cursus professionnel, existant des cycles de formation qui donnent les mêmes droits que les diplômes initiaux : élaborés à partir de taxes « au carré », dans le respect d'une égalité formelle, ils ne rempliront jamais cette fonction. Existe-t-il pourtant plus noble illustration de l'aspiration à la justice que d'essayer d'éviter le syndrome si français des destins à jamais joués dès la fin de l'enseignement ?

La société française fait face à un choix que ni les ennéthèmes, ni les ritournelles traditionnelles

ne permettront de trancher au mieux de ses intérêts. Soit elle gère la stabilisation des dépenses sociales qu'impose la réalité économique, avec pour seul vantage ses principes égalitaires traditionnels, ses mécanismes uniformes et son culte des procédures centralisées : sous couvert d'égalité, elle poursuivra le pente qui est aujourd'hui la sienne, ce qui la conduit à devenir une société d'exclusion à l'américaine, mais avec un taux de prélèvement qui n'a rien d'américain et qui le rapproche paradoxalement de la social-démocratie suédoise. Soit elle infléchit la gestion de son système social, en faisant sienna une recherche de l'équité dont elle est peu familière : elle seule peut répondre à la multiplicité des injustices et à la marginalisation croissante de pans entiers de la population qu'induit la loi d'airain de l'économie contemporaine, parallèlement aux progrès et aux avantages que, du même mouvement, elle offre au plus grand nombre. Mais il ne peut exister de devoir d'équité qu'avec une société civile développée, riche en acteurs sociaux, ayant le culte du compromis. Le tête-à-tête de l'Etat et de l'opinion, tel que la France la fabrique, ne la permet pas, lui qui s'accompagne naturellement de la sainte trinité – centralisation, statut, uniformité. L'évolution vers davantage d'équité ou vers les prémices de l'équité ne résulte donc pas d'un choix politique ex cathedra : elle reflète naturellement notre maturité collective.

► Alain Minc a présidé la Commission sur les défis économiques et sociaux de la France de l'an 2000, mise en place par le premier ministre, dont le rapport, « La France de l'an 2000 », a été publié aux éditions Odile Jacob.

Le conflit en Tchétchénie

Le CICR dénonce les bombardements « persistants et indiscriminés » effectués par l'armée russe

MOSCOU

de notre correspondant

Les combats de rue se sont poursuivis, mardi 4 janvier, dans le centre de Grozny alors que la capitale tchétchène était pilonnée sans relâche par l'artillerie russe. Selon le CICR, les bombardements de l'aviation russe sur la ville de Chali, au sud de Grozny, auraient fait une vingtaine de morts et une centaine de blessés.

DISSENSIONS. L'échec du premier assaut terrestre russe contre Grozny attise les dissensions au Kremlin tandis que les opposants à la guerre font entendre de plus en plus leurs voix.

REACTIIONS. Tout en déplorant les victimes civiles en Tchétchénie, l'Allemagne et les États-Unis relativisent leurs critiques à l'égard de Moscou.

Une centaine de més, un marché et un hôpital touchés : tel serait, selon un député russe sur place, Anatoli Chabed, le bilan du bombardement de l'aviation russe, mardi 3 janvier, sur la ville tchétchène de Chali, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Grozny. Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), également présents sur les lieux, font état d'un bilan provisoire et non confirmé, d'une vingtaine de morts et d'une centaine de blessés. Ils précisent que l'hôpital n'a pas été directement touché mais a subi des impacts.

Avant même ce nouveau raid, le chef de la délégation du CICR à Moscou, Thierry Meyrat, s'était élevé, dans une déclaration au *Monde*, contre les bombardements « indiscriminés et persistants » de l'aviation russe sur l'ensemble du territoire de la

Tchétchénie, alors que les affrontements entre forces indépendantistes et troupes de Moscou sont concentrés autour de et dans la capitale, Grozny. Le président Boris Eltsine avait pourtant promis, la semaine dernière, d'arrêter les bombardements risquant de faire des victimes civiles.

La majorité des quelque 200 000 personnes déplacées en Tchétchénie sont concentrées dans le sud du pays et, toujours selon les estimations du CICR, plus de 100 000 autres personnes ont quitté la petite République (80 000 pour l'Ingouchie et 30 000 pour le Daghestan). Les avions russes ont aussi frappé, mardi, le village ingouche d'Archty, à la frontière tchétchène, tuant une femme et ses trois enfants, selon le chef de l'administration locale, cité par l'agence russe Interfax. Grozny est toujours violemment bombardé, alors que près de 100 000 civils (sur 350 000 à 400 000 habitants avant la guerre) y

vivent toujours, d'après les journalistes sur place. A Grozny, les délégués du CICR ont pu constater qu'au moins deux des hôpitaux de la ville avaient été détruits. Les blessés ont été évacués vers le sud dans les petites villes de Chali et de Staro-Aragui, au pied du Caucase. Ces deux hôpitaux, approvisionnés en médicaments par le CICR, abritaient plus d'une centaine de blessés, avant le bombardement de mardi.

La zone sud du pays, montagneuse, qui n'est pas coupée de Grozny, semble donc déjà servir de base arrière au gouvernement de Djokhar Doudaev. L'éventuelle chute de la capitale ne signifie donc pas un arrêt des combats. Les forces russes, qui ont pénétré par le nord, ont laissé le territoire sans contrôle et se concentrent sur Grozny. Les convois d'aide du CICR peuvent ainsi, par le sud, la capitale tchétchène, atteindre au nord par les forces russes. L'un des premiers convois humanitaire du CICR est

ainsi arrivé, mardi, dans le sud de la Tchétchénie en provenance de Géorgie.

Comme le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, sollicité par Moscou, le CICR rencontre cependant beaucoup de difficultés en raison de « problèmes administratifs » du côté russe pour acheminer l'aide humanitaire, notamment des couvertures, précise M. Meyrat. Le principal problème des déplacés est le froid, car les infrastructures (électricité, eau, chauffage) ne fonctionnent plus en Tchétchénie. Le CICR va aussi fournir une aide alimentaire d'appoint aux familles accueillant les réfugiés. Par ailleurs, le chiffre de cent prisonniers russes, annoncé par les Tchétchènes, « paraît correspondre à la réalité », précise M. Meyrat. Le CICR a visité certains de ces prisonniers et a entamé des démarches pour pouvoir visiter les Tchétchènes détenus par les Russes.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

MM. Christopher et Kozyrev devraient se rencontrer prochainement à Genève

Le secrétaire d'Etat Warren Christopher et le ministre russe des affaires étrangères Andreï Kozyrev devraient se rencontrer les 17 et 18 janvier à Genève, a indiqué mardi 3 janvier un haut responsable du département d'Etat.

Le conflit en Tchétchénie devrait être l'un des thèmes de cette rencontre. Le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry, a réitéré mardi le « préoccupation » des États-Unis devant la « tactique » adoptée par le pouvoir russe, en accusant l'armée russe d'avoir « utilisé la force sans discrimination dans certains secteurs de la capitale tchétchène ». M. McCurry a également souligné l'importance de la médiation de la Fédération de Russie.

M. McCurry a invité les dirigeants républicains qui pourraient être tentés de s'auto-proclamer à envisager les conséquences d'un éclatement de la Russie ou d'un affaiblissement de Boris Eltsine. M. McCurry a aussi fait référence à la guerre de Sécession aux États-Unis pour expliquer que la Tchétchénie ne pouvait pas décider unilatéralement de quitter la Fédération russe. « Nous sommes conscients de notre propre histoire », a-t-il expliqué.

L'opposition de Moscou à un élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe de l'Est devrait être l'un des autres grands thèmes des entretiens Christopher-Kozyrev à Genève. — (AFP)

L'Allemagne prône une attitude « calme et mesurée » des Occidentaux

Après être sortie de sa réserve, lundi 2 janvier, pour critiquer les méthodes utilisées par l'armée russe en Tchétchénie (le *Monde* du 4 janvier), l'Allemagne a tempéré sa position, mardi, par la voix de son ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, qui a prôné une réaction « calme et mesurée » des Occidentaux face au conflit. « Le gouvernement russe est dans une situation très difficile » et « personne ne peut contester à la Russie le droit de rejeter de l'extérieur une partie d'elle-même », a déclaré le chef de la diplomatie allemande, qui a ajouté que la Tchétchénie « avait toujours été une zone de conflit ». M. Kinkel a également souligné que les Occidentaux ne pouvaient pas intervenir sans le consentement du gouvernement russe.

« Touchant avec cette prudence, le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, a déclaré : « L'Allemagne estime que la situation en Tchétchénie est insupportable ». « La fureur de la Russie vis-à-vis du conflit ne peut être considérée uniquement comme une affaire intérieure russe ». Le ministre allemand des affaires étrangères a également souligné que les Occidentaux ne pouvaient pas intervenir sans le consentement du gouvernement russe. — (AFP, Reuters)

Une série d'erreurs militaires majeures



Il y a plus d'un demi-siècle, l'armée rouge avait dû s'employer trois mois durant, avant de réussir — non sans mal — à mettre au pas la résistance en Finlande. Pendant l'hiver 1939-1940, malgré un réel déséquilibre des forces en faveur de Staline, les colonnes de chars soviétiques furent incendiées sur place par des maquisards finlandais qui s'opposaient à l'invasion de leur pays. Apparemment, Boris Eltsine et une partie de son état-major ont oublié la leçon. Ils ont commis plusieurs erreurs dans leur stratégie en Tchétchénie.

La première de ces erreurs n'a pas été de sous-estimer un adversaire qui a toujours su donner du fil à retordre à son agresseur. En 1994, les forces armées russes ont subi une série de revers, entre 1978 et 1980 lors de l'occupation de la Tchétchénie par l'armée rouge.

En imaginant qu'il suffirait de faire tomber Grozny, la capitale, pour régler le problème au plus vite, les généraux russes ont conçu un plan de bataille à la manière de leurs aînés sur d'autres théâtres des opérations, à savoir un bombardement de la ville par l'artillerie et l'aviation qui précéderait un assaut final par les blindés. C'est ce qui a conduit à une série de revers, entre 1978 et 1980 lors de l'occupation de la Tchétchénie par l'armée rouge.

Quoi de plus vulnérable, en effet, qu'un blindé dans des combats de rue ? Engager un char dans ces conditions, c'est l'exposer à être détruit par des hommes intrépides sachant manier la lance-grenade, la roquette, voire la bouteille incendiaire. Dans une agglomération soumise à d'intenses bombardements, un blindé est du type à mouvement de serotif : sa progression est lente devant les débris. En outre, les raids aériens ou les tirs d'artillerie ont pour résultat que la population apprend à se tenir et à organiser des nids de résistance cachés dans les toitures.

De ce point de vue, l'état-major russe a ajouté à cette tactique inadéquate l'erreur fondamentale qui consiste à ne pas appuyer le déplacement de ses blindés par une infanterie suffisamment motivée pour investir une ville et pour contraindre des harcellements sur les arrières. S'est-il méfié de ses propres conseils ? C'est une hypothèse. Mais il y a aussi dans le contingent russe en Tchétchénie des troupes professionnelles et aguerries, comme les forces spéciales du ministère de l'Intérieur ou des éléments de « choc » de divisions anti-émeutes. Ont-elles eu peur de se frotter à des Tchétchènes qui, eux, n'ont rien à perdre et qui ont appliqué, cinquante-cinq ans après, la tactique des Finlandais ?

des raisons qu'il conviendrait d'élucider plus tard et qui tiennent peut-être à des refus personnels ou à des désaccords sur le fond entre dirigeants politiques et officiers russes, il y a eu des problèmes de commandement et de soutien même du dispositif russe.

Des chefs d'unités ont été relevés par Moscou en cours de mission à plusieurs échelons de responsabilité. Certains se sont vu dicter des ordres de bataille — notamment des consignes de passer de vive force et quoi qu'il puisse en coûter — qui se sont révélées inapplicables sur le terrain. D'autres, encore, ne sont jamais parvenus à imposer à leurs propres troupes. En outre, les unités ont pu manquer de munitions et de nourriture, ce qui a entraîné des problèmes de commandement et de soutien même du dispositif russe.

A l'Ouest, on s'observe avec beaucoup d'attention ce qu'il faut bien appeler, pour la première fois depuis 1990, « des comportements d'indiscipline », ainsi caractérisés de certains officiers russes à l'encontre du régime de Boris Eltsine. Coparent imaginaire, en effet, que l'institution militaire soit égarée, plus qu'aucune autre, par la désintégration actuelle de la Russie ? C'est probablement, de l'aveu des experts militaires en Occident, l'un des signes les plus inquiétants, surtout si, dans le même temps, la tournure des événements en Tchétchénie donnait des idées à d'autres Républiques de l'ex-URSS.

JACQUES ISNARD

Le Kremlin déchiré

Suite de la première page

M. Tchernomyrdine s'est essentiellement attaché jusqu'à présent, à rester à l'écart de l'aventure tchétchène (il n'en a pas dit un mot dans ses vœux de Nouvel An), ce que certains commentateurs saluent comme le signe d'une saine habileté politique.

Le concert de protestations s'est cependant considérablement accru, mais il est le fait d'opposants ou de quasi-opposants, voire de conseillers présidentiels en disgrâce. L'ancien président Mikhaïl Gorbatchev appelle tous les responsables de « ce désastre moral, politique et militaire » à « s'en aller ». Le président de la commission de défense du Parlement, Sergueï Iouchenkov, parle d'aventure honteuse et sanglante. L'ancien premier ministre « libéral », Egor Gaidar, a, lui aussi, des mots très durs pour le Kremlin qui a opté pour « l'aventure militaire », et souligné que « seul Boris Eltsine avait le pouvoir de changer la politique actuelle ». Cependant, M. Gaidar précise que son parti, le choix de la Russie, ne demandera pas la destitution du président, par « pragmatisme », parce que « les institutions démocratiques en Russie sont aujourd'hui extrêmement fragiles ».

Surtout, cet homme qui s'est longtemps été considéré comme le garant des réformes économiques et politiques en Russie, affirme, dans une interview à la BBC, que l'opération en Tchétchénie « est « en aucune manière une affaire purement interne de la Russie » et qu'il souhaite vivement que l'Occident s'en mêle. Sur le même thème, la chaîne privée NTV relève avec ironie que l'Ouest ne répond pas aux appels des « défenseurs russes des droits de l'homme » à faire pression sur Moscou, et réplique à l'unisson « comme une leçon bien apprise » qu'il s'agit « d'une affaire intérieure à la Russie ». Au même moment, à Bonn, le ministre des affaires étrangères Klaus Kinkel enfonce le clou, affirmant que les Tchétchènes n'avaient « aucun droit à l'indépendance ». Le seul accent de fermeté est donc venu de Stockholm, où les méthodes russes ont été qualifiées de « inacceptables ».

Dans les rues de Moscou, quelques centaines de manifestants ont protesté contre la guerre. Des « mères de soldats » en larmes exigent des nouvelles de leurs fils qui ont « trompé ». A la télévision, un député qui a vu une centaine de détenus, morts dans le sous-sol du palais de Grozny,

explique que « ces gamins de dix-huit ans » ont « reçu leur première nourriture chaude quand ils ont été faits prisonniers ». L'association de défense des droits de l'homme Memorial multiplie les messages sous auspices, y compris aux ambassades occidentales, et explique que la guerre en cours « n'est pas « dirigée contre le séparatisme tchétchène ou autre, mais contre la démocratie et la liberté ».

Le ministre de la défense sur la sellette

Larissa Bogorov, qui, en 1993, avec une poignée de dissidents, osa manifester à Moscou contre l'intervention soviétique en Tchétchénie, reprend du service, vingt-six ans plus tard. Le passé revient à toute allure, y compris dans ce commentaire d'un « expert » militaire, expliquant que l'une des raisons majeures de l'échec russe à Grozny est que l'armée n'a pas l'expérience de ce genre d'opérations urbaines, la dernière remontant à l'écrasement de l'insurrection hongroise, en 1956.

Dans un tout autre genre, le quotidien populaire *Moskovsky Komsomolez*, le seul à sortir mercredi, publie en première page un montage photographique du meilleur goût : le ministre de la défense, Pavel Gratchev, rigolard

devant un tas de cadavres de soldats russes, sous le titre « Le chef militaire le plus incapable de Russie ». Ce journal a un vieux compte à régler avec le général Gratchev, depuis qu'un de ses reporters qui enquêtait sur la corruption dans l'armée a été tué, à l'automne, par un paquet piégé, dans des circonstances très troubles. A l'époque, le sort du ministre tenait à un cheveu, mais le général avait sauvé son siège.

La logique voudrait que cette fois il s'agisse, au moins comme un fusible, pour protéger le président. Des hommes de l'exécutif, qui ont eux aussi un très ancien contentieux avec l'ancien officier de parachutistes, plaident plus ou moins ouvertement en ce sens. Le porte-parole du président, Viatcheslav Kostikov (lui-même en disgrâce et sur le départ pour le Vatican comme ambassadeur), explique qu'il ne s'agit pas de s'interroger sur « la légitimité des actions du président ou du gouvernement », mais « sur le professionnalisme de ceux qui ont mis au point cette opération ». Le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, qui, lui-même, a plaidé sans relâche pour la solution de force, dénonce, lui aussi, « le manque de professionnalisme » des exécutants. Le carnage de Grozny a refait l'unité des factions tchétchènes, unies contre l'agresseur. Pas celle des différents clans du Kremlin.

JAN KRAUZE

La route du nord-ouest, cimetière des soldats de Moscou

GROZNY

De l'un des envoyés spéciaux de l'AFP

Dans le bunker, au sous-sol du palais présidentiel de Grozny, deux hommes remplissent précautionneusement des grenades anti-char d'un mélange d'essence et d'huile. « Comme ça, ils brûlent beaucoup mieux, nous l'avons vu il y a deux jours », sourit Muslim, chef d'un petit groupe de combattants tchétchènes qui s'apprêtent à partir harceler les forces russes repliées au nord-ouest de la ville après l'échec de leur assaut du week-end sur la capitale.

« C'est tout le long de cette route que nous les avons arrêtés », explique Zelimkhan Ildigov. A vingt-trois ans, il a gagné dans les combats l'honneur de menier la lance-grenade contre les blindés russes : « J'en ai eu six. Il faut attendre le bon moment et tirer sur le moteur ou la tourelle. » « Nous leur avons fait un enfer. Les soldats avaient si peur qu'ils n'osaient pas sortir des blindés », raconte Ildigov. « Jamais ils ne prendront cette ville. »

Sur la place, devant la maison de la presse, un BMP (blindé servant au transport de troupes) est immobilisé, touché dans les portes arrière. Six cadavres déchiquetés gisent autour du véhicule, trois autres sont allongés dans l'habitacle taché de sang. Un combattant tchétchène retourne du pied un corps, le soldat a été scalpé. Un peu plus loin un autre et une balle dans le temps. Tout près, des soutes détonations font trembler le sol. Des soldats russes sont toujours pris au piège. Les bruits de tirs se font tout proches. Accroupis, adossés à une palissade, Muslim et ses hommes attendent. « Dès qu'il fera sombre, nous les attaquerons et nous en tuons d'autres. »

STÉPHANE ORJOLLET

INTERNATIONAL

EUROPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Multiples violations de la trêve dans l'enclave de Bihac

La Force de protection des Nations unies (FORPRONU) a fait état, mardi 3 janvier, d'un regain « préoccupant » d'activités militaires dans la poche de Bihac, au nord-ouest de la Bosnie. Edward Joseph, le porte-parole de la FORPRONU, dans l'enclave musulmane assiégée par les forces serbes, a précisé qu'une centaine d'abus d'armes à feu ont été constatés, dont huit autres obus avaient explosé, dans le sud de la poche, autour de la ville de Bihac.

En dépit de ces violations croissantes de la trêve, la FORPRONU s'efforce de consolider l'accord sur la cessation complète des hostilités, qui devrait conduire à la reprise des négociations. Le groupe de contact des grandes puissances doit se réunir, au niveau des experts, « dans la semaine à venir », a-t-on indiqué. Mardi, les commissions régionales conjointes se sont ren-

contrées sous l'égide de l'ONU dans plusieurs régions de Bosnie-Herzégovine, notamment dans la poche de Bihac, à Tuzla, Gorzje-Vakuf et Gorzje pour discuter des modalités du déploiement des « casques bleus » sur les lignes de confrontation.

Par ailleurs, la FORPRONU s'est plainte des restrictions à sa liberté de mouvement, imposées par les Serbes qui s'étaient pour autant engagés, en signant la trêve, à lever toutes les entraves à la circulation des « casques bleus » et des humanitaires. Quelques progrès ont toutefois été enregistrés mardi. A Sarajevo, les services de tramways ont repris et l'aéroport, fermé à la suite de l'atterrissage manqué d'un avion cargo russe, a été rouvert. De plus, l'armée bosnienne s'est engagée à évacuer mercredi ses 250 hommes postés sur le mont Igman, au sud-ouest de la capitale, déclarée « zone démilitarisée » par l'ONU. — (AFP, Reuters)

OUZBÉKISTAN : les néocommunistes ont remporté 96 % des sièges du nouveau Parlement. Dix jours après les élections législatives du 25 décembre en Ouzbékistan, la commission électorale a annoncé, mardi 3 janvier, la victoire écrasante des néocommunistes, qui ont obtenu 96 % des sièges du futur Parlement. Le Watan Tashkent (WT), un mouvement d'opposition créé de toutes pièces par le chef de l'Etat, Islam Karimov, n'a remporté que sept sièges. Les partis Erk (Liberté) et Birlik (Unité), interdits par le pouvoir depuis 1992 et dont les militants vivaient dans une semi-clandestinité, n'ont pas pu présenter de candidats. Par ailleurs, les observateurs internationaux ont relevé de nombreuses irrégularités lors du scrutin. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

Après une brève réunion du comité de liaison avec Israël

Le chef des négociateurs palestiniens craint que le processus de paix ne soit « bloqué »

Quelques heures seulement après avoir repris ses travaux, mardi 3 janvier au Caire, le comité de liaison israélo-palestinien s'est séparé sans avoir abouti à des résultats. Le chef de la délégation palestinienne aux négociations, Nabil Chaath, a néanmoins annoncé que le premier ministre israélien Itzhak Rabin et le chef de l'OLP Yasser Arafat, se rencontreraient la semaine prochaine, au point de passage d'Erez, entre le territoire autonome de Gaza et Israël.

Les discussions porteront sur le « redéploiement » de l'armée israélienne en Cisjordanie, qui doit précéder des élections palestiniennes. A ce sujet, Israël « n'a rien proposé de précis », a dit M. Chaath, qui a exprimé des craintes « que le processus de paix soit bloqué, voire interrompu », du fait de la dégradation du climat entre les deux parties. Il a critiqué la récente décision du gouvernement israélien d'autoriser l'extension de la colonie d'Ephraïm, en Cisjordanie (le Monde du 4 janvier) et réclame « un arrêt total de la colonisation, notamment autour de Jérusalem ».

Le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Peres, a affirmé de son côté avoir expliqué aux Palestiniens que « la décision prise par le

cabinet consiste à ne construire aucune nouvelle colonie, à ne pas confisquer des terrains pour élargir les colonies existantes ou en construire de nouvelles et à ne pas investir d'argent public dans l'extension des colonies ».

La réunion s'est déroulée dans un climat altéré par l'accrochage de Gaza, au cours duquel trois policiers palestiniens avaient été tués lundi par l'armée israélienne. Cet incident « nous a extrêmement troublés », a affirmé M. Chaath. « Nous attendons les résultats de l'enquête et nous aimerions qu'elle débouche sur une claire définition des responsabilités », a-t-il ajouté. Il a indiqué que la question des prisonniers palestiniens en Israël — 6 000 selon lui — a été longuement examinée et que la délégation israélienne « s'est engagée à discuter rapidement avec son gouvernement ». « Ce sont des millions de nationalistes qui ont lutté contre l'occupation », a dit M. Chaath. J'ai dit à la délégation israélienne que nous refusions ses arguments selon lesquels leurs mains sont tachées de sang. Je leur ai dit que chaque pilote israélien ayant bombardé un camp palestinien a les mains tachées de sang, comme chaque dirigeant israélien ayant ordonné de tirer sur les enfants de l'intifada. — (AFP)

BAHREIN

Amnesty International dénonce des « arrestations massives »

L'organisation Amnesty International se déclare « extrêmement préoccupée » par la situation des droits de l'homme qui s'est dégradée à Bahrein, après les émeutes de décembre (le Monde du 20 décembre). Dans un communiqué publié mercredi 4 janvier, elle « demande aux autorités bahreïniennes d'autoriser ses représentants à se rendre dans leur pays à la fin du mois ». Affirmant que, malgré ses

demandes, elle n'a pu se rendre dans l'archipel depuis 1987, elle fait état d'« au moins quatre morts », lors des récentes émeutes, de la « détention ininterrompue de centaines de personnes » et d'« informations signalant la torture des détenus ». Elle réclame l'« ouverture d'enquêtes indépendantes » et le droit pour les prévenus de choisir leur avocat et de rencontrer leurs familles.

ASIE

SRI-LANKA

Le gouvernement et les séparatistes tamouls ont conclu un accord de cessez-le-feu

Une délégation du gouvernement et les rebelles tamouls ont conclu, mardi 3 janvier, un projet de cessez-le-feu. C'est un tournant dans une guerre civile qui, depuis une dizaine d'années, a déjà coûté la vie à 30 000 personnes. Il aura suffi d'une seule journée de pourparlers, menés au cœur même du bastion séparatiste, la péninsule de Jaffna — située à l'extrême nord de l'île — pour ébaucher les grandes lignes d'un accord que la présidente Chandrika Kumaratunga doit formellement approuver. Celle-ci devrait préciser le contenu de ce compromis lors d'une allocution devant le

Parlement, prévue en fin de semaine. Ce processus de paix avait en réalité commencé au lendemain de la victoire, aux élections législatives d'août, de la coalition de gauche, conduite par M^{me} Kumaratunga, qui s'était engagée à assouplir l'attitude de Colombo à l'égard de la guérilla des Tigres pour la libération de l'Eelam (pays) tamoul (LTTE). Les discussions avaient toutefois été suspendues, fin octobre, après l'assassinat du dirigeant de l'opposition conservatrice, Gamani Dissanayake, qui n'avait jamais fait mystère de son hostilité à toute négociation avec les rebelles

tamouls. L'attentat avait alors été imputé par le gouvernement aux Tigres. Relançant le processus de paix, l'accord de Jaffna prévoit un cessez-le-feu d'une durée de quinze jours, qui devrait être supervisé par des observateurs internationaux. Selon des sources gouvernementales, cinq pays — le Bangladesh, la Norvège, le Canada, l'Indonésie et les Pays-Bas — pourraient être invités à participer à cette mission de contrôle. Afin de prouver sa bonne volonté, les LTTE ont immédiatement libéré quatre des policiers détenus à Jaffna depuis quatre ans. De son côté, le gouvernement

s'engageait à financer une politique de reconstruction de la péninsule de Jaffna à hauteur de 800 millions de dollars et à rétablir la liberté de circulation sur les eaux d'un lagon quadrillé par les vedettes de l'armée.

Si l'optimisme semble régner aujourd'hui à Colombo, l'expérience du passé incline toutefois à la prudence. En 1989 déjà, un accord de cessez-le-feu avait été conclu entre les deux camps antagonistes avant d'être rompu à l'initiative des Tigres, qui relançaient ainsi une « deuxième guerre tamoule ». — (AFP, Reuters, UPL)

Les « Tigres », combattants fanatiques

NEW DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Dans leur bastion de Jaffna, au nord de Sri-Lanka, les séparatistes tamouls rêvent de créer un « Eelam », une nation indépendante. Ça rève est déjà presque une réalité : les « Tigres de libération de l'Eelam tamoul » (LTTE) contrôlent l'administration, la justice, l'éducation et la police. Ils lèvent des impôts et ont enrôlé les fonctionnaires locaux... toujours payés par le gouvernement de Colombo.

Leur « armée », composée de combattants fanatiques prêts à avaler la capsule de cyanure qu'ils portent autour du cou en cas de capture, est considérée par les experts comme l'une des meilleures guérillas de la planète. La LTTE dispose même d'une « marine » dont les commandos, les redoutables « Tigres de mer », mènent souvent des opérations-suicide contre la « navy » srilankaise.

Encerclés depuis des années dans leur bastion du Nord par une armée régulière incapable de les déloger, il ne leur manque plus que la reconnaissance de la communauté internationale pour donner à leur « nation » un vernis de légitimité : c'est ce que pensent, en ne plaçant qu'à moitié, certains observateurs de la question srilankaise. « De facto, les Tigres ont acquis leur indépendance », avance un expert asiatique en poste à Colombo.

Le haut niveau d'entraînement des quelque 70 000 à 150 000 « soldats » du LTTE n'explique cependant pas à lui seul l'échec des offensives lancées par l'armée srilankaise. « Nos troupes sont démotivées. Le haut commandement militaire et les policiers n'ont jamais réalisé qu'ils se devaient d'engager

plus de forces dans la bataille pour venir à bout des séparatistes », affirme un officier supérieur de l'armée de Colombo qui préfère garder l'anonymat. Selon lui, « pour briser la LTTE, il faudrait la doubler de soldats dans la Nord, c'est à dire en moins cent mille hommes ».

Mais comment une armée ne disposant que de 120 000 recrues pourrait-elle déloger un pareil contingent pour le saule péninsulaire de Jaffna alors que, dans l'est du pays, une région égyptement revendiquée par les séparatistes, la LTTE continue d'être, mais sur une moindre échelle, présente militairement ?

Mystère du chef

Même les troupes indiennes, débarquées à Sri-Lanka l'été 1987, lors d'une opération de « maintien de la paix », devaient sentir cruellement la morsure du « Tigre » : plus d'un millier de soldats de New-Delhi furent tués lors des combats avec des guérilleros que l'Inde avait un temps soutenu. L'armée indienne réussit certes à les bouter hors de leur bastion de la péninsule de Jaffna mais ce fut presque une guerre pour eux : peu après la retraite de la « force de paix indienne », les combattants du LTTE, un moment chassés dans les jungles du nord de l'île, avaient rapidement regagné le terrain perdu.

L'option militaire ayant échoué, restait la négociation politique. C'est ce que souhaitait la présidente Kumaratunga dont le mari Vijay fut assassiné, il y a six ans, devant ses yeux, pour avoir défendu le principe de discussions avec les indépendantistes tamouls. Alors que ses prédécesseurs du Parti national unifié (UNP), qui détenaient le pouvoir depuis 1977, s'étaient

montrés incapables de résoudre la crise, M^{me} Kumaratunga vient de concrétiser son inclination au dialogue en donnant mandat à une délégation gouvernementale de négocier un cessez-le-feu avec les Tigres, à Jaffna même.

Le LTTE est la conséquence extrême de la frustration de la minorité tamoule eu lendemain de l'indépendance de 1948 octroyée par le colonisateur britannique à l'ancienne Ceylan. Ironiquement, c'est le père de l'actuelle présidente, Solomon Bandaranaike, qui contribua maladroitemment à jeter de l'huile sur le feu de la tension intercommunautaire après sa nomination au poste de premier ministre, en 1956 : membre de la haute caste des Goyigama, ce grand chef de la période post-coloniale se voulut le chantre du bouddhisme et déclara, un temps, le cinghalais langue nationale, ce qui lui valut aussitôt l'hostilité des Tamouls. Forcé de revenir sur ses positions radicales, il sera assassiné, en 1959, par un extrémiste bouddhiste.

Les Cinghalais, majoritairement bouddhistes, représentent 74 % des 18 millions de Sri-Lankais tandis que les Tamouls, hindous ou chrétiens, ne dépassent guère 18 %. Ces derniers, adoucis à l'occidentale dès le début du XIX^e siècle après l'arrivée de missionnaires américains dans les régions tamoules, s'étaient taillés la part du lion dans l'administration coloniale britannique. La première université du sous-continent indien fut ainsi créée à Jaffna en 1824, marquant ainsi l'essor d'une classe d'intellectuels tamouls qui n'allaient cesser de marquer leur différence à l'égard de la majorité cinghalaise. Cette dernière devait revendiquer le pouvoir à l'indépendance, accusant les Tamouls d'avoir été les suppôts du colonisateur et s'efforçant de les

ravaler au rang de « citoyens de seconde classe ».

L'exploitation des tensions intercommunales par différents gouvernements srilankais allait dégénérer en un pogrom anti-Tamouls en 1983. Soigneusement orchestré par des chefs du Parti national unifié, alors au pouvoir, ce bain de sang qui fit plusieurs milliers de morts, marqua le point de départ de la radicalisation de l'irréductible tamoul. Le LTTE réussit, ensuite, à tirer son épingle du jeu au sein de la galaxie des partis indépendantistes, éliminant les groupes rivaux et finissant par s'imposer comme l'unique interlocuteur.

« Le LTTE est une organisation totalitaire et fasciste par nature », nous confiait récemment, à Colombo, un membre influent d'une organisation tamoul modérée. Il existe chez les combattants tamouls une véritable mystique du chef. Velupillai Prabhakaran en est le « leader suprême ». C'est avec ces « Tigres » que la présidente Kumaratunga doit aujourd'hui négocier, pour le meilleur ou le pire, afin de rétablir la paix dans un pays déchiré.

Mais la tâche sera rude pour le chef de l'Etat. Les « Tigres » sont accusés du meurtre de nombreux hommes politiques et ont la réputation d'être impitoyables à l'égard de tous ceux qui osent se dresser sur leur route. Les chefs veulent-ils vraiment de ce règlement négocié ? Comme le disait amèrement un conseiller de la présidence au lendemain des élections de novembre alors que les pourparlers semblaient encore dans l'impasse : « Si l'on fait faire un parallèle avec la situation israélienne, je dirais que la gouvernance srilankaise voudrait négocier avec l'OLP mais se retrouve en train de dialoguer avec le Hamas... »

BRUNO PHILIP

CAMBODGE

Norodom Sihanouk va tenter de reconquérir une influence perdue

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

En séjour en Chine depuis le 18 mai 1994, le roi Norodom Sihanouk est arrivé mercredi 4 janvier au Cambodge. Il avait été opéré d'un cancer de la prostate, le 7 octobre 1993 à Pékin, puis avait subi plusieurs mois de chimiothérapie, avant de retourner dans son pays, le 8 avril 1994. Mais après de vaines tentatives pour imposer une réconciliation avec les Khmers rouges, il avait avancé son retour à Pékin. Une « table ronde » avec des représentants des Khmers rouges, qu'il avait présidée à Pyongyang, au début de juin 1994, avait échoué.

Depuis lors, régnant sans ne gouverner pas selon la Constitution de septembre 1993, le roi a dû contre-signer des lois après les avoir désapprouvées, comme, par exemple, la mise hors la loi, le 7 juillet, des Khmers rouges ou, à la fin d'août, une loi sur l'immigration qui semblait viser la communauté vietnamienne du Cambodge. Jouant le rôle de garant des libertés, il propose, aujourd'hui, d'amender un projet de loi sur la presse au caractère particulièrement restrictif.

Il est clair que le roi a perdu de son emprise sur un régime qui s'est habitué à gérer les affaires du pays en son absence et, parfois, contre son gré. Le limogeage de Sam Rainsy, ancien ministre des finances, et la démission consécutive du prince Norodom Sirivudh, demi-frère de Sihanouk et ancien chef de la diplomatie, ont contribué à l'autonomie à l'apogée du pouvoir du prince Ranariddh et Hun Sen sont respectivement les premier et deuxième présidents. A défaut d'être aussi représentatif, le gouvernement semble y avoir gagné en cohésion.

Même s'il n'a plus guère de prise directe sur la gestion des affaires de son royaume, Norodom Sihanouk demeure cependant le plus populaire des Cambodgiens. Il reste donc à voir comment le monarque et son gouvernement vont organiser, dans les semaines à venir, leur collaboration. La durée du séjour au Cambodge du roi en dépendra peut-être car le souverain n'a jamais eu, semble-t-il, ni le tempérament ni l'envie de jurer les « rois faillants ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

EN BREF

ARGENTINE : un « ticket » Menem-Ruckauf pour le présidentielle de mai. — Le président argentin Carlos Menem, qui briguera un deuxième mandat à l'élection du 14 mai prochain, a choisi, lundi 2 janvier, son ministre de l'Intérieur Carlos Ruckauf comme candidat à la vice-présidence. M. Ruckauf, âgé de cinquante ans, a été ministre du travail en 1975-1976 et ambassadeur d'Argentine en Italie entre 1989 et 1991. — (AFP)

BANGLADESH : la reprise du procès de Taslima Nasreen est reportée au 15 janvier. — Les autorités judiciaires ont décidé, mardi 3 janvier, de reporter au 15 janvier la reprise du procès de l'écrivain exilée Taslima Nasreen après la requête déposée par ses avocats auprès de la Haute Cour dans le but d'obtenir l'annulation de la procédure. Le procès de Taslima Nasreen, accusée d'avoir « insulté l'islam et blessé les convictions des musulmans », s'était ouvert en son absence, le 10 décembre, mais avait été immédiatement reporté au 3 janvier pour permettre à ses avocats de faire appel. — (Reuters)

CHINE : seize morts dans l'explosion d'une mine de charbon. — Seize mineurs ont été tués et cinq autres blessés dans l'explosion d'une mine de charbon, qui a eu lieu, le 1^{er} janvier, près de Tongling, dans la province de Shaanxi, dans le centre du pays, a révélé, mercredi, le journal China Daily. Cette

explosion s'ajoute à une longue série d'accidents, due au vieillissement des installations et au non-respect des règles de sécurité. Plus d'un millier de mineurs sont morts en 1993, et davantage en 1994. — (AFP)

PHILIPPINES : un groupe intégriste musulman menace d'enlever des prêtres lors de la visite du pape. — Des islamistes philippins ont menacé d'enlever et de décapiter des prêtres au cours de la visite que Jean-Paul II doit faire aux Philippines, du 12 au 16 janvier, a annoncé, mercredi 4 janvier, un responsable de la police de l'île de Basilan (sud de l'archipel). Ses services ont déconseillé que le groupe Abou Sayyaf avait projeté ces enlèvements pour médiatiser la lutte des intégristes musulmans contre le gouvernement et l'Eglise catholique. — (AFP)

LIBERIA : poursuite des combats entre deux factions. — Le Front national patriotique (NPLF) de Charles Taylor et le Mouvement uni de libération mandingue (ULIMO-M) d'Alhaji Kromah, deux des principales factions armées, ont continué de s'affronter dans le centre du pays, a annoncé, mardi 3 janvier, la Force d'opposition africaine (Ecomog). Selon l'Ecomog, ces combats ont provoqué la fuite de milliers de civils qui avaient commencé de regagner leurs villages après la signature de l'accord de paix à Accra, le 21 décembre 1994. — (AFP)

مكتبة المجلد

Le cancer du poumon est la première cause de processus tumoral chez les Américains.



Le premier anti-cancéreux français agréé aux Etats-Unis est signé Pierre Fabre.

*Partout, sur l'ensemble de notre planète, la lutte contre le cancer est devenue
l'un des objectifs prioritaires des chercheurs comme des gouvernements.
Cette lutte sans merci prend toute son acuité dans les pays du monde occidental,
et tout particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique.*

Pays des normes les plus sévères en matière d'enregistrement pharmaceutique, les USA ont acquis la juste réputation d'exigences très élevées en ce domaine. Pour être agréé par la FDA (Food and Drug Administration), tout médicament doit faire non seulement la preuve de son efficacité, mais aussi de son aspect novateur et du réel progrès qu'il apporte dans son domaine d'intervention. C'est sur ces critères particulièrement sévères que la FDA vient d'agréer le médicament des

Laboratoires Pierre Fabre qui devient, ainsi, le premier anticancéreux français présent sur le territoire américain. Fruit de la collaboration exemplaire entre les chercheurs de l'Institut de Chimie des Substances Naturelles du CNRS à Clif-sur-Yvette, dirigé par Pierre Potier et soutenu par l'ANVAR et les équipes de Recherche des Laboratoires Pierre Fabre, ce médicament - développé par les Laboratoires Pierre Fabre - est utilisé en France depuis 1989 dans le trai-

tement des cancers du poumon non à petites cellules et dans les cancers du sein. Il fait bénéficier les malades d'un véritable apport thérapeutique en préservant leur qualité de vie. Les Laboratoires Pierre Fabre, déjà présents dans le traitement des pathologies les plus lourdes, sont aujourd'hui reconnus mondialement dans le domaine de l'Oncologie. Cette reconnaissance récompense les investissements dans la recherche des Laboratoires Pierre Fabre et confirme leur capacité d'innovation.



Pierre Fabre

AFRIQUE

ALGÉRIE

Un ultimatum signé du GIA somme l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'évacuer leurs ambassades

Les ambassades d'Allemagne, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis ont reçu un ultimatum, portant la signature du Groupe islamique armé (GIA), leur donnant jusqu'au samedi 7 janvier pour évacuer leurs personnels et rompre toute relation diplomatique avec l'Etat algérien. L'information, révélée mardi par l'hebdomadaire allemand *Stern*, a été confirmée, dans la soirée, par le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, cité par la télévision publique ARD.

Si les services de sécurité allemands prennent ces menaces très

au sérieux, des doutes n'en subsistent pas moins quant à l'origine de ces missives. Selon des sources bien informées à Bonn, les experts ne considèrent pas qu'elles émanent du « noyau dur » islamiste. Un même scepticisme prévaut chez les Américains. Les lettres qu'ont reçues, à Berlin (Suisse), les ambassades des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, indiquent qu'au-delà du 7 janvier, « tous les non-croyants seront tués de sang-froid », dit-on précisée, de source sûre, à Washington. Mais les premières analyses, faites par les experts américains, les incitent à penser qu'il pourrait

s'agir de l'œuvre d'un mauvais plaisant ou d'un déséquilibré. La manière dont la lettre a été rédigée et envoyée « ne correspond pas aux modèles que nous connaissons », souligne-t-on de même source.

Rédigé en allemand, le message adressé aux Etats-Unis est le même que celui envoyé à l'ambassade de Grande-Bretagne. Selon le Foreign Office, la lettre reçue par les Britanniques a été postée de France. Londres a déjà réduit le personnel de son ambassade à Alger de six à quatre personnes, en décembre. Au total, on estime

entre cent trente à deux cents, le nombre des ressortissants britanniques encore présents en Algérie.

Le GIA, qui a revendiqué la plupart des assassinats d'étrangers, est également l'auteur du détournement de l'Airbus d'Air France, le 24 décembre, et de l'assassinat de trois de ses passagers. Ensuite, un commando du GIA avait tué quatre Français, à Tizi-Ouzou, en Kabylie. Le meurtre de ces religieux, de même que le détournement de l'Airbus, a été formellement condamné par l'un des porte-parole de l'ex-Front islamique du salut (FIS) et o

Paris va envoyer une mission pour étudier la sécurité des transports

La France va envoyer, « dans les prochains jours », en Algérie, une mission pour « étudier avec les autorités algériennes les moyens de renforcer les conditions de sécurité » des transports entre les deux pays, a indiqué mercredi 4 janvier, sur RTL, Alain Juppé. Il n'a pas précisé à quel moment les liaisons aériennes et maritimes assurées par des compagnies françaises, interrompues après le détournement de l'Airbus d'Air France, le week-end de Noël, pourraient reprendre. Mais il a affirmé qu'il est « du devoir du gouvernement français de prendre des précautions supplémentaires ».

Le ministre des affaires étrangères a aussi indiqué que Paris étudie « le renforcement des mesures de sécurité qui protègent notre ambassade et notre consulat » en Algérie.

Les géoliers de l'Airbus

Suite de la première page

Rapidement il suffit qu'ils signalent un malade pour que les pirates fassent signe de l'évacuer hors de l'appareil. De son côté, l'équipage comprend très vite les règles du jeu. « Nous avons été libérés de circuler et même jusqu'au poste de pilotage, sauf pendant les moments de grande tension, où ils nous faisaient asseoir, raconte une hôtesse. Nous avons réglementé l'usage des toilettes pour qu'il ne se forme pas de queue inquiétante pour le commando. Quand nous voulions faire quelque chose, nous le leur demandions après leur avoir expliqué. »

Dans le cockpit, l'évolution est comparable. L'officier mécanicien se propose pour aller fermer les deux portes des sautes. Le commandant participe de plus en plus activement aux négociations pour obtenir le départ de l'avion pour la France, réclamé par le commando. L'équipage commence à faire connaissance avec ses géoliers et les surmène. Il y a Yahia, vingt-cinq ans, le seul dont on sache le véritable nom et qui parle bien le français. Ensuite, « Bobby » ou « Abdallah », vingt-sept ans, un grand et beau gars. Tous deux sont souriants et paraissent être les chefs. Viennent ensuite « Lotfi », très exalté, et puis « le Mahoul », baptisé encore « Bill », le « Steward » ou « Mobile 6 », surexcité en permanence. Tous deux sont les exécutants du groupe (1).

La confiance naît peu à peu de cette coexistence pacifique et débouche sur des situations tragiques. Les pirates, qui adorent les armes comme des gamins, les font admirer et même toucher par les membres de l'équipage. Une passagère malade ayant besoin de téostomètre, les deux meneurs demandent à la responsable de cabine de prendre leur tension : elle est bonne. Les pirates se mettent à distribuer un billet de 200 F à toutes les femmes de l'avion.

Dialogue entre une hôtesse et Yahia :

« As-tu vu, Yahia, comment la couverture abîme mes cheveux ? »
« C'est vrai, il te faudrait de la soie. »

Ce sont les hôtesse qui manœuvrent les portes de l'avion

pour aller chercher entre les cadavres les coffres-repas sur la passerelle : « Planque-toi, Abdallah, quand j'ouvre. Les nuyas (les forces de sécurité, NDLR) vont te tirer dessus. » Lâchée de manier les poignées de la porte et de se faire assourdir par la rafale de pistolet mitrailleur rituelle : « Viens que je te montre le système. Et retiens bien la porte, sinon elle basculera et tu tomberas au sol. »

« C'était à la fois tendu et relax, raconte cette autre hôtesse. Le « Steward » ou « Mahoul » nous a beaucoup aidés. Il servait l'eau aux passagers avec nous. Je lui ai appris à se servir de la bombe déodorante. » On le voit même, son kalachnikov sous le bras, aider à la vidange des WC pleins à ras-bord. Faut-il s'étonner dans ces conditions si, au matin du jour de Noël, les passagers sortent les dattes et les beureks qu'ils destinent à leurs familles, et se mettent à les partager entre eux, mais aussi avec l'équipage et avec le commando ? Faut-il s'étonner que ces passagers refusent de descendre de l'avion quand la proposition leur est faite par le commando, peu avant le départ pour Marseille ?

Comme de bons passagers

L'assassinat du jeune cuisinier de l'ambassade de France, Yannick Bouquet, et la certitude que les deux plus jeunes stewards figurent en tête de la liste des otages à abattre si le gouvernement algérien persiste à ne pas laisser partir l'avion d'entente ont pas ce climat de bonne volonté réciproque. Lorsque l'avion décolla d'Alger, les turbulences sont fortes : « Yahia, fais asseoir les hommes, car s'ils perdent l'équilibre et qu'ils tirent sans le vouloir, il pourrait y avoir des dégâts ! - Va le leur dire. » Les terroristes s'assoient sagement en classe Club comme de bons passagers.

« A Marseille, j'avais demandé des serviettes chaudes, des oschibori, pour que les passagers puissent se faire un brin de toilette. Catastrophe ! Ils se trompent et nous livrent des serviettes rafraîchissantes à l'alcool, subs-

tance interdite. Yahia les autorise quand même. »

L'ambiance est de plus en plus détendue. A Marseille, « nous allions sans arrêt au poste de pilotage. Nous étions au courant de tout. Nous avions l'impression d'être maîtres de la situation. Nous étions une famille, un cocon et ne nous attendions pas à l'assaut. »

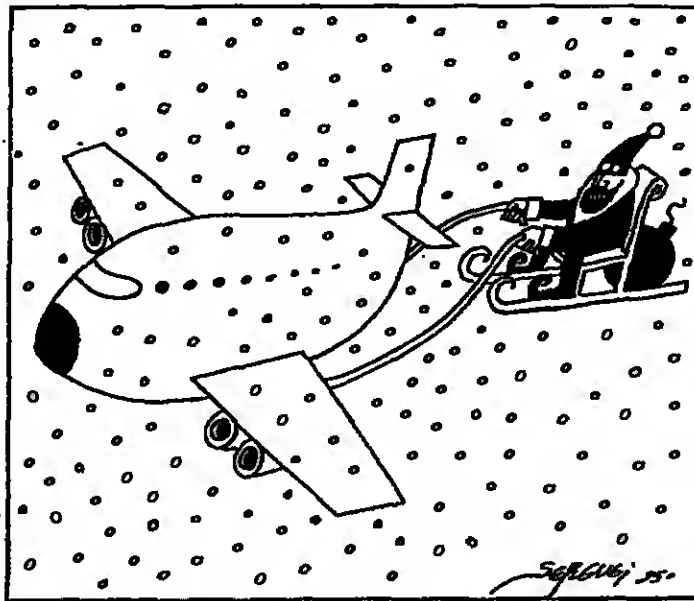
Cette collaboration n'a pas été exemplaire seulement parce qu'elle correspondait aux instructions d'Air France. Elle a endormi le méfiance des pirates à l'égard de l'avion, permettant à l'équipage de continuer à faire son métier. Le « Steward » (le commando) et d'installer un climat moins traumatisant pour les passagers. Il a attendu les islamistes, qui envisageaient plus difficilement de tuer des gens avec lesquels ils avaient partagé des lon-

kours. Chacun est demeuré dans sa fonction : les pirates derrière leurs pistolets, l'équipage derrière le manche à balai ou le plateau-repas, même si l'un des navigateurs a rangé les explosifs « au lieu sûr. Dans un univers aussi net et aussi calme, l'intervention du GIGN avait toutes les chances d'être efficace.

A 17 h 13, le lundi 26 décembre, des robots esquassés, pleins de lumière verte et rouge, sont apparus à la porte avant droite, maniant le tonnerre et la foudre. Ils ont tué les drôles de copains qui s'étaient invités à Alger.

ALAIN FAUJAS

(1) Depuis le détournement de la prise d'otages, trois des quatre terroristes ont été formellement identifiés par les enquêteurs (le Monde du 4 janvier) : Abdallah Yahia, Mokhouf Benguetat et Salim Laydi.



AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Les républicains se sont donné cent jours pour faire passer leur programme au Congrès

Elu le 8 novembre 1994, le nouveau Congrès, à majorité républicaine, devait commencer ses travaux, mercredi 4 janvier, ouvrant ainsi une période délicate de cohabitation avec le président démocrate Bill Clinton. La nouvelle grande figure de la Chambre basse, Newt Gingrich, a prévu l'adoption dès ce premier jour d'une série de réformes de procédure. Et il mettra tout en œuvre pour faire passer, dans les cent premiers jours, l'essentiel du programme de son parti.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le « Contrat avec l'Amérique », cette bible politique du Parti républicain, sera lue chaque matin à la Chambre des représentants, avant le début des travaux législatifs, afin de rappeler aux 231 élus du « Grand Old Party » leurs engagements électoraux envers l'Amérique. Ainsi en a décidé Newt Gingrich, l'imprévisible et visionnaire speaker (chef de la majorité républicaine) de la

Chambre basse. Nul ne pourra ignorer que le 104^e Congrès des Etats-Unis entend légiférer selon un programme de réformes résolument conservateur (voir encadré), conformément au vote émis par les Américains le 8 novembre.

Cette discipline devait être mise en pratique dès mercredi 4 janvier, jour d'ouverture de la session parlementaire. Cette date ouvre une période que la nouvelle majorité souhaite « révolutionnaire », au moins par rapport aux priorités qui étaient jusque-là celles de l'administration démocrate. Pour la première fois depuis 1954, les républicains sont majoritaires dans les deux Chambres du Congrès. Cette cohabitation entre un exécutif démocrate et un Congrès républicain ne constitue pas une « première » (avant Bill Clinton, les présidents Harry Truman et Woodrow Wilson s'étaient accommodés d'une telle situation), mais elle est inhabituelle : depuis quarante ans, c'est plutôt la situation inverse qui a prévalu.

Cela signifie que le président américain va devoir souvent composer. Pour ses concitoyens, voire aux

yeux des partenaires des Etats-Unis, M. Clinton s'apparaît plus comme le seul détenteur du leadership américain : dans les faits, Robert Dole, chef de la majorité au Sénat, et Newt Gingrich, en détiennent une partie. Leurs pouvoirs seront étendus, même si Bill Clinton n'est pas dépossédé de toute marge de manœuvre, loin de là.

La nouvelle majorité disposera de l'avantage essentiel que constitue la fixation du calendrier des travaux législatifs. Présidents les commissions parlementaires, les républicains seront libres de choisir les projets de loi qu'ils souhaitent voir adopter.

En dernier recours, M. Clinton dispose de son droit de veto. Le Congrès ne pourrait alors passer outre que si une majorité des deux tiers est réunie dans chaque Chambre, une hypothèse incertaine, puisque les républicains ne disposent que de 53 % des sièges au Sénat, comme à la Chambre des représentants. Ce scénario s'est cependant pas le plus probable.

Moins d'Etat et moins d'assistés

Le président et les républicains entament cette période de cohabitation avec, comme préoccupation dominante, l'élection présidentielle de 1996. Aucun des deux camps ne peut réduire son rôle après des élections à celui d'une simple force d'obstruction. M. Clinton est prêt à un compromis, dans la mesure où ce dialogue forcé avec la majorité républicaine ne le conduira pas à gommer la spécificité démocrate, et donc à ruiner ses chances de se succéder à lui-même en 1996 (il a récemment confirmé cette intention). Les républicains affichent des dispositions similaires : tant que le chef de l'exécutif ne tentera pas d'entraver le virage à droite que constitue l'application du « Contrat avec l'Amérique », une certaine forme de coopération entre la Maison Blanche et le Congrès peut s'instaurer.

Ces bonnes intentions vont être cependant soumises à rude épreuve. S'agissant des questions de politique

étrangère, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, va désormais devoir justifier sa politique auprès de l'ultra-conservateur, Jesse Helms, président de la commission des affaires étrangères du Sénat. Même si sur bien des dossiers un consensus s'est dégagé depuis deux ans entre démocrates et républicains, les divergences vont se manifester, entre autres, à propos de l'aide étrangère, de la Russie et de la participation des Etats-Unis à différentes organisations internationales.

En politique intérieure, les différences devaient apparaître rapidement. Les républicains entendent mettre les boîtes doubles pour respecter leurs promesses : en « cent jours », au moins une dizaine des réformes contenues dans le « Contrat avec l'Amérique » devront avoir été mises en chantier, voire adoptées. Deux axes sont prioritaires : la réduction du rôle de l'Etat et la suppression des « excès » du Welfare (aide aux déshérités). C'est cet « Etat providence », dont les origines remontent au New Deal de Roosevelt qui, selon les républicains, a favorisé l'émergence d'une génération d'assistés vivant aux crochets de l'Etat, lui-même transformé en une administration pléthorique et taillonneuse.

Le speaker de la Chambre des représentants a promis un travail législatif intense, « sept jours sur sept et vingt heures par jour », s'il le faut ! Plus modéré et préoccupé de son image d'éventuel présidentiable, Robert Dole fera en sorte de calmer les ardeurs de son bouillant collègue. Son ascendant s'est manifesté il y a quelques jours lorsqu'il a convaincu Newt Gingrich de renoncer à une avancée un peu trop généreuse (4,5 millions de dollars) offerte par un éditeur : l'affaire menaçait d'être exploitée, avec succès, par les démocrates. Il reste que les « cent jours » de ce programme plutôt radical devraient être fertiles en frictions avec la Maison Blanche. Avec philosophie, Bill Clinton a estimé récemment que 1995 devrait être « une année intéressante ».

LAURENT ZECCHINI

NIGER

L'organisation des élections est jugée « impossible »

L'organisation des élections législatives anticipées, prévues le 7 janvier, est « impossible », a estimé, le 3 janvier, la Commission nationale électorale (CNE), réunie à Niamey. La commission invoque entre autres les délais nécessaires à l'achèvement du matériel électoral dans l'ensemble du pays. L'Assemblée nationale — élue en février 1993 — avait été dissoute, le 17 octobre, par le président Mahamadé Ousmane, à la suite du vote d'une motion de censure. Les partis de la mouvance

présidentielle ont protesté contre les déclarations de la CNE.

Par ailleurs, le gouvernement nigérien et la rébellion touarègue, représentée par la Coordination de la résistance armée (CRA), ont installé, le 3 janvier à Niamey, une commission de réflexion sur le redécoupage administratif du pays. Cette mesure fait suite à l'instauration d'une trêve entre le gouvernement et les Touaregs, le 9 octobre 1994, sous l'égide de la France, de l'Algérie et du Burkina. — (AFP, Reuters)

Le « Contrat avec l'Amérique »

Programme sur lequel le plus part des élus républicains de la Chambre des représentants ont fait campagne avant les élections à mi-mars de novembre, le « Contrat avec l'Amérique » comporte les principales mesures suivantes :

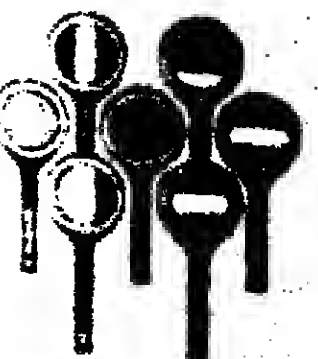
- vote d'un amendement imposant l'équilibre budgétaire ;
- adoption d'un programme de lutte contre la criminalité ;
- suppression de l'aide sociale pour les mères célibataires de moins de dix-huit ans et limitation à deux ans de ce droit ou Welfare pour tous les bénéficiaires ;
- mesures pour le renforcement de la famille avec des incitations fiscales en faveur des

personnes âgées et de l'adoption d'enfants ;

- crédit d'impôts de 500 dollars par enfant pour les familles disposant de revenus inférieurs à 200 000 dollars par année ;
- réduction de l'impôt sur les plus-values et mesures fiscales en faveur des PME ;
- augmentation du budget de la défense, interdiction de placer des troupes américaines sous commandement des Nations unies ;
- limitation du nombre de mandats des élus ;
- paiement des frais de justice par le perdant d'un procès et limitation du montant des dommages et intérêts pour dissuader les actions « futiles » devant la justice.

LA
DE

SC
UN



FIAT PUNTO.
VOITURE DE L'ANNEE
1995.

مكتبة القرآن

سلاحيات

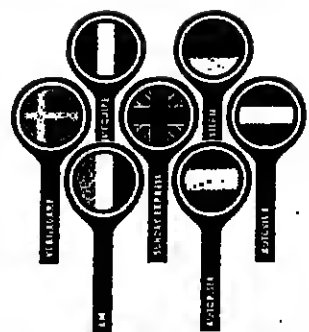
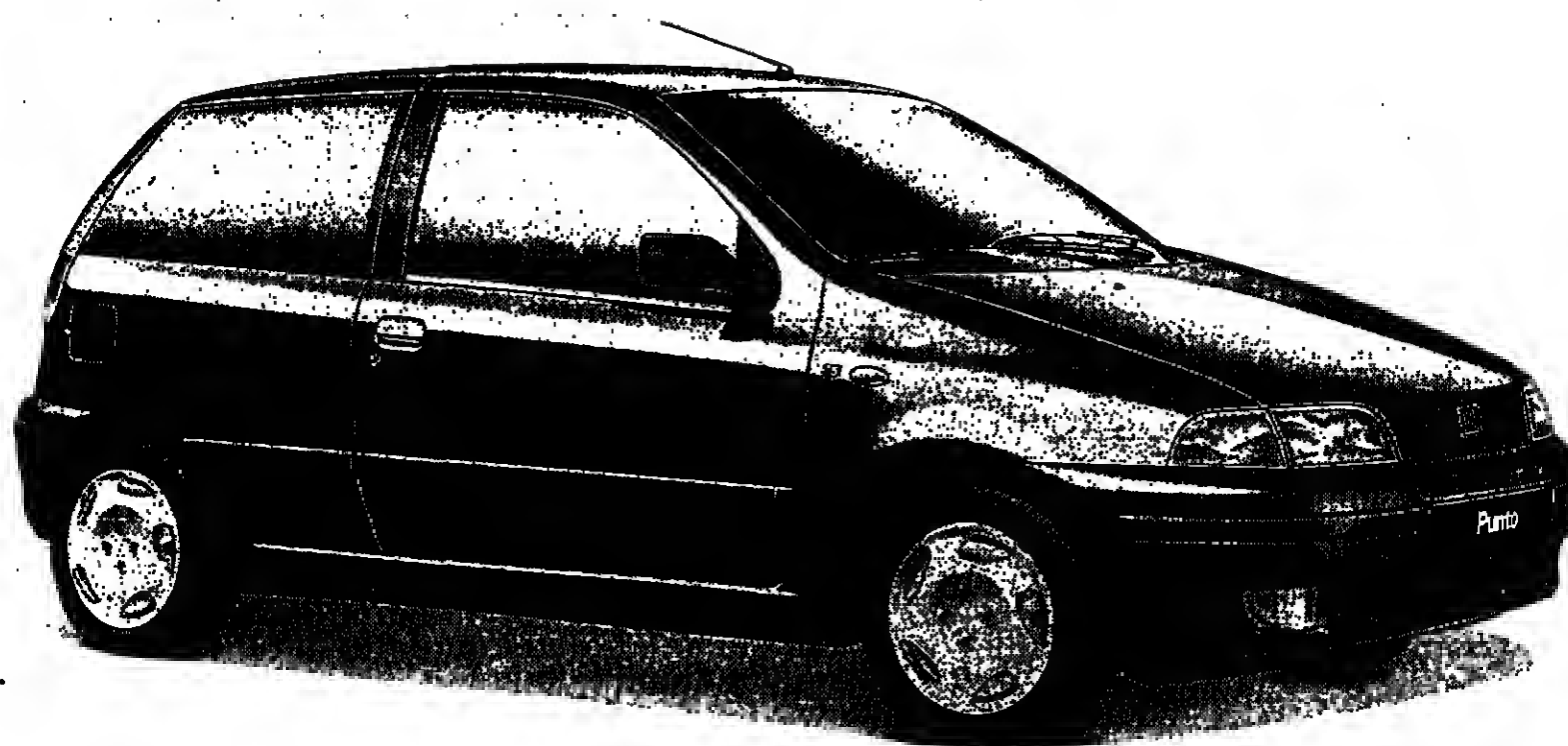
(Publicité)

• Le Monde • Jeudi 5 janvier 1995 • 7

SELENIA
MOTOR OIL

3615 FIAT
1127 PTC (la loi)

LA VOITURE DE L'ANNÉE VOUS SOUHAITE UNE BONNE ANNÉE.



**FIAT PUNTO.
VOITURE DE L'ANNÉE
1995.**

C'est devant un jury de 56 journalistes originaires de 21 pays européens que la Fiat Punto a été élue Voiture de l'Année. Avec sa ligne originale, ses nombreux éléments de sécurité, son confort, sa haute technologie, elle possède tous les atouts pour séduire les citoyens européens. Avouez que cela n'est pas si facile. Mais,

si la Fiat Punto a été classée à la première place, c'est aussi pour souligner au delà d'un modèle très réussi le renouveau de toute une marque. Renouveau qui va se poursuivre, et d'ailleurs nous en profitons pour vous souhaiter une année 1995 aussi belle et heureuse que le fut pour nous l'année 1994.

FIAT PUNTO FIAT

DAB&B

La préparation de l'élection présidentielle

M. Mitterrand invite le gouvernement à « continuer sa tâche »

Lors d'un déjeuner réunissant, mardi 3 janvier, l'ensemble des membres de son gouvernement, M. Balladur a déclaré, à propos de l'élection présidentielle : « nous allons tous devoir nous déterminer ». Le premier ministre a ainsi confirmé qu'il fera acte officiel de candidature à l'Elysée au cours de ce mois.

TROISIÈME CANDIDAT. — Philippe de Villiers, président du conseil général ancien député (UDF) de Vendée, devrait annoncer le 8 janvier, lors de son passage à l'émission de TF1 « 7 sur 7 », sa candidature à la présidence de la République. L'ancien membre du gouvernement de Jacques Chirac en 1986 avait obtenu 12,3 % des suffrages exprimés, à la tête de la Liste de la majorité pour l'Europe, aux élections européennes de juin 1994. Il serait, à droite, le troisième candidat déclaré, après Jacques Chirac et Charles Millon.

GAUCHE. — A gauche, Roland Dumas, proche de François Mitterrand, presse les socialistes de désigner leur candidat, ce qu'Henri Emmanuelli, premier secrétaire du PS, s'engage à faire d'ici la fin de janvier ou le début de février. Bernard Tapie attend de son côté, pour le 13 janvier, la décision du président de la cour d'appel de Paris, qui introduit contre le jugement du tribunal de commerce entraînant son insolvabilité.

En Haute-Savoie

Le Conseil d'Etat annule un jugement qui privait de son mandat le maire de Veyrier-du-Lac

Le Conseil d'Etat a annulé un jugement du tribunal administratif de Grenoble d'octobre 1990 qui privait de son mandat le maire de Veyrier-du-Lac (Haute-Savoie), Bernard Guérin (RPR), a-t-on appris mardi 3 janvier auprès de l'intéressé, qui a produit copie de la décision du Conseil. Un arrêté préfectoral de juin 1990, confirmé par le tribunal administratif, avait prononcé la « démission d'office » de M. Guérin après la condamnation de ce dernier à supporter le « passif » d'une société qu'il dirigeait. M. Guérin était ainsi devenu insolvable, ce qui avait amené le préfet de Haute-Savoie à prendre l'arrêté de « démission ».

Le Conseil d'Etat a considéré que le tribunal administratif, saisi par M. Guérin, ne s'était pas prononcé dans le délai légal de deux mois. Sur le fond, il a noté que le tribunal de commerce de Bonneville a prononcé, par un jugement de novembre 1990, « la clôture de la procédure d'extinction de passif » et que M. Guérin est « réhabilité de plein droit ». Ce dernier était resté maire jusqu'à maintenant, car les procédures qu'il avait introduites étaient suspensives.

FINANCES LOCALES. — M. Baudis critique la hausse de la cotisation-retraite des fonctionnaires. — Dominique Baudis, maire (UDF-CDS) de Toulouse, critique vivement la hausse du taux de cotisation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), qui a pris effet avec la parution d'un décret publié au Journal officiel du 29 décembre 1994 (Le Monde du 4 janvier). « Encore une fois, l'Etat vient boucler son budget sur le dos des villes, avec l'idée qu'on pourra répercuter la hausse sur le contribuable local. On se moque de nous ! », proteste-t-il dans un entretien publié par la Tribune-Dejeff.

François Mitterrand a entamé, mardi 3 janvier, la traditionnelle semaine des vœux, en incitant le gouvernement à poursuivre sa tâche jusqu'au bout malgré l'échéance présidentielle. Au cours de la journée, le chef de l'Etat a également échangé des vœux avec le Conseil constitutionnel et avec les présidents du Sénat, René Monory (UDF), et de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin (RPR).

« Tâchez de passer au travers des périls et des contradictions et continuez votre tâche ! », a dit M. Mitterrand au gouvernement, en réponse au premier ministre, Edouard Balladur, qui avait évoqué « les perspectives liées à la présidentielle ». Le chef de l'Etat, dont les propos ont été rapportés par Jean Musiell, porte-parole de la présidence de la République, a ajouté que « 1992, 1993, 1994, toutes les années, ce sont les mêmes problèmes et les mêmes interrogations ». « Ce qui reste, a-t-il dit, c'est la France, et nous avons le même devoir de porter notre pays plus loin et plus haut. » M. Mitterrand a ajouté qu'« après quatorze ans » à la tête de l'Etat, « c'est sans regret particulier (qu'il) verra arriver l'échéance ».

La cérémonie a duré une dizaine de minutes, dans une « ambiance détendue », selon M. Musiell.

En fin d'après-midi, M. Mitterrand a reçu les bureaux des Assemblées. MM. Monory et Séguin lui ont adressé des « messages très chaleureux », dans une atmosphère

« très sympathique », la cérémonie se prolongeant par des conversations devant un rafraîchissement, a précisé le porte-parole. Le président du Sénat a affirmé que si la décentralisation n'avait pas été faite, « c'est la concentration qui aurait masqué des pratiques condamnables ». M. Mitterrand a abondé dans son sens, en répondant qu'« il ne faut pas craindre trop de décentralisation », qui, selon lui, « n'est pas responsable de la corruption ».

La décentralisation et l'Etat

« Les élus locaux, a dit le chef de l'Etat, ne sont pas plus vulnérables à la corruption que ne le sont les hauts fonctionnaires. (...) Il faut faire attention au rapport de force : les collectivités locales, surtout les plus petites, pas toujours. Il faut les aider. » A. M. Séguin, qui rappelait le soutien qu'il avait reçu de M. Mitterrand pour améliorer l'activité et le fonctionnement de l'Assemblée nationale, le président de la République a répondu que « le Parlement est dépositaire de la loi » et que le gouvernement doit « rester en symbiose avec le législateur ».

« Il n'y a rien au-dessus de la loi, a dit M. Mitterrand. Sinon, on aboutit à l'insécurité et à l'oubli des principes qui fondent la démocratie. (...) Je suis décentralisateur, mais, en même temps, partisan farouche de l'Etat et je m'inscris

en faux contre un certain nombre de discours qui invoquent la décentralisation et ne visent, en fait, qu'à s'en prendre à l'Etat. Il a critiqué ceux qui « ne supportent pas l'existence d'une puissance publique qui maintient la cohésion entre les membres de la nation ».

Le chef de l'Etat a fait ensuite l'éloge « des élus du peuple, de leur travail et du rôle qu'ils jouent dans l'Etat », a précisé M. Musiell. « Vous êtes représentatif de cette mosaïque qui constitue la France. Vous êtes l'image de mon pays », a-t-il dit à ses hôtes.

Aux neuf membres du Conseil constitutionnel, M. Mitterrand a expliqué qu'il ne regrette pas les vives critiques qu'il avait formulées contre cette institution au début de la V^e République, mais il a immédiatement ajouté que, depuis cette époque, le Conseil avait su trouver sa place et qu'il joue, maintenant, un rôle essentiel. S'adressant plus directement aux trois conseillers dont le mandat s'achève le 19 février, le chef de l'Etat a observé qu'il faut savoir « tourner une page ». Evoquant le travail accompli par Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, qui est au nombre des trois partants, M. Mitterrand a constaté qu'il avait en la « main heureuse » en le nommant à cette fonction en 1966. Il a ajouté, dans un sourire, qu'il espère l'avoir avant lorsqu'il lui faudra choisir le successeur de M. Badinter, dans quelques semaines.

M. Balladur incite chacun à se déterminer en janvier

L'ambiance était détendue et amicale. Autour de la table de la salle à manger de Matignon, les deux convives étaient tout à la fois, la fin de l'année et les Rois. Il y avait là, en ce mardi 3 janvier, autour d'Edouard Balladur, rangés dans l'ordre protocolaire, vingt-sept de ses ministres — Lucette Michaux-Chevry avait préféré commencer la nouvelle année à la Guadeloupe, dont elle préside le conseil régional — plus, comme dans chaque circonstance comparable, Nicolas Bazire, le directeur de cabinet du chef du gouvernement, et Renaud Denois de Saint Marc, secrétaire général du gouvernement.

Tous, ils venaient de présenter leurs vœux au président de la République et, de l'avis de tous, cela avait été aussi court que chaleureux. A Matignon, ce fut même amical. Même les derniers ministres chiraquiens se conforment et pas simplement parce que Alain Juppé, Jacques Toubon et Alain Madelin eurent le plaisir de découvrir, dans leur part de galette, une fève. Edouard Balladur s'en est d'ailleurs félicité en adressant quelques mots à ses ministres : « Depuis vingt et mois, nous avons su travailler dans un climat d'unité ; je souhaite que cela dure malgré la campagne électorale ; de toute façon par la suite nous sommes condamnés à vivre ensemble. »

Demain les difficultés commencent donc. Mais chacun espère que le délicat constat de Simone Veil ne sera pas mis à mal. Chargée, en tant que premier des ministres d'Etat, de répondre au chef du gouvernement, elle le fit avec sa délicatesse habituelle : « J'ai participé à trois gouvernements. C'est dans le vif, Monsieur, que l'on rencontre l'amitié, la plus amicale. »

La phrase essentielle fut, quand même, et comme il se doit, prononcée par M. Balladur. Après avoir rappelé qu'il avait demandé à ses ministres de ne pas participer à la campagne présidentielle avant la fin de 1994, il ajouta, mine de rien : « Au cours de ce mois de janvier, nous allons tous devoir nous déterminer. Chacun a bien compris que le premier ministre a une convention destinée à approuver cette plate-forme et à désigner le candidat du PS. »

Dans une lettre en date du 26 décembre, adressée aux militants socialistes et rendue publique mardi, M. Emmanuelli affirme que « le combat n'est pas perdu d'avance » pour les socialistes, qu'il invite à se « battre, non pas pour remporter, mais avec l'objectif de gagner ». Revenant sur la « profonde déception » créée par le refus de Jacques Delors, il ajoute : « Nous devons respecter les raisons personnelles invoquées par Jacques Delors, mais (...) nous ne pouvons partager l'analyse politique qu'il a développée et qui veut qu'un président de la République nouvellement élu n'ait pas les moyens de gouverner. Si cette analyse était juste, elle rendrait inutile à priori tout combat qui ne serait pas gagné d'avance. »

M. Dumas presse les socialistes de faire leur choix

Plus le temps passe, plus le temps presse pour les socialistes. Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères, proche du président de la République, l'a déclaré sans ménagement, mardi 3 janvier, sur Europe 1. Le Parti socialiste a « intérêt à désigner son candidat (à l'élection présidentielle) avant la fin du mois de janvier », a dit M. Dumas. « Tout le monde prend position, a-t-il ajouté. Les militants, les sympathisants sont un peu désemparés. Il serait bon de mettre un peu d'ordre dans tout cela et qu'il y ait un vrai candidat du centre gauche, de la gauche, ouvert et disponible. » Selon lui, « le plus vite sera le mieux ».

S'il reconnaît que le temps est compté, le premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, n'entend pas céder à la précipitation. Il a redit, mercredi, sur Europe 1, que le PS aura un candidat à l'élection présidentielle « à la fin du mois de janvier ou au début du mois de février », mais en respectant le calendrier fixé : élaboration, d'ici la mi-janvier, d'une plateforme présidentielle ; consultation de l'ensemble des formations de la

gauche qui en seront d'accord (il vient de recevoir une réponse positive de Robert Hue, secrétaire national du PCF, qui se dit « d'accord pour affronter [les] idées » à l'occasion d'une rencontre qui devrait avoir lieu le 12 janvier) ; organisation, à la fin janvier, d'une convention destinée à approuver cette plate-forme et à désigner le candidat du PS.

Dans une lettre en date du 26 décembre, adressée aux militants socialistes et rendue publique mardi, M. Emmanuelli affirme que « le combat n'est pas perdu d'avance » pour les socialistes, qu'il invite à se « battre, non pas pour remporter, mais avec l'objectif de gagner ». Revenant sur la « profonde déception » créée par le refus de Jacques Delors, il ajoute : « Nous devons respecter les raisons personnelles invoquées par Jacques Delors, mais (...) nous ne pouvons partager l'analyse politique qu'il a développée et qui veut qu'un président de la République nouvellement élu n'ait pas les moyens de gouverner. Si cette analyse était juste, elle rendrait inutile à priori tout combat qui ne serait pas gagné d'avance. »

Les anciens minoritaires de Génération Ecologie soutiennent M^{me} Voynet

Deux groupes dissidents de Génération Ecologie ont annoncé, mardi 3 janvier, leur soutien à Dominique Voynet pour l'élection présidentielle. Ecologie Fraternelle, animé par Yves Pénaranda, maire de Mézès (Hérault) et conseiller régional du Languedoc-Roussillon, et Ecologie Autrement, représenté par Bernard Devalois, vice-président du conseil régional du Limousin, regroupent les deux tiers de la centaine de conseillers régionaux élus, en 1992, sous les couleurs de Brice Lalonde.

La candidate des Verts, qui estime avoir déjà réuni près de deux cents signatures d'élus sur les cinq cents qui sont nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle, espère recevoir le soutien, dans les prochains jours, de différents mouvements de la « gauche alternative », souvent issus du Parti communiste et regroupés dans la Convention pour une alternative progressiste.

J.-L. S.

M. de Villiers devrait annoncer sa candidature le 8 janvier

La politique des « petits pas » de Philippe de Villiers devrait toucher son terme, le 8 janvier, sur TF1, au cours de l'émission télévisée « 7 sur 7 ». Comme l'indique Ouest-France dans son édition du 4 janvier, le fondateur de Combat pour les valeurs et du Mouvement pour la France devrait profiter de l'occasion pour annoncer sa candidature à l'élection présidentielle.

Depuis le score obtenu par la Liste de la majorité pour l'Europe aux élections européennes de juin 1994 (12,3 % des suffrages exprimés), M. de Villiers n'a jamais caché son désir de voir ses idées représentées au cours de la campagne présidentielle. Dès septembre, il envisageait « sans hésitation » de se porter sur les rangs, si oui, au sein de la majorité, ne reprenait son discours protectionniste et hostile à l'actuelle construction communautaire. Le 15 décembre 1994, après la décision de Jacques Delors de ne pas se porter candidat, il ajoutait : « Je constate, aujourd'hui, qu'il n'y a plus de danger à gauche et que mes idées, hélas ! ne sont pas représentées. »

« Coup de sonde » auprès des maires

L'affaiblissement de la menace de gauche, après la décision de M. Delors, est trop tentante. La valorisation de Jacques Chirac quant à la nécessité d'un référendum sur la monnaie unique ; les engagements d'Edouard Balladur, jugés « corrects » par les démocrates sociaux, défenseurs du traité de Maastricht, honni par M. de Villiers ; les convulsions fédéralistes de Charles Millon, jointes à celles de Raymond Barre : tout cela ouvre, aux yeux du président du conseil général de Vendée, le même espace politique qui lui avait per-

mis de prospérer lors des élections européennes, celui de l'électorat de la majorité rétif à la construction de l'Union.

L'entrée en lice de M. de Villiers ne ferait pas les affaires de M. Chirac, qui pouvait espérer ramener à lui, à l'occasion de l'élection présidentielle, les électeurs, surtout ruraux, qui avaient choisi la Liste pour l'autre Europe. M. Chirac n'a pas contribué à rassurer ces électeurs en proposant, dans un premier temps, un référendum pour le passage à la monnaie unique, avant de se replier dans un second temps, après le tollé suscité par cette idée, sur une consultation plus générale au sujet des institutions européennes.

Pourtant, à un degré moindre, M. Balladur risque de faire, lui aussi, les frais d'un engagement dans la bataille présidentielle de M. de Villiers. Celui-ci ne manquera pas de s'en rendre compte à l'Europe, à la politique familiale du gouvernement, à sa politique scolaire ou à sa conception de la lutte contre la corruption. Cette lutte avait été, il est vrai, au début des années 90, le premier cheval de bataille de l'ancien secrétaire d'Etat à la Culture, alors simple député de Vendée.

En décembre, par précaution, M. de Villiers avait procédé à un vaste coup de sonde auprès de vingt-cinq mille maires, pour voir combien d'entre eux seraient susceptibles de lui apporter l'indispensable parrainage à l'élection présidentielle. Après avoir enregistré un taux de réponses favorables suffisant — près de sept cents, alors qu'il ne lui en faut légalement que cinq cents —, M. de Villiers devrait donc rapidement tirer les conclusions qu'il impose une situation aussi idéale pour ses idées, comme pour sa propre carrière.

GILLES PARIS

M. Tapie attend la décision de la cour d'appel de Paris

Bernard Tapie est « encore en position d'être candidat », a affirmé, mardi 3 janvier, sur RMC, Jean-François Hory, président de Radical, en se déclarant « très optimiste » sur le sort qui sera réservé au député des Bouches-du-Rhône, menacé d'indisponibilité après sa mise en liquidation judiciaire, à titre personnel. « Je souhaite qu'il soit candidat, et nous n'allons pas affaiblir l'idée de sa candidature en évoquant d'autres hypothèses maintenant », a ajouté M. Hory.

Une première réponse devrait être apportée à M. Tapie le 13 janvier, date à laquelle le premier président de la cour d'appel de Paris, saisi en référé d'une demande de suspension du jugement de liquidation, doit rendre sa décision. Celle-ci ne mettra pas,

pour autant, un terme à la procédure d'appel engagée parallèlement par le député des Bouches-du-Rhône.

Dans un sondage sur les sans-domicile-fixe, publié par la Croix du 4 janvier (1), M. Tapie arrive en tête des personnalités politiques qu'ils souhaitent voir élues à l'élection présidentielle. Avec 15 % d'avis favorables, M. Tapie devance Jacques Delors (14 %), Edouard Balladur (7 %) et Jean-Marie Le Pen (7 %). Les SDF sont, cependant, 30 % à déclarer qu'aucun candidat ne leur plaît et 17 % à refuser de se prononcer. 28 % d'entre eux sont inscrits sur les listes électorales.

(1) Sondage CSA réalisé du 12 au 22 novembre, auprès d'un échantillon national représentatif de 503 personnes.

Au conseil des ministres

M. Balladur veut profiter de la présidence française de l'Union européenne pour donner un « véritable contenu » au volet social

Au cours du conseil des ministres, réuni mercredi 4 janvier au palais de l'Elysée, le président de la République a rendu hommage aux personnes qui ont participé au dénouement de la prise d'otages à bord de l'Airbus d'Air France. Denis Favier, commandant du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), a été nommé chevalier de la légion d'honneur.

Selon Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, le premier ministre, Edouard Balladur, a rappelé que la présidence française de l'Union européenne était un objectif primordial. Il a souhaité que l'on profite de cette présidence pour donner « un véritable contenu » au volet social, « trop souvent resté à l'état de discours ».

Il a précisé que deux réunions européennes, sur le financement

de la protection sociale et sur le dialogue social, seraient organisées, respectivement par Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et Michel Girard, ministre du travail.

M. Balladur a encore affirmé que la France soutenait « le peuple algérien, et lui seul », en précisant qu'une réunion interministérielle serait organisée prochainement sur cette question.

Le guide de vos sorties
3615 LE MONDE

مكتبة الأمل

ARTS & SPECTACLES

Tous les films de la semaine

FLESH AND BONE

de Steve Kloves

DIGNE représentant de la veine naturaliste du cinéma hollywoodien contemporain, *Flesh and Bone* s'attache à la description d'une Amérique rurale, paupère de gans a priori sans qualités. Et brode sur la vieille recette littéraire du déterminisme lié à l'hérédité. Dennis Quaid (tout an opacité rude) incarne un homme qui voit ressurgir d'un passé oublié son père, assassin et voleur, véritable figure du mal (James Caan, qui en rajoute dans la veulerie triviale). Ce géniteur indigne ramène le souvenir d'une scène traumatique (il a assassiné une famille au cours d'un cambriolage sous les yeux de son enfant, alors âgé de dix ans) qu'il s'apprête à renouveler. Sur tout, on le comprendra, pour resserrer la lian avec son fils et convaincre celui-ci qu'il est « sa chair et son sang » (*flesh and bone*). Sur un sujet assez proche, James Foley avait réussi, il y a quelques années, *Comma un chien anragé* avec Christopher Walken. Le film de Steve Kloves en est loin. Très lourd, il perd son temps en références picturales (essentiellement Edward Hopper), et cultive maladroitement une vague incongruité (la personnage de la jeune voleuse). *Flesh and Bone* est typique de ces films « libéraux » (il est produit par Sydney Pollack), pleins de bonnes intentions dans leur volonté de décrire une réalité sociale et humaine complexe, mais incapables de l'incarner véritablement dans la mise en scène. — JEAN-FRANÇOIS RAUGER

L'OR DE CURLY

de Paul Weiland

Ls'agit, même si la titre français n'en fait pas mention, du *sequel* (la suite) de la *Vie, l'amour... les vaches*, mémorable succès de box-office américain, il y a deux ans. Le film tourne autour d'une chasse au trésor, dont on devine le véritable butin : les phénoménales recettes déjà utilisées dans le premier épisode. *L'Or de Curly* reprend donc les mêmes ingrédients (le « cristal de Billy Crystal, confortable comédie d'une vieille paire de baskets », l'irascibilité de Jack Palance, tanné comme une sauté passée au vinaigre), saupoudré avec les mêmes condiments (Daniel Stern, le copain pleurnichard ; Jon Lovitz, le frère bon à rien), et sert le tout sur le même plat : l'Ouest sauvage — ou ce qu'il en reste. Tant pis si les premières jérémiades du trio de citadins quadragénaires lâché en pleine nature correspondaient à une sorte de recherche d'identité et constituaient la fond même de la comédie. Et qu'importe si Curly-Palance mourait à la fin du numéro 1 : Oia Jack était essentiel à la mermite, la 2 lui donnait un frère jumeau. Mais la lenteur du scénario, le laisser-aller dans l'écriture et dans la réalisation — bien davantage encore que dans la *Vie, l'amour... les vaches* — appelle le label inventé par les Américains pour ce type de produit : WTV (« *Wait till video* »), dont l'équivalent français serait un ASV : « *Attendez la sortie en vidéo* ». — H. B.

TERMINAL VELOCITY

de Deran Sarafian

STUÉ dans l'univers du skydiving — sport pratiquant la chute libre à parachute fermé jusqu'au tout dernier moment — *Terminal Velocity* comporte nombre de cascades spectaculaires sur fond de soleil couchant dans le désert de l'Arizona. Une en particulier où l'on jette d'un avion une voiture dans le coffre de laquelle est enfermée Nastassja Kinski. Charlie Shaan saute du même avion, rattrape la voiture, ouvre la coffre, libère la jeune femme juste à temps pour se poser délicatement dans le canyon le plus pittoresque qui soit. *Speed* en plein ciel, cela pourrait être appétissant. Encore faudrait-il qu'il y ait un film autour. A peine si on discerne un fil conducteur : Nastassja en agent de l'ex-KGB affrontant de méchants Russes pour récupérer des milliards en lingots, puis faisant cause commune avec Charlie Sheen, séducteur et casse-cou. Cela pourrait servir de prétexte à de charmantes escarmouches érotico-verbales, s'il y avait la moindre étincelle entre les intarpretes. Depuis *Fast*, Nastassja Kinski a souvent déclaré qu'elle rêvait de faire du parachute : on est content qu'elle ait trouvé quelque chose pour financer son hobby. — H. B.

SIRÈNES

de John Duigan

QUE serait le jardin d'Eden sans la puritanisme victorien ? Si vous êtes prêt à accepter le Hugh Grant de *Quatre mariages et un enterrement* en pasteur anglican, n'hésitez pas : ce n'est pas tous les jours (même dans les années 30) que, flanqué d'une jeune épouse au verbe plus réservé que le fantasme, un prêtre sexy comme un chérubin vient demander à un peintre australien (Sam Neill) spécialisé dans l'art érotico-religieux de retirer un nu d'une exposition, et tombe sur les modèles dudit peintre qui s'ébattent en tenue d'Eve ! Combien de temps faudra-t-il pour que, conduites par la mannequin Elle Macpherson, le trio vénusien délace les corsets, ou moins moraux, des deux visiteurs ? Tout le monde est beau, tout le monde a les yeux très clairs, c'est joli, c'est lumineux. Et cette réalisation d'un cinéaste australien installé aux États-Unis n'a guère plus d'intérêt qu'un film de nudistes des années 50. — H. B.



Tim Roth, tueur à gages en cavale.

LITTLE ODESSA de James Gray

Tragédie d'hiver

Dans un cadre conventionnel, un cinéaste débutant invente une mise en scène originale, dont la stylisation retrouve une surprenante vérité.

PAS de doute, cette histoire, on la connaît. Et plus encore le cadre dans lequel elle se déroule : adolescence à la dérive et règlements de comptes entre gangs

dans un quartier « ethnique » de la métropole, avec le poids du passé, de la communauté et de l'histoire en toile de fond. Sur ce canevas, le cinéaste américain brode sans relâche, qu'il s'agisse ici de juifs russes plutôt que d'Italo-Américains, de chicanos ou de Noirs n'y change finalement pas grand-chose. D'autant moins que James Gray, grâce lui soit rendue, épargne à ses spectateurs la visite d'ethnologie folklorique à laquelle ce genre d'entreprise donne souvent lieu.

Nul besoin d'insister, les signes sont là : enseignes en cyrillique et boritch au menu. Ce jeune réalisateur de vingt-quatre ans les utilise comme élément graphique, au bénéfice d'une mise en scène qui tire sans cesse les situations convenues vers la stylisation. *Little Odessa* se déroule en hiver, c'est tout le film qui semble gelé à l'extérieur et brûlant en son centre : cette raideur assumée, loin de figer le film, lui donne au contraire une mobilité inattendue, une manière toute

personnelle d'esquiver les clichés.

Scène d'ouverture : un meurtre exécuté par le personnage principal, tueur à gages en cavale dans son quartier natal. Découvrir qu'un cnap de revolver peut encore être filmé de façon inventive résonne comme une bonne nouvelle. Il en ira de même avec les autres scènes de violence, les conflits familiaux, les retrouvailles collectives à l'occasion d'une fête, l'agonie de la mère, les relations entre le bandit solitaire et la mafia du cru (*l'organizational*), ses rapports avec son jeune frère et avec sa petite amie. Autant de situations-types, mais qui imposent leurs formes d'existence particulière, grâce aux trois atouts dont James Gray joue avec une adresse rigoureuse.

D'abord, une construction ni linéaire ni confuse, dont chaque épisode parvient à surprendre sans dérouter. Ensuite, une étonnante connivence avec l'espace, avec la topographie de ce quartier de Brighton-Beach dont, sans détailler le plan exact, le réalisateur donne à percevoir les étendues et les recoins, les axes et les repères. Enfin, l'impeccable utilisation des comédiens : Tim Roth, repéré depuis *The Hit* de Stephen Frears (1984), découvert avec *Le Voleur, le cuisinier, sa femme et son amant*, puis *Reservoir Dogs* et *Pulp Fiction*, Edward Furlong (le petit frère), Moira Kelly (la maîtresse), et même Vanessa Redgrave (la mère) et Maximilian Schell (le père), dont la sobriété de jeu n'est pas d'ordinaire la vertu première. Tous participent au mieux à cette « distillation » de film noir, qui retrouve la puissance d'une tragédie antique, sans une once de pesanteur « culturelle » ou « sociologique ».

JEAN-MICHEL FRODON

PRISCILLA, FOLLE DU DÉSERT de Stephan Elliott

Tous voiles dehors

En lançant dans le désert deux travestis et un transsexuel pour une odyssée aussi invraisemblable que leurs tenues sont extravagantes, un jeune cinéaste australien massacre les fauxsemblants avec une jubilation communicative.

TOUTES des « filles ». Tantôt, même l'antidote, proutement baptisé Priscilla et bientôt repeint couleur lavande par Bernadette le transsexuel, Felicia et Mitzi les travestis, « girls » de leur état. A son bord, des plumes, des robes, des fanfreluches, des perruques, des soutiens-gorge complètement rembourrés, des tresses de maquillage, tout ce qu'il faut pour avoir l'air plus femmes que les vraies. Ils sont en route pour un hôtel d'Alice Springs, qui abrite un cabaret dans lequel les trois girls doivent se produire.

Entre Sydney et Alice Springs, il n'y a rien. Rien que le désert d'Australie, du sable, des pierres, des Aborigènes, quelques animaux. Rien que la route poussiéreuse du road-movie, que défile joyeusement cette comédie décapante, deuxième film d'un jeune cinéaste australien (le premier, *Frauds*, avait été présenté en compétition au Festival de Cannes en 1993).

La route est longue, en effet, lorsque les désagréments de la promiscuité, les avanies du voyage, les jalousies et les susceptibilités exacerbées par la chaleur et la monotonie du trajet dressent les personnages les uns contre les autres. Mais Stephan Elliott fait en sorte que le cours de son film ne ralentisse jamais. Porté par la musique et l'humour, le goût des situations décalées et le sens de la dérision qui inspire aux trois « girls » des plaisanteries vachardes et salaces débi-

tées à jet presque continu, *Priscilla* est riche d'images insolites et belles. Comme celle du bus traversant le désert avec une des « filles » juchée sur la chaussure à talon-aiguille placée sur le toit. Tous voiles dehors et la musique de Verdi à fond l'ampfi.

Au fil de leurs conversations et de quelques rencontres, au hasard des lieux qu'ils sont amenés à visiter et dont l'outrance de leur appétit accuse la banalité ou, au contraire, se marie avec la singularité (celle, notamment, d'un hôtel du bout du monde décoré de manière extravagante), les personnages se révèlent sans jamais tomber vraiment le masque. Le regard que porte sur eux le cinéaste est débarrassé de tout voyeurisme, de tout attendrissement déplacé. En ne les épargnant pas, en ne gommant ni leurs mesquineries ni leurs travers de caractère, il parvient à les faire exister tels qu'en eux-mêmes, extravagants et drôles, quotidiens et désemparés, prisonniers parfois d'une image qu'ils s'appliquent à composer à chaque instant de leur existence.

Au cœur de cette représentation permanente dont ils sont à la fois l'objet et le sujet, les acteurs occupent une place essentielle. Sans doute parce qu'il est le plus connu des trois, Terence Stamp est également le plus en vue : l'*Obsédé* de William Wyler, le visiteur de *Théorème* a composé avec une évidente jubilation le personnage de Bernadette, transsexuel flamboyant et amer, qui distille avec une ironie venimeuse appréciations mordantes et considérations désabusées sur sa propre condition et sur le monde. Les Australiens Hugo Weaving et Guy Pearce lui emboîtent allègrement le pas. Grâce à eux, grâce à une tonicité de réalisation qui fait oublier certaines redites, *Priscilla* trace à grande vitesse une route audacieuse, qui entretient brillamment la confusion des espèces et des genres.

PASCAL MÉRIGEAU

NAKED IN NEW YORK de Dan Algrant

A perdre Allen

Dan Algrant se situe dans la mouvance du Woody Allen d'« Annie Hall », un peu trop peut-être, mais il ne manque ni de générosité ni d'intelligence quand il cesse de démarquer son modèle.

DANS *Naked in New York* comme dans *Annie Hall* (les deux films sont partiellement autobiographiques), le personnage central (Jake/Eric Stoltz), est en effet un coquin à lunettes et mal dans sa peau. Sa fiancée (Mary Louise Parker) est une WASP (BCBG) délicieusement névrosée qui répond toujours un peu à côté. Elle est apprentie photographe, il ambitionne (mollement) de devenir auteur dramatique, d'ici leur venue à New-York.

Il est à nouveau question des tiraillements entre vie personnelle et vie professionnelle, des angoisses devant une relation sentimentale stable. Comme chez Woody Allen, le « héros » se souvient d'une enfance peu conventionnelle, entre Martini, Ramones et mère juive (Jill Clayburgh, coiffée par son pire ennemi), ou d'études à Cambridge, près de Boston, en face d'une pâtisserie

d'amandes (« ce qui rendait fous les écureuils du coin »).

On retrouve également la visite guidée de microcosmes new-yorkais : grâce à un copain acteur en berbe (Ralph Macchio resuscité de *Karate Kid*, épatant), Jake croise un producteur de Broadway (Tony Curtis, lancé en pleine composition nauséabonde). Il se fait draguer par une superstar de feuilleton télé (Kathleen Turner, plus cannibale que Bette Davis), tringue dans les parties chics avec les titans de la littérature, pense faire un compliment à William Styron en lui affirmant avoir lu *Le Choix de Sophie* et ses autres best-sellers « avant que ce soient des films ».

Daniel Algrant a le sens des situations, il ne manque ni de générosité ni d'intelligence. Mais il se laisse aller à des scabroscopies de caméra superflues, ou à des « hommages » trop appuyés (ainsi du singe qui parle, et qui se voudrait fellinien). Un tour personnel se révèle dès que le réalisateur cesse de se poser en Woody Allen de la nouvelle génération. Ce n'est pas souvent. D'où une certaine gêne, lorsqu'on soupçonne l'astuce de virer à la ruse, et le ton moderne à l'objet mode. Un talent à surveiller, à condition qu'il se surveille.

HENRI BÉHAR

A nos lecteurs

Publié dans sa formule actuelle depuis avril 1989, le supplément « Arts et spectacles » présente aux lecteurs, ce mercredi 4 janvier, sa dernière parution. A partir du 9 janvier, les pages quotidiennes consacrées à la culture seront étoffées et accueillront l'« esprit » qui a animé ce supplément pendant cinq ans — enquêtes, entretiens, reportages, papiers de fond sur la création. Les nouveaux films seront critiqués la mercredi. Quant aux sélections cinéma, arts, musique, théâtre et danse, elles seront quotidiennement déclinées sous la forme d'une page « Guide culturel ». En attendant le nouveau *Monde*, nous vous remercions de nous avoir accompagnés et soutenus dans ce supplément « Arts et spectacles ».

DE LA SEMAINE

op. 11. Jean-Pierre Rampal (flûte), Marielle Nordmann (harpe), Bernard d'Ascoli (piano), Orchestre national du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction), Halle aux Grains, 20 h 30, le 7. Tél. : 61-22-80-22. De 70 F à 200 F.

Orchestre national du Capitole de Toulouse. Ces trois-là sont bien connus du public, mais ils auront rarement eu l'occasion de se retrouver dans un programme aussi décevant.

Bartok : *Sonata pour deux pianos et percussions*. Tchaïkovski : *Concerto pour violon et orchestre* op. 35. Michel Beroff, Jean-François Heisser (violon), Régis Pasquier (violon), Orchestre national du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction), Halle aux Grains, 20 h 30, le 11. Tél. : 61-22-80-22. De 70 F à 200 F.

JAZZ

Solomon Burke. Solomon Burke, chanteur mythique soul et gospel de près de 20 ans, enveloppé de lourds manteaux et costumé sur scène de soie brillante aux teintes passant sans crainte du parme au rose cendré, du vert bouteille au bleu nuit, est à Paris avec ses gardes du corps stylés et un orchestre un peu traînard. A la tête d'une entreprise de pompes funèbres et de locations de voitures de luxe, il pourrait sortir directement d'un des romans de Chester Himes. Il est prudent de réserver et d'arriver tôt (le Monde du 31 décembre 1994).

Jazz Club Lionel-Hampton, 22 h 30, les 4, 5, 6 et 7. Tél. : 40-85-30-42. A partir de 180 F.

Zoomtop Orchestra. Dirigé par ce onze-tête vit et complice, le batteur Bertrand Renaudin, agitateur nantais, peintre à ses heures. Solistes d'excellence, Xavier Cobo, Jean-Louis Pommier, Didier Havel...

Baiser sacré, 22 heures, le 5. Tél. : 42-33-37-71. A partir de 60 F.

Aldo Romano Quartet. Avec ses amis italiens, Paolo Fresu (trompette), Franco d'Andrea (piano) et Furio di Castri (contrebasse), le batteur Aldo Romano mène depuis plusieurs années un des groupes les plus subtils et élégants du jazz. En invité, le jeune saxophoniste Stefano di Battista, qui mettait le festival de Calvi à genoux il y a trois ans et qui transporte maintenant l'ONJ de Laurent Cuny.

Duc des Lombards, 22 heures, les 6 et 7. Tél. : 42-33-32-62. A partir de 60 F.

Pierre de Bethmann Trio. Après avoir été primé en juin au concours de jazz de la Défense pour son trio, Pierre de Bethmann a reçu les félicitations de son inspirateur avéré, Herbie Hancock lors de sa venue à Paris en juillet (le Monde du 10 juillet 1994). Pianiste à suivre de près pour sa personnalité déjà bien établie et pour la qualité de ses accompagnateurs, le contrebassiste Christophe Wallemme et le batteur Benjamin Henocq.

Sunset, 22 heures, les 9 et 10. Tél. : 40-26-46-60. A partir de 70 F.

Minotaur Jazz Orchestra. Jean-Marc Padovani conduit ses saxophonistes, trompettistes, trombonistes et tubistes de pas de côté en fanfares plumées, de souvenirs de corridos en vireyes en Espagne. Réception publique et gratuite de son Minotaur Jazz Orchestra pour redémarrer l'année des Instantes Chavirés.

Montréal, Instantes Chavirés, 20 h 30, le 10. Tél. : 42-37-25-91. Entrée libre.

Ricky Ford. Résident presque à l'année en France, le saxophoniste Ricky Ford a fait du club de l'Hotel New York, à quelques centaines de mètres d'Euro Disneyland, un de ses lieux de passage préférés. Blues furieux, sonorité ample et généreuse, histoire du saxophone moderne. Marie-Laurette, Manhattan Jazz Club-Hotel New York, 21 h 30, le 10 au 12. Tél. : 60-45-73-00. RER ligne A, arrêt Châteauneuf-Marx-la-Vallée.

ROCK

Screamin' Jay Hawkins. Roulant des yeux, hurlant à la lune, le sorcier vaudou du blues revient hanter la capitale. Avec, on l'espère, tout l'attirail (squelette, cerceau, serpent et borborygmes) indispensable à l'interprétation des classiques *I Put a Spell on You* ou *Constipation Blues*. Jazz Club Lionel-Hampton, 22 h 30, les 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16. Tél. : 40-85-30-42. De 1 F à 130 F.

CHANSON

Michel Sardou. Le chanteur s'installe à l'Olympia jusqu'au printemps avant la fermeture de la salle pour travaux. Toujours patriotique et populiste.

Olympia, 20 h 30, les 10, 11, 12, 13, 14 et 17. Tél. : 47-42-25-49. De 200 F à 320 F.

Classique : Alain Lompech. Jazz : Sylvain Sichter. Rock : Stéphane Davet. Chanson et Musiques du monde : Véronique Mortaigne.

Théâtre

NOUVEAUTÉS

Les Acharnés

de Mohamed Rouabbi, mise en scène de Claire Lasne, avec Jeanne Devy, Mohamed Rouabbi, Anne Rotger, Richard Sammut et Laurent Ziserman. Le théâtre Paris-Villeneuve a présenté (du 26 septembre au 29 octobre 1994) *Les Fragments de Kaposi*, une pièce sur le sida, fine et délicate, écrite par Mohamed Rouabbi et mise en scène avec une grande justesse par Claire Lasne. On se réjouit de retrouver l'auteur et le metteur en scène, à Saint-Denis, pour une pièce qui parle de la fin d'un amour.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. A partir du 5 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. De 60 F à 110 F.

As you Like it

(en anglais, surtitres en français) de William Shakespeare, mise en scène de Damien Donnellan, avec Scott Hamdy, Jonathan Chesterman, Simon Costas, Adrian Lester, Michael Gardiner... Peter Brook a vu à Londres cette comédie de Shakespeare et a décidé de la présenter dans son théâtre. C'est l'occasion de faire la connaissance d'une compagnie anglaise de premier plan, Cheek by Jowl, qui réunit de nombreux jeunes acteurs sous la houlette de Declan Donnellan, par ailleurs directeur associé du National Theater de Londres où il a créé *Angels in America*. Pour avoir vu ce spectacle récemment à Brooklyn, on sait déjà que Peter Brook a vu juste. Energie du jeu, dépouillement du plateau, beauté des lumières : Shakespeare dans sa langue et au plus près des humeurs du théâtre contemporain.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. A partir du 6 janvier. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée samedi à 14 h 30. Tél. : 46-07-34-50. Durée : 3 h 15. De 60 F à 130 F.

Les Charmilles

de Jean-Michel Rabeux, mise en scène de l'auteur, avec Claudio Degliame, Nilsou Kheiti... Les titres des pièces précédentes de Jean-Michel Rabeux annonçaient la couleur : *Déshabillages*, *L'Eloge de la pornographie*, et *L'Égérie sanglant*. La quatrième, *Les Charmilles*, cache son jeu derrière un nom charmant, mais elle reste dans la lignée du théâtre à visif qu'aime Jean-Michel Rabeux : c'est le récit d'une enfance dans une clinique où rôde la mort.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11^e. A partir du 4 janvier. Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 2 heures. 70 F et 100 F.

Corps

d'Adel Hakim, d'après William Shakespeare, mise en scène d'Adel Hakim, avec Charlie Watson, Jony Gastaldi, Frédéric Lellegues, François Raffinot... Adel Hakim n'a pas peur. Il s'attaque à une pièce réputée maudite, *Macbeth* de Shakespeare, qu'il réécrit en la recroisant sur le couple meurtrier. Trois danseuses de buto accompagnent les comédiens.

Théâtre, 1, rue Simon-Denis, 94 Ivry. A partir du 9 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-72-37-43. Durée : 2 heures. De 50 F à 110 F.

Dostoïevski va à la plage

de Marco Antonio de La Parra, mise en scène de Frank Hoffmann, avec Maria Caseris, Isabelle Carré, Simon Eina... Psychiatre de formation, le Chilien Marco Antonio de La Parra s'impose, à 42 ans, comme le principal dramaturge de son pays. Le « Dosto » de sa pièce est un détective privé qui, à Valparaiso, enquête sur une série de crimes, tout en rêvant des personnages de Dostoïevski.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malherbe, 20^e. A partir du 6 janvier. Du mardi au

samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 44-62-62-62. Durée : 2 heures. De 100 F à 150 F.

L'Histoire tragique de la vie et de la mort du docteur Faustus

de Christopher Marlowe, mise en scène de Stuart Selde, avec François Chetot, Nathalie Bécue, Thibault de Carbonnières, Marc Citti, Ken Higelin... Stuart Selde laisse Shakespeare, dont il a monté une version très remarquée d'*Henry VI*, pour passer à son contemporain et rival Christopher Marlowe. Plutôt que le *Edouard II*, sa pièce la plus souvent jouée en France, il a choisi le *Faust*, dont la splendeur, disent les méchantes langues, fit renoncer Shakespeare à son désir de se coller au mythe.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. A partir du 10 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 3 heures. 90 F et 140 F.

Le Menteur

de Pierre Corneille, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Frédéric Laurent, Stéphane Fauville, Anne Claire, Candy Saulnier, Patricia Bort, Véronique Willemaers, Alfredo Canavate... L'Espagnol Jean Ruiz de Alarcón avait écrit *Le Menteur* suspect. Corneille en a tiré *Le Menteur* une réjouissante comédie de caractère que Christian Rist fit sortir de l'oubli, il y a quelques années, et sur laquelle Jean-Marie Villégier pose son regard d'archéologue inspiré du répertoire du 17^e siècle.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9^e. A partir du 10 janvier. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-21. Durée : 2 h 45. De 70 F à 150 F.

O Triunfo do Iverno

(en portugais et en espagnol) de Gil Vicente, mise en scène de Luis Miguel Cintra, avec Luis Miguel Cintra et sa compagnie. Comédien-fétiche du cinéaste Manuel de Oliveira, Luis Miguel Cintra dirige à Lisbonne le théâtre de la Compañia, dans lequel il s'attache à présenter des textes de grands auteurs. Ainsi de *O Triunfo do Iverno*, écrit en 1529 par Gil Vicente, insolent maître de cérémonie du roi Jean III du Portugal, à qui Luis Miguel Cintra donne l'occasion de franchir les siècles et les frontières.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 10 janvier. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 46-34-67-67. 70 F et 120 F.

Pièces de guerre

d'Edward Bond, mise en scène d'Alain Fraison, avec Anne Besoff, Carlo Brandi, Cloris Cornille, Gilles David, Valérie Draville, Michèle Goddet, Claire Wauthion... Cette trilogie, qui fit l'événement du Festival d'Avignon de 1994, restera dans les annales. Six heures de plongée dans un monde post-nucléaire, où l'homme tague entre horreur et désir de vivre. Une leçon de prospective, mise en scène avec une sobriété éblouissante par Alain Fraison, et servie par une distribution de haute volée. Bref, du grand théâtre.

Théâtre national de Marseille-La Cric, 30, quai de rive neuve, 13007, Marseille. Métro : Vieux-Port. A partir du 6 janvier. Mardi, jeudi, vendredi, samedi à 20h30 (exceptés les jours 19 janvier et 9 février, 14h30). Mercredi à 19 heures. Dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. 150 F.

Signes particuliers

d'après Pierre Bourdieu, mise en scène d'Alain Timar, avec Maroula Basso, Fouad Dekkiche, Michèle Lafont, Raymond Paley et Ivo Paley. Ils sont privés d'Histoire. Ils portent en eux la mémoire du monde (titre de l'enquête dirigée par Pierre Bourdieu et publiée aux éditions du Seuil). L'Avignonnais Alain Timar porte au théâtre cinq témoignages de ces désaffarés de notre fin de siècle. *Cartouches-Théâtre de la Tempête*, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. A partir du 10 janvier. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 21 heures, le jeudi à 20 heures, le dimanche à 19 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 30. De 50 F à 110 F.

Le Tableau

de Victor Slavkine, mise en scène d'Alain Barreau, avec Jean-Claude Frisung, Grigori Monastkov, Patricia Potier, Jean Lescot et Isabelle Baillet. Ancien ingénieur du Rail, lié au metteur en scène Anatoli Vassiliev qui créa ses pièces avec un très grand succès, Viktor Slavkine (59 ans) est le bérat des espoirs et des illusions qui bercèrent sa génération. Alain Barreau, bercé par les souvenirs d'une mère russe, présente une de ses comédies en un acte, qui met en scène deux hommes et un tableau, dans

la chambre d'un hôtel soviétique ordinaire.

Athénée, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), 18^e. A partir du 6 janvier. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-30. Durée : 2 h 30. 70 F et 110 F.

Ulysse à l'envers

de Wladyslaw Zorko, mise en scène de l'auteur, avec Antonella Amante, Shannon Finney, Jan, Leslaw Janicki, Wacław Janicki, Mary Jordan, Elisabeth Legillon, Richard Martin, Emiliano Suarez, Irina Vavilova et Philippe Vincenot. La nouvelle invention fantastique du poète ambulant Wladyslaw Zorko, de retour d'Irlande où il a découvert la richesse des légendes, la violence des éléments et des caractères, entraîne les jumeaux de Kantor et sa troupe d'acteurs prêts à tout... A l'envers du monde, à l'envers des mots, à l'envers du théâtre, un travail une nouvelle fois intrigant, mystérieux, enveloppant.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92 Gannesvillers. A partir du 10 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 1 h 15. 110 F et 130 F.

El Halia

de Louis Aré, mise en scène de Jean-Louis Houllin, avec Louis Aré, Gérard Guillaume et la Fanfare du Loup. L'Algérie, ses malheurs, ses terreurs, ses nostalgies et ses rêves, chantée par une de ses plus belles voix, celle de Louis Aré, dont le comédien Gérard Guillaume dira les textes, et la Fanfare du Loup jouera les musiques. Ils sont dirigés par Jean-Louis Houllin, qui vient de se tailler un joli succès avec un autre spectacle « à musique », sur Boby Lapointe.

Maison de la culture, Bobigny, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. A partir du 6 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 49-31-11-45. 60 à 130 F.

RÉGIONS

Marseille

La bonne âme du Se-touhan

de Bertolt Brecht, mise en scène Gilles Bourdier, avec Marianno Epini, Jacques Ploier, Marine Sarcoy, Rosaline Weinberger... Après dix-neuf années à la tête du Théâtre de la Criée, qu'il a fondé, Marcel Maréchal quitte Marseille pour s'installer au théâtre Renaud-Barrault, à Paris. Gilles Bourdier lui succède sur le Vieux-Port, et inaugure son mandat avec un grand Brecht, qui s'interroge sur l'état du monde et, soit-on jamais, la capacité des hommes à le sauver.

Théâtre national de Marseille-La Cric, 30, quai de rive neuve, 13007, Marseille. Métro : Vieux-Port. A partir du 6 janvier. Mardi, jeudi, vendredi, samedi à 20h30 (exceptés les jours 19 janvier et 9 février, 14h30). Mercredi à 19 heures. Dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. 150 F.

Rennes

Lumières : Près des ruines (I) Sous les arbres (II)

de Georges Lavaudant, Jean-Christophe Bailly, Michel Deutsch et Jean-François Duroux, mise en scène Georges Lavaudant, avec Anne Alvaro, Gilles Arbons, Marc Besson, Philippe Morier-Genoud, Annie Perret. Georges Lavaudant, son maître d'œuvre, dit que c'est « un projet un peu fou ». Un spectacle hors norme, écrit par quatre auteurs (dont le chorégraphe Jean-François Duroux), qui entendent donner une image kaléidoscopique du monde, en mettant sur scène les instants qui font la vie, « entre le soi et l'inconscience ». *Lumières* (est un dyptique, dont la première partie, intitulée *Près des ruines* sera dévolue à Rennes, et la deuxième à Villeurbanne, en mars.

Théâtre national de Bretagne, 1, rue, Saint-Hélier, 35000, Rennes. A partir du 10 janvier. Du mardi au samedi à 20h30. Mercredi à 19 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 99-31-12-31. 110 F.

Nantes

Le marchand de Venise

de William Shakespeare, mise en scène Jean-Luc Tardieu, avec Michel Blanc, Isabelle Gélinaud... Traduite et adaptée par Eric-Emmanuel Schmitt, l'heureux auteur du *Vizir*, la pièce la plus comestive de Shakespeare (est-elle ou non, antédiluvienne ?), dont l'Américain Peter Sellers vient de présenter une version résolument contemporaine. La bonne surprise vient de la rencontre entre la fine Isabelle Gélinaud (dans Portia), et le grand Michel Blanc (dans Shylock). Que fera ce dernier du rôle de l'usurier juif vénitien ?

Maison de la Culture de Loire-Atlantique, Espace 44, 84, rue du Général Buat, 44000, Nantes. A partir du 10 janvier. Le 10 et le 11 janvier à 21 heures, le 12 à 20 heures, le 13 et le 14 à 21 heures, le 15 à 18 heures, le 16 à 21 heures, le 17 à 20 heures, le 18 à 21 heures. Tél. : 51-88-25-25. 80 F à 140 F.

Théâtre : Brigitte Salmo et Olivier Schmitt.



« Prémonitions », dernière création de l'homme de Grenoble, à la tête d'une compagnie toute jeune, prête à saisir les frémissements gallotiens, les anticipations murmurées de notre avenir. Une pièce si fragile qu'il arrive parfois que le fil se perde dans l'anecdote du détail symbolique.

Montpellier (Festival de Radio-France), Opéra Barrois. Conm. Palais des congrès, 20 h 30, le 11. Tél. : 67-02-02-01. De 60 F à 95 F.

Paris

Compagnie François Raffinot

Adieu. C'est la simplicité même de la danse qui rend cet *Adieu* si émouvant. François Raffinot signe là sa meilleure création sur la musique tragique de *Medeamaterial* de Pascal Dusapin. Une méditation sur la vie, la mort. Idéale pour commencer l'année.

Opéra-Comique. Salle Favart, 20 heures, les 5 et 6 ; 14 h 30 et 20 heures, le 7. Tél. : 42-86-88-63. De 50 F à 160 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

Juste Kylian : Stéfano Gattuso, George Balanchine : Agon, Martha Graham : Temptations of the Moon. On aime ce programme ! Pour la première fois une œuvre de Martha Graham entre au répertoire d'une compagnie étrangère. Il s'agit de *Temptations of the Moon*, sur la musique de Bartok. Une pièce créée en 1986 alors que la chorégraphie venait de fêter ses 92 ans. Agon est un classique de Balanchine, magnifiquement soutenu par la musique de

Stravinski. Le Kylian est également choisi parmi les meilleurs ballets du Tchèque.

Opéra-Bastille, 19 h 30, les 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 16. Tél. : 44-73-13-00. Location A. De 40 F à 280 F.

Elancourt

Compagnies Boogie Saï, Aktuel Force, Macadam

Sobédo

Max-Laure Bourjolly, Alex Benth, David Valentine, Gabin Nussier, Jean-Claude Panto-Wayak, Séverin Blé : six chorégraphes réunis pour écrire un opéra-rap créé, en juillet 1994, au Casino de Paris. La plus belle tournée qu'on puisse souhaiter à des débutants.

Elancourt. Le Prisme, 20 h 30, le 6. Tél. : 30-57-46-06. 90 F.

Lyon

Lyon Opera Ballet

Dominique Bagouet : Désert d'amour, Jean-Claude Gallotta : Six solos, Maguy Marin : Grosses têtes. Le Lyon Opera Ballet attire tous les chorégraphes contemporains tant son énergie est exemplaire. Sa curiosité aussi. Il reprend *Désert d'amour* de Dominique Bagouet afin que le répertoire du chorégraphie décédé continue à vivre. Jean-Claude Gallotta vient créer pour six danseurs des solos sur des musiques de Satie. Avec *Grosses têtes*, Maguy Marin met en scène une obsession qui lui a réussi avec le légendaire *Cendrillon* : le corps difforme, masqué. Un deuxième programme rassemble Jean Zola, Stanislas Wisniewski, deux chorégraphes à découvrir. Et à nouveau, Maguy Marin ! Opéra Nouvel, 20 h 30, les 7 et 11 ; 17 heures, le 8. Deuxième programme : 19 h 30, le 10 ; 20 h 30, le 14. Tél. : 78-28-09-60. De 65 F à 160 F.

Danse : Dominique Fréard.

Lundi 9 janvier,

vous découvrirez

le nouveau

Monde.

Le Monde

Mise en scène :

Claire Lasne

LES ACHARNÉS

de Mohamed Rouabbi

42 43 17 17 du 5 janvier au 5 février 95

LES RENDEZ-VOUS DE LA SEMAINE

Arts

PARIS

Bill Brandt

Première rétrospective à Paris du plus grand photographe britannique (1904-1983), à qui l'on doit un travail documentaire et social sur ses compatriotes, des images célèbres sur le Blitz de Londres en 1940, mais aussi des nus blancs révolutionnaires, des paysages sombres, des portraits novateurs et quelques collages proches du surréalisme. Un grand artiste. Hôtel Salomon de Rothschild. Centre national de la photographie, 71, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 53-76-12-32. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 février 1995. 30 F.

Chine des origines

Lionel Jacob, amateur-collectionneur d'archéologie chinoise, a récemment fait don d'une partie de sa collection au Musée Guimet. Hommage lui est rendu à travers cette exposition de cent cinquante objets, céramiques et bronzes des débuts du néolithique, qui permettent de suivre les grandes étapes de la formation de la civilisation chinoise. Musée national des Arts asiatiques-Guimet, 6, place d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-66. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45. Jusqu'au 6 mars 1995. 35 F, dim. 26 F (comportant la visite du musée).

André Derain

Un peintre pour le moins controversé, dont Giacometti admirait certains tableaux que les historiens d'art détestaient : ceux du fauve renégat. Qui, éternel insatisfait de ses conquêtes picturales, aurait été le premier à naviguer vers le post-modernisme ? Outre la rétrospective du Musée d'Art moderne, on peut voir la sculpture de Derain à la galerie de France. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-79-11-10. Sauf lundi, de 10 heures à 17 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 mars 1995. 40 F. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Jusqu'au 25 février 1995.

Fra Bartolommeo

et son atelier
Du Florentin Baccio della Porta, dit Fra Bartolommeo (à l'école de Savonarole, il s'est fait moine en 1500, non sans avoir sacrifié au bûcher ses études de nus), les collections françaises conservent de beaux ensembles de dessins. Les voici pour la première fois en partie réunis, et



Max Jacob et Picasso

L'histoire d'une amitié, racontée par petites touches légères, quelques tableaux – dont « Les Arlequins », venu de New York –, beaucoup de lettres et de dessins. (Ci-dessus : « Autoportrait », Picasso, 1903. Ci-contre : « Maternité », Picasso, 1902).

Musée Picasso, hôtel Salé-5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 8 février 1995. 35 F, dim. 26 F (comportant la visite du musée).

accompagnées d'œuvres de son grand atelier du couvent de San Marco. Musée du Louvre, pavillon de Flora, porte Jaurès, 10, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 40-20-51-81. Sauf mardi, de 9 heures à 17 h 15. Nocturne mercredi jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 13 février 1995. Prix d'accès au musée : 40 F de 9 heures à 15 heures ; 20 F après 15 heures et dimanche.

Pascin

Aujourd'hui plus souvent cité que regardé, Pascin méritait cette réhabilitation. Une centaine d'œuvres tentent de retracer le parcours d'une des figures de la bohème parisienne, qui jouissait d'une grande notoriété de son vivant. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 49-56-60-77. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 février 1995. 25 F.

Kurt Schwitters

Première rétrospective en France du plus constructif des dadaïstes allemands. Schwitters était remarquablement inventif et, à travers ses poèmes, ses assemblages, ses collages et ses recherches typographiques, a marqué bon nombre d'artistes d'aujourd'hui. Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 20 février 1995.

Les Trésors du grand écrivain
Grand écrivain de France sous les règnes de Henri II et Charles IX, Claude Gouffier accumula tant de richesses qu'il passe pour avoir servi de modèle au marquis de Canabes. Ses trésors, dispersés dans tous les musées du monde, sont aujourd'hui exceptionnellement réunis à Ecolec. Musée national de la Renaissance, château, Écouen, 95440. Tél. : 39-50-04-04. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 15. Visite guidée le samedi à 15 h 30. Jusqu'au 27 février 1995. 21 F, dim. 8 F.

Et aussi
Pierre Alechinsky. Galerie Lakow, 33, rue de Valenciennes, Paris 11^e. Tél. : 45-63-13-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 21 janvier 1995.

Comie Beckley. Galerie Faridhe-Cadet, 77, rue des Archives, Paris 3^e. Tél. : 42-78-06-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

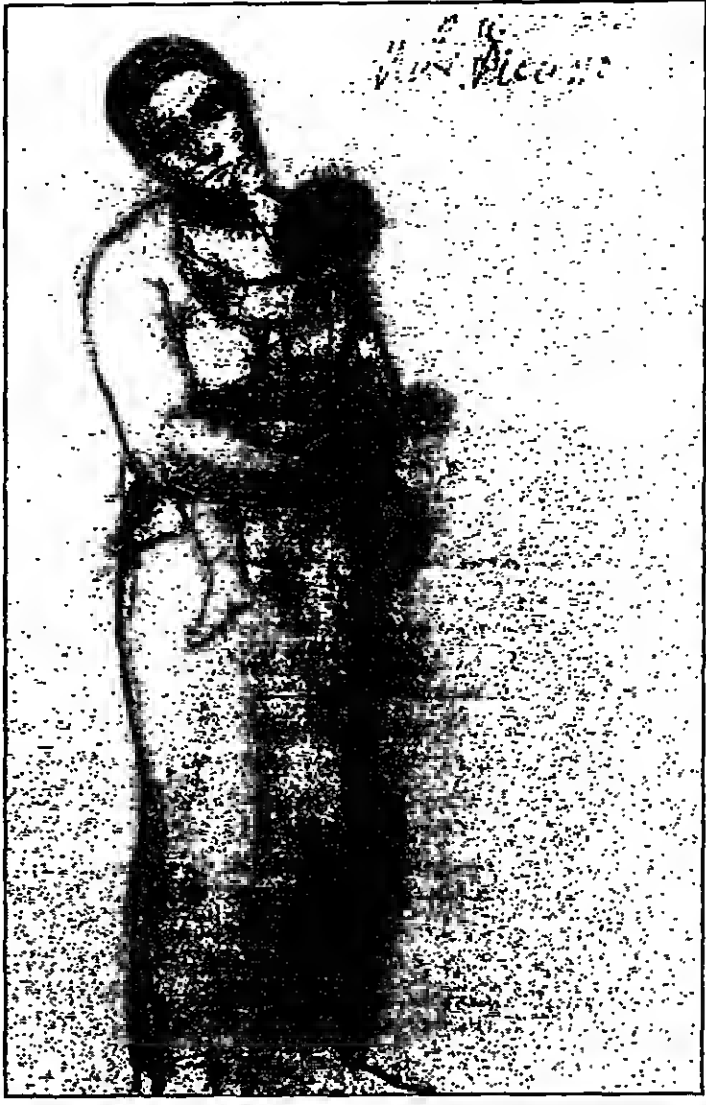
Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.



Cinquantième anniversaire du journal « le Monde ». Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, cour vitrée, chapelle des Petits-Augustins-14, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 42-80-34-57. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 janvier 1995.

Francesco Clemente. Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 10 janvier 1995.

L'Enfance au Moyen Âge. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 12 février 1995. 20 F.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Van Abbemuseum Eindhoven. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-85. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Shirley Goldfarb. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

jeur du palais des Beaux-Arts de Châteauroux, propose dans la grande nef du musée une exposition qui cherche à éveiller progressivement par la mise en espace, des bribes de mémoire enfouie. Avec Louis Jammes, Léon Frédéric, José María Sicilia et Giuseppe Penone. Musée d'art contemporain, antrepi, 7, rue Ferrère 33000. Tél. : 56-44-16-35. Jusqu'au 19 février.

Frédéric
Images du monde réel
(en temps réel)
Conçu par le critique d'art new-yorkais Robert Nickas, cette exposition réunit des peintures de dates (au sens littéral) de l'artiste conceptuel On Kawara, et des photographies réalisées par des artistes on des photographes américains aux mêmes dates que les peintures, soit de 1966 à 1993.

Le Capitou, zone industrielle du Capitou, 63000. Tél. : 94-17-06-50.

Gravellins
Markus Raetz, l'œuvre gravé
Dessins, gravures, pour voir, mieux voir, autrement. Raetz, artiste suisse, approche avec délicatesse, en poète, le spectacle de la nature, l'automne, la lumière, le mouvement, un corps, une feuille.

Musée du Gersin et de l'Estampe originale, salle de la poudrière, arsenal, place C.-Ménestier, 59000. Tél. : 26-23-15-88. Sauf mardi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} février 1995.

Morbis
Christian Bonnefoni
Parti des travaux du groupe Supports-Surfaces, il conduit son œuvre autour d'une réflexion sur les dessins et dessous de la peinture, qu'il travaille par couches et superpositions. Les occasions de voir son travail sont rares.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29000. Tél. : 80-80-80-80. Sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 12 février 1995. 24 F.

Nantes
Nantes et le surréalisme
« Nantes : peut-être avec Paris la seule ville de France où j'ai l'impression que peut se survivre quelque chose qui en vaut la peine. » écrit André Breton dans Nadja. Jacques Vaché s'y est suicidé, Pierre Roy, Max Ernst, Benjamin Péret, Camille Bryson y ont fréquenté le Musée d'histoire naturelle ou le parc de Procé. Une enquête, la première, sur Nantes, ville surréaliste.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, vendredi jusqu'à 21 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 février 1995.

De quelques aspects du réalisme dans l'art européen. Avec, pour les illustrer, les Allemands Corinth, Beckmann, Baselitz et Lüpertz, les Anglais Spencer, Bacon, Sutherland et Freud, et les Français Derain, Roussel, Gruber et Fautrier.

Musée d'Art moderne de Saint-Etienne, salle d'art graphique, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-63-59-58. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Fermé le 1^{er} janvier. Jusqu'au 19 mars 1995. 26 F.

Et aussi
De Fonty à Picasso, trente ans de peinture espagnole à Agen. Espace des Jacobins, place des Jacobins, 47000. Tél. : 53-64-47-22. Sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 19 février 1995. 26 F.

Les Dessins de Nicolas Poussin de la collection Bonnat à Bayonne. Musée Bonnat et La Carré, 5, rue Jacques-Laffitte et 5, rue Frédéric-Bastiat, 64100. Tél. : 59-69-08-52. Sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30, vendredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 19 janvier 1995.

Pierre Puget à Marseille. Centre de la Vieillesse, chapelle, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-23-38. Sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 janvier 1995. 20 F.

Shirley Jaffe à Nice. Musée Matisse, 154, avenue des Arènes-de-Cimiez, 06000. Tél. : 93-91-08-08. Sauf mardi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 29 janvier 1995.

Thomas Schütte à Nîmes. Carrière d'Art Moderne d'Art contemporain, place de la Mésange-Carrière, 30000. Tél. : 66-76-35-78. Sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Louis-François Cassas à Tours. Musée des Beaux-Arts, 11, place François-Sicard, 37000. Tél. : 47-05-08-73. Sauf mardi et jours fériés de 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 janvier 1995. 30 F.

Tadeusz Kawamata à Tours. Centre de création contemporaine, rue Racine, 37000. Tél. : 47-06-50-00. Sauf lundi et mardi de 16 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 janvier 1995.

11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 avril 1995. 20 F.

Nantes

Jana Sterbak

Une installation vidéo, la première de cette artiste canadienne d'origine tchèque, qui s'est fait connaître dans les années 80 par ses métaphores très peu « politiquement correctes » sur le corps humain. Cette pièce inédite en Europe porte sur la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen.

Musée des Beaux-Arts, salle blanche, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Sauf mardi, de 10 heures à 18 heures, vendredi jusqu'à 21 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 février 1995.

Saint-Etienne

Réalités noires

De quelques aspects du réalisme dans l'art européen. Avec, pour les illustrer, les Allemands Corinth, Beckmann, Baselitz et Lüpertz, les Anglais Spencer, Bacon, Sutherland et Freud, et les Français Derain, Roussel, Gruber et Fautrier.

Musée d'Art moderne de Saint-Etienne, salle d'art graphique, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-63-59-58. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Fermé le 1^{er} janvier. Jusqu'au 19 mars 1995. 26 F.

Et aussi

De Fonty à Picasso, trente ans de peinture espagnole à Agen. Espace des Jacobins, place des Jacobins, 47000. Tél. : 53-64-47-22. Sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 19 février 1995. 26 F.

Les Dessins de Nicolas Poussin de la collection Bonnat à Bayonne. Musée Bonnat et La Carré, 5, rue Jacques-Laffitte et 5, rue Frédéric-Bastiat, 64100. Tél. : 59-69-08-52. Sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30, vendredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 19 janvier 1995.

Pierre Puget à Marseille. Centre de la Vieillesse, chapelle, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-23-38. Sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 janvier 1995. 20 F.

Shirley Jaffe à Nice. Musée Matisse, 154, avenue des Arènes-de-Cimiez, 06000. Tél. : 93-91-08-08. Sauf mardi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 29 janvier 1995.

Thomas Schütte à Nîmes. Carrière d'Art Moderne d'Art contemporain, place de la Mésange-Carrière, 30000. Tél. : 66-76-35-78. Sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 janvier 1995.

Louis-François Cassas à Tours. Musée des Beaux-Arts, 11, place François-Sicard, 37000. Tél. : 47-05-08-73. Sauf mardi et jours fériés de 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 janvier 1995. 30 F.

Tadeusz Kawamata à Tours. Centre de création contemporaine, rue Racine, 37000. Tél. : 47-06-50-00. Sauf lundi et mardi de 16 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 janvier 1995.

Arts : Harry Bellet
Photo : Michel Guerin.

Le poids du corps
création
Alain PIERREMONT
mise en scène
Anne-Marie LAZARINI
du 10 au 29 janvier

LES GEMEAUX/SCEAUX
Scène Nationale
(1) 46 61 36 67
ECOUTEZ VOIR

SALON DE LA BIBLIOPHILIE
Le Carrousel du Louvre

12-15 JANVIER 1995
OUVERTURE 10h30 20h00
49 rue de Rivoli - 75001 Paris
Organisé par le Gode - 47 63 93 31

Pour la première fois en France et pour 6 représentations, exceptionnelles, Luis Miguel Cintra et le Teatro da Cornucopia présentent o triunfo do inverno (le triomphe de l'hiver) de Gil Vicente, défilé carnavalesque avec musique et chants, 23 comédiens et 2 musiciens. Spectacle en langue portugaise du 10 au 15 janvier 95

48 34 67 67 à Aubervilliers

ECOUTEZ VOIR

RENCONTRES

dimanche 8 janvier
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS, forum des Halles, 18h-19h30

Extraits de spectacles mis en scène par Luis Miguel Cintra, présentation Pierre Légise-Costa.

lundi 9 janvier
ODÉON-THÉÂTRE DE L'EUROPE dialogue avec Luis Miguel Cintra.

15h-18h : théâtre et cinéma avec Anne Consigny, Maria de Medeiros, Antoine de Méville, Jacques Parsi.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'autre Nice

Suite de la première page

En trente ans, ouvriers italiens, Français rapatriés d'Algérie, terrassiers algériens, marocains ou tunisiens ont changé ce coin de campagne niçoise en une commune de 20 000 habitants. Elle a même ses quartiers, et celui du Chêne-Blanc est spontanément monté du doigt aux visiteurs. Non pas qu'il soit voyant, bien au contraire. Au détour d'un chemin, masqué derrière un mur, rien ne laisse deviner au premier coup d'œil que vivent là aujourd'hui une centaine de familles, gens du voyage, gitans andalous, ferrailleurs catalans qu'un plan municipal de sédentarisation a fixés voilà dix ans à côté de l'usine d'incinération. Au milieu des baraques, une femme fait griller des poissons sur un feu de sacs de plastique. Elle ne travaille pas. Son mari non plus. Elle sourit, cherche ce qu'elle pourrait dire pour raconter sa vie, crie soudain : « J'ai une amie dont le fils est champion de France de boules ! » Ses deux garçons montent à bord d'une voiture aux vitres teintées, modèle turbo, dont ils ont pas les papiers. Ils partent à un stade d'insertion, assurent-ils. Juste à côté, l'école maternelle n'a longtemps accueilli aucun enfant : la municipalité refusait de payer le salaire de l'institutrice.

Au café Le Snack, sur le boulevard, une grande table se dispute une unique merguez au cri de « Salut de la rue ! », indifféremment lancé par des Gitans, des Français ou des Algériens. On parle football, puis la conversation glisse : « Vous avez vu hier, vers la colline, le joli coup qu'il y avait à faire ! » Personne n'a vu. Un grand type à casquette parle de cette fameuse rafle d'autoradios faite il y a deux ans. « Tu sais bien que je ne vole pas », coupe un petit frisé. Tout le monde se tait dans le dos : « C'est pas grave, on est pote quand même », et on repartie football. Peut-être, tout-à-coup, ils l'ont vu à l'annuaire ? faire un tour de grande rue. En général, c'est leur seule sortie du quartier. Ils ont vingt ans, trente ans...

Plus haut, sur la place, dans le presbytère de la paroisse, le Père Louis Viote a voulu épauler ceux qui cherchent du travail : « Je l'ai fait trois mois. J'ai cru crever. Les gens d'ailleurs ont du mal à imaginer ce que cela représente. L'outré jour encore, j'en ai accompagné un à l'ANPE. On a attendu deux heures sur un banc

pour s'entendre dire qu'il fallait regarder les annonces affichées dans le hall. J'ai dû engueuler le guichetier. Et puis, le soir à minuit, les garçons venaient sonner chez moi pour me demander de les emmener dans une administration... » Depuis neuf ans, le Père Viote demande en vain des éducateurs pour aider les plus âgés. « Avant, on me disait oui, maintenant on ne me dit plus rien. » De son côté, Louis Broc, qui fut dix-huit ans conseiller général PC du secteur, a tenté d'embaucher dans sa municipalité de La Trinité sept stagiaires de l'Ariane pour faire du débroussaillage : « Au bout de trois jours, il n'y en avait plus qu'un qui venait. Il y a une telle désocialisation que cela devient difficile de faire quelque chose. »

« C'est nous la loi ! »

« Dans un immeuble de l'Ariane, une famille s'est installée dans un appartement vide. Ils ont forcé la porte, comme ça. Personne ne les a expulsés. Maintenant qui veut quelque chose le prend. Dans les autobus, c'est pareil. Personne ne contrôle jamais la ligne de l'Ariane, comme si on n'existait pas », raconte Ahmed. Il s'énervait, brandit ses vingt-cinq ans, l'équipe de football qu'il tente de lancer : « On se retrouve, nous les jeunes, à demander de l'ordre. Avec des

amis, cet été, on a fait le ménage de la cave. Dès qu'on prenait un dealer, on lui faisait très mal. Il faut bien qu'on s'en occupe puisque personne ne le fait. » Ces derniers mois, une quinzaine de jeunes garçons braquent des automobilistes aux feux rouges, en plein jour. Lorsqu'ils empoignent l'argent, ils crient : « C'est nous la loi. » A la fin du mois de décembre, le climat s'est encore alourdi. Un bistrot défoncé au pare-choc, des voitures volées, un atelier cambriolé. « Comme si un frein avait lâché sans qu'on comprenne pourquoi », dit le Père Viote. En fait, sur 20 000 personnes, 19 800 n'ont rien à voir là-dessus. Moins, petit à petit, tout le monde finit par se sentir pris à la gorge par cette sorte de retour à l'état sauvage.

A l'hôtel de ville de Nice, le maire RPR, Jean-Paul Baretty, montre le fax envoyé en décembre au ministre de l'Intérieur pour lui demander une compagnie de CRS dans le quartier. Une commission est en cours. Mais l'été voit plus loin, s'emballe : « Je souhaite également la fermeture des frontières de l'exercice à l'armée française et déploiement des troupes à la frontière italienne toute proche qui est une vraie passe. Nice est une ville touristique. Je ne veux pas qu'on vienne me casser le émat. Ici, pas question de bons ou de mauvais quartiers. Il faut des beaux quartiers. »

Cette obsession du décor avait tout, Jean-Paul Baretty la revendique. Pour les 150 millions de francs qui seront affectés sur cinq ans au titre du contrat-plan au quartier de l'Ariane, il préconise d'abord « un environnement plus

reposant, une jolie place, un théâtre, l'élargissement d'un boulevard et que le secteur devienne enfin une belle entrée de Nice ». A qui s'obstine pourtant à lui parler « social », il reconnaît « malheureusement, quelques défaillesses sur le quartier ». « Nous faisons surtout du soutien scolaire ou de l'alphabétisation, explique Eric Sessoub, secrétaire général à la mairie.

Aucun interlocuteur dans le quartier

Pour les plus grands, nous n'avons en fait aucun interlocuteur dans le quartier parce qu'il n'y a pas de tissu associatif. Nous ne faisons donc pas grand-chose. » Dans sa mairie de La Trinité, Louis Broc ne décolère pas : « En fait, depuis deux ans, on continue à installer des familles défavorisées dans le quartier et à laisser les choses se dégrader. Une manipulation politique qui vise, selon moi, à faire monter le score du FN dans la région. » Au deuxième tour, les candidats UDF et RPR en appellent aux forces démocratiques pour barrer la route au FN. Mais, à la force de jouer avec le feu, on est arrivé à un drame.

Dans la nuit du 2 janvier, nul ne sait plus vraiment comment la bagarre est partie. « Parfois, ça éclate parce que quelqu'un a volé le scooter à un autre ou parce que des types ont fait un coup ensemble et que l'un d'eux se fait avoir. Cette fois, cela tournait autour d'une femme mariée qu'un homme voulait frapper ou embrasser, raconte Didier, treize ans. Mais ce n'est pas très important. De toute façon, c'est la même bagarre qui dure depuis toujours. » Vers 23 h 30, quelqu'un a sorti une arme, s'est mis à tirer en l'air, et Didier, qui avait prévu d'aller voir la télévision, a préféré rester sur le parking. « Tout le monde s'est mis à crier : « Fierté de ma race. Moi, je ne me chie pas dessus. Je vais chercher le fusil. » Et puis, la R 19 est arrivée entre les immeubles.

Dans le hall de son ILM, Didier touche les traces de sang laissées par l'autre policier, blessé au cours de la fusillade. « Il s'est tiré la, il avait un trou dans la cuisse et un pistolet vraiment énorme. Pas des petits trucs comme on a, nous. »

Dix personnes sont actuellement en garde à vue et l'enquête se poursuit, déclarait mardi 3 janvier le substitut du procureur de Nice, Paul-Louis Aumeras.

FLORENCE AUBENAS

SPORTS

FOOTBALL : Coupe de la Ligue

Neuf clubs de première division éliminés au deuxième tour

Nantes a bien commencé l'année, mardi 3 janvier, en allant s'imposer 3-0 à Nice, lors du deuxième tour de la Coupe de la Ligue. Cette épreuve renouvelée, dont le vainqueur sera qualifié pour la Coupe de l'UEFA, voyait l'entrée en lice des clubs de l'élite. Quelques surprises ont été enregistrées. A l'instar de Nice, huit autres clubs de première division ont été éliminés. Bordeaux a été battu par Châteauroux, club de deuxième division (3-1 après prolongation), comme Strasbourg par Perpignan (2-0). Sochaux dominé par Toulouse (2-1) ou Martigues, battu par Dunkerque (1-0). Mercredi 4 janvier, le Paris-Saint-Germain devait rencontrer Auxerre au Parc des Princes.

Les résultats :
 *Caen b. Saint-Etienne..... 3-1
 *Nantes b. Nice..... 3-0
 *Le Havre b. Lille..... 1-0
 Monaco b. Metz..... 4-1
 Lyon b. Cannes..... 3-2
 *Rennes b. Sedan..... 1-0
 Lens b. *Nîort..... 3-2
 *Bastia b. Amiens..... 3-0
 *Toulouse b. Sochaux..... 2-1
 Montpellier b. *Red Star..... 1-0
 *Châteauroux b. Bordeaux..... 1 (après prolongations.)
 *Dunkerque b. Martigues..... 1-0
 *Perpignan b. Strasbourg..... 2-0
 *Le Mans b. Saint-Brieuc..... 4-2 (aux tiers aux buts).
 *Guingamp b. Valenciennes..... 1-0

DAKAR : Ari Vatanen s'installe en tête. - Le Finlandais Ari Vatanen (Citroën ZX), chez les autos, et l'Autrichien Heinz Kinigadner (KTM), chez les motos, ont gagné, mardi 3 janvier, dans leur catégorie respective, la troisième étape du rallye Dakar entre Er-Rachidia et Ouazazate au Maroc (576 km dont 405 de spéciale). Vatanen ravit ainsi la première place du classement à son compatriote Timo Salonen, quatrième de l'étape. Kinigadner, lui, consolide sa première place.

Nouveau ministre des sports

Pelé souhaite que le Brésil organise les Jeux olympiques en 2004

Le nouveau ministre brésilien des sports, Edson Arantes do Nascimento, autrement dit Pelé, le légendaire triple champion du monde de football, a annoncé mardi 3 janvier, à Brasília, qu'il fera « tout son possible » pour que le Brésil organise les Jeux olympiques en 2004 et la Coupe du monde de football en 2006. Dans son premier discours de ministre, lors de son investiture à la suite de sa nomination surprise par le président Fernando Henrique Cardoso, l'ancien footballeur a précisé qu'il souhaitait que ces événements soient financés entièrement par le secteur privé.

Relations difficiles avec les dirigeants

Pelé, aujourd'hui âgé de cinquante-cinq ans, a promis qu'il se pencherait sur l'épineux dossier des transferts des joueurs brésiliens à l'étranger. Le système constitue, selon lui, « un héritage des temps de l'esclavage ». Pelé a enfin affirmé qu'il comptait remplir sa charge « sans aucune animosité personnelle ». L'homme est, aussi réputé pour avoir connu des relations difficiles avec les dirigeants successifs du football brésilien, notamment Ricardo Teixeira, président de la fédération brésilienne, actuellement membre de la direction de la Fédération internationale de football présidée par un autre Brésilien, Joao Havelange. — (AFP)

BOXE : Laurent Boudouani reconquiert le titre de champion d'Europe des super-moyens. - Laurent Boudouani est redevenu champion d'Europe des super-moyens, mardi 3 janvier, à Epernay. Vice-champion olympique lors des Jeux de Séoul en 1988, le Français a battu l'Espagnol Javier Casillejo, 26 ans, tenant du titre, par arrêt de l'arbitre à la neuvième reprise. A vingt-huit ans, il retrouve un titre qu'il avait conquis en novembre 1992 et dont il avait été dépossédé en octobre 1993 par le Français Bernard Razzano.

EXCLUSION

Un sondage de la Rue et de la Croix

Les SDF souffrent d'abord de la solitude

Le mensuel la Rue et le quotidien la Croix, dans son édition du 4 janvier, publient la première enquête d'opinion faite auprès de personnes sans domicile fixe. Ce sondage a été réalisé du 12 au 22 novembre dernier par l'institut CSA auprès d'un échantillon représentatif de 503 SDF. Si les personnes interrogées disent d'abord souffrir de l'absence d'un logement (80 %) et du manque d'argent (74 %), la solitude, l'ennui et la séparation d'avec les enfants sont également des maux massivement cités par les SDF, loin devant le froid (32 %), la faim (21 %) ou une dépendance à l'alcool (14 %).

Cette détresse morale a souvent été une cause de l'errance des sans-abri : plus de la moitié d'entre eux (51 %) citent des pro-

blèmes liés à la famille lorsqu'ils expliquent leur parcours, même si les problèmes d'emploi viennent en premier lieu. Choqués avant tout par « le chômage » (51 %) et « les logements vides » (43 %), les SDF disent faire confiance aux associations d'aide (75 %) et aux travailleurs sociaux (66 %), bien loin devant « les gens en général » (28 %) et « les syndicats » (21 %). Rarement inscrits sur les listes électorales (un quart d'entre eux déclarent l'être), 7 % des SDF interrogés disent « faire confiance » aux hommes politiques. Dans la liste des personnes qu'ils souhaiteraient voir élire à l'élection présidentielle, Bernard Tapie vient en tête (15 %), devant Jacques Delors (14 %).

► Lire également la chronique de Pierre Georges page 22.

EN BREF

TERRORISME : Carlos pourrait être mis en examen pour l'attentat de 1974 contre le Drugstore Saint-Germain. - La Direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice a transmis des instructions écrites au parquet général de Paris visant à la réouverture du dossier de l'attentat contre le Drugstore Saint-Germain, perpétré le 15 septembre 1974 (2 morts, 34 blessés) et revendiqué par Carlos. La chancellerie estime que la prescription de dix ans peut être contournée, eu égard à la « complexité » de cet attentat avec la série d'actes terroristes déjà imputés à Carlos. Les attentats de la rue Marbeuf à Paris (8°) et du train Capitole, en 1982, ainsi que la fusillade de la rue Toulou, à Paris (5°), en 1975, non prescrits, ont déjà valu au terroriste plusieurs mises en examen depuis son arrestation, le 15 août 1994. L'association SOS-Attentats, qui défend les intérêts des victimes, pourrait se désister de son action devant les tribunaux civils, dès l'ouverture d'une instruction judiciaire.

ENVIRONNEMENT : le naufrage d'une péniche station-service évité de justesse à Conflans-Sainte-Honorine. - Une péniche station-service, déséquilibrée à la suite, probablement, d'une fuite d'eau, et contenant 180 000 litres de fioul et un stock d'huile moteur, a failli sombrer mardi 3 janvier, peu avant midi, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Après trois heures d'efforts, les pompiers ont réussi à pomper une partie de la cargaison et à amarrer solidement le bateau déséquilibré avant de le vider complètement de son contenu. Des barrages flottants ont

été mis en place pour empêcher que la nappe, formée par un millier de litres de carburant échappés des cuves, ne s'étende. — (Corresp.)

FUSILLADE : un automobiliste tué alors qu'il fongait sur des policiers. - Un homme qui avait foncé, à bord d'une voiture volée, mardi 3 janvier à Marseille, sur plusieurs policiers, est mort peu après des suites de ses blessures. Atteint au thorax par une balle tirée par l'un des gardiens de la paix, l'homme, de type européen, ne portait aucun papier d'identité, et n'a pu être identifié. Après avoir renversé un piéton à bord d'un véhicule immatriculé en Charente, il avait tiré sur une vingtaine de mètres le premier policier qui tentait de l'intercepter.

DRUGUE : projet de distribution d'héroïne aux détenus toxicomanes suisses. - Les cantons de Bâle et Soleure envisagent de distribuer de l'héroïne à des toxicomanes incarcérés, dans le cadre des expériences de distribution médicalisée de la drogue menées dans le pays. L'Office fédéral de la santé publique a indiqué, mardi 3 janvier, que les deux projets seraient à condition de recevoir l'aval du gouvernement - engagés au printemps et poursuivis jusqu'à la fin 1996. Par ailleurs, les drogues introduites illégalement dans l'enceinte des prisons pourraient être échangées contre des substances médicalement contrôlées. Ces expériences concerneraient notamment des détenus dépendants ayant échoué dans une tentative de thérapie. — (AFP)

Programme TV
 Disques à domicile
 3615 LEMONDE

ÉTVDDES

Demain, une étonnante découverte

Résumé de l'épistémologie

Jean-Pierre LONC

janvier 1995

14, rue d'Assas - 75006 PARIS

Ou taper sur internet

Nous vous souhaitons pour 1995 une rencontre heureuse

Cette année découvrez l'être qui répond à votre idéal.

Pour que vos chemins se croisent, Ion International vous propose un choix de personnes motivées dont le caractère, la sensibilité et même la sexualité sont en harmonie avec les vôtres.

Ion International c'est :

- le sérieux d'une méthode qui fait ses preuves depuis 45 ans.
- une équipe de psychologues et de graphologues diplômés qui vous assurent d'un suivi personnalisé.
- un renouvellement des contacts jusqu'à succès complet.

Pour en savoir plus :
 Nous vous invitons à une conférence d'information le mercredi 25 janvier 1995 de 19 h à 21 h - au Sofitel-Paris-Saint-Jacques-Espace-Saint-Jacques
 Salon Montsouris - Niveau E - 17, Bd Saint-Jacques - Paris 14^{ème}
 (invitation gratuite et sans engagement de votre part)

● Ion International
 La liberté de bien choisir...

94, rue Saint-Lazare, 75442 Paris cedex 09 - Tel. : (1) 45 26 70 85

Pour recevoir une documentation gratuite, sans pli discret, sans engagement, faites 3615 Ion, téléphonez, ou retournez ce coupon :

M. Mlle Mlle.....
 Prénom.....
 Adresse.....

TOULOUSE (31000) 14, rue Montgautier - Tel. : 61.59.48.98
 MARSEILLE (13000) 11, rue de la Visitation - Tel. : 91.49.79.95
 BORDEAUX - Tel. : (02) 45.95.91 91 - GENÈVE - Tel. : (022) 46.84.88 - POLOGNE - LSA

« Avec le nouveau Monde, il ne s'agit pas de renier l'actuel, mais plus simplement, en réaffirmant notre identité, de faire un Monde meilleur, mieux à même d'éclairer les temps qui viennent, en restant plus que jamais indépendant à l'égard de tous les pouvoirs. »

Jean-Marie Colombani

Le Monde

RELIGIONS

Réunis à Rome pour leur 34^e congrégation générale

Les jésuites s'inquiètent de leur recul en Occident et misent sur l'Asie

Près de deux cents jésuites, membres de droit ou élus par leur « province » (1), se réunissent à Rome, à partir du jeudi 5 janvier, pour leur 34^e congrégation générale. La précédente remontait à 1983. Pour un ordre religieux qui progresse en Asie, mais recule en Europe et en Amérique du Nord, cette assemblée est l'occasion d'un bilan et d'un débat d'orientation.

L'ère des turbulences est passée. La congrégation générale de la Compagnie de Jésus, qui s'ouvre jeudi 5 janvier à Rome, promet d'être plus sereine et routinière que les trois précédentes. L'aggiornamento de l'ordre fondé en 1540 par Ignace de Loyola est décidé et mis en œuvre au cours de la 31^e congrégation, convoquée au lendemain du concile Vatican II (1962-1965). La 32^e, en 1974, est tumultueuse : le pape Paul VI et son secrétaire d'État, le cardinal Villot, mettent leur veto à l'adoption de nouveaux statuts plus démocratiques (suppression des grades). Et, en dépit de réserves, elle vote le fameux « décret 4 », liant la « promotion de la justice » au « service de la foi ». C'est un coup de pouce donné à la théologie de la libération et à l'engagement politique de nombreux jésuites, notamment en Amérique latine. Un engagement payé au prix du sang : le 16 novembre 1989 à San Salvador, six d'entre eux sont assassinés dans leur université.

En 1983, la 33^e et dernière congrégation générale élit comme successeur du Père Pedro Arrupe, « général » depuis 1966, le Père Peter Hans Kolvenbach, un Néerlandais diplomate, homme de synthèse formé au Proche-Orient, qui devait à la fois confirmer l'option préférentielle pour les pauvres et rassurer les partisans d'une action dédagogique de tout risque politique. L'époque était chaude. Des « dossiers » impliquant certains jésuites circulaient à Rome et la Compagnie venait de passer par une crise grave avec le pape — à qui elle fait vœu d'obéissance —, quand, en 1981, aussitôt après une thrombose cérébrale frappant le Père Arrupe, Jean-Paul II avait imposé un « délégué personnel » pour remettre de l'ordre dans la maison.

Près de douze ans plus tard, à l'ouverture de la 34^e congrégation générale, ces différentes tensions, qui ont marqué la Compagnie de Jésus en Espagne, en Amérique latine, aux États-Unis, dans une moindre mesure en France, se sont apaisées. Les conflits d'orientation ont pratiquement disparu. L'ordre a refait son unité. Les relations avec Jean-Paul II, apprécié pour sa stature internationale mais critiqué par nombre de jésuites occidentaux pour son conservatisme doctrinal, se sont elles-mêmes pacifiées.

Un étudiant sur quatre originaire de l'Inde

Mais n'est-ce pas au détriment de la vitalité d'un ordre religieux qui, depuis quatre siècles, par sa présence dans le monde de l'éducation, de l'édition, sa proximité des élites intellectuelles, est le traditionnel fer de lance du catholicisme dans les cultures éloignées de Rome et de la latinité ? Depuis 1960, la Compagnie de Jésus a perdu un tiers de ses membres. Elle n'en comptait plus, le 1^{er} janvier 1994, que 23 180 alors qu'elle avait pratiquement doublé son effectif entre la fin de la première guerre mondiale et les années 50.

Ces chiffres globalement pessimistes (qui touchent d'autres ordres religieux) doivent être nuancés. C'est plutôt à un déplacement des forces jésuites que l'on assiste, transformant la géographie et le profil d'une Compagnie née en Occident et dominée par sa théologie et ses idées. Ses zones traditionnelles de recrutement en Europe et en Amérique du Nord ne représentent plus qu'à peine 40 % des « entrées ». A cet égard, la « libération » des pays de l'Est a été aussi décevante. Si elle a révélé quelques jeunes « pousses » comme en Russie (près d'une trentaine de jésuites sont déjà installés en Sibérie), les ordres religieux sortis de la clan-

destinée en Tchécoslovaquie, en Lituanie, en Ukraine, en Hongrie sont affaiblis par les décennies de privations et de persécutions, méfiant vis-à-vis de l'Occident sécularisé.

En revanche, les « provinces » jésuites d'Asie, notamment de l'Inde et d'Indonésie, d'Amérique latine, dans une certaine mesure d'Afrique, connaissent un réel dynamisme, comme l'atteste par exemple le nombre de jeunes scolastiques étrangers, notamment asiatiques, formés dans les centres universitaires jésuites français ou américains. Plus d'un étudiant jésuite sur quatre dans le monde est originaire de l'Inde.

Cette « tiers-mondisation », qui correspond au déplacement de tout le catholicisme du Nord vers le Sud, dessine les traits de la Compagnie de Jésus du prochain millénaire, moins dépendante des théologies occidentales, posant autrement la question du rapport entre la foi et la justice, s'interrogeant davantage sur la place de l'Évangile et d'une Église catholique, marquée par sa centralisation occidentale et latine, au milieu de cultures qui lui sont très éloignées. Entrouverte par François-Xavier ou Matteo Ricci, qui, aux XVI^e et XVII^e siècles, avaient tenté d'évangéliser le Japon et la Chine, l'« inculturation » (l'insertion du message évangélique dans des cultures locales) redevient le principal défi de la Compagnie comme du catholicisme dans son ensemble.

Une pédagogie « moins magistrale »

La 34^e congrégation générale de Rome confirmera les orientations passées, liant la lune pour la justice à l'annonce plus explicite de la foi chrétienne. En cherchant à définir des rapports institutionnels avec les nombreux laïcs, hommes et femmes, qui peuplent les centres de retraite des jésuites, leurs universités, leurs sessions de formation, elle mesurera à nouveau l'attrait et la modernité d'une spiritualité ignacienne, qui propose une « expérience intime de Dieu ». Face aux nouvelles urgences du monde, elle relancera aussi cet apostolat de « frontière », qui est au centre de la vocation de tout jésuite : le rapprochement avec les autres religions chrétiennes, le dialogue avec les autres croyants (non chrétiens) et incroyants, la présence auprès des réfugiés et des exclus de toute sorte, etc.

Mais cette assemblée ne pourra pas faire l'économie des questions lourdes liées aux difficultés pour « inculturer » le message de l'Église et à son sérieux déclin dans les pays d'Occident. A cet égard, le Père Jean-Yves Calvez, directeur des *Études* (2), dans le dernier numéro de sa revue, ne cache pas la nécessité pour la Compagnie de modifier sa « pédagogie ». Si elle ne peut renoncer à ses centres d'intérêt traditionnels pour la culture moderne, pour l'histoire, la politique, la science ou la médecine, le Père Calvez suggère que, « dans les continents agricoles d'Amérique du Sud et d'Occident », les jésuites mettent davantage l'accent sur « la communication directe, interpersonnelle, et pas trop magistrale ».

HENRI TINCQ

(1) La « province » est la circonscription territoriale de la Compagnie de Jésus.
(2) *Études*, janvier 1995.

FAITS DIVERS : les méfaits du « loup des Vosges » commis « à l'instigation d'une personne humaine », selon des agriculteurs. — Invoquant l'article 511 du code pénal punissant les « actes de cruauté » perpétrés contre des animaux domestiques, la Fédération des syndicats d'éleveurs agricoles (FSEJA) des Vosges ainsi que onze éleveurs ont décidé, mardi 3 janvier, de porter plainte contre X auprès du tribunal de grande instance d'Épinal. Les agriculteurs affirment que « leurs animaux furent tués sans aucun doute à l'instigation d'une personne possédant une expérimentation scientifique sur le loup utilisé ». Selon la FSEJA, le « loup » a causé depuis mai pour 100 000 francs de dommages en égorgeant quatre-vingt-deux bêtes.

MUSIQUES

ANGÉLIQUE IONATOS à Poitiers et à Lyon

De Sappho à Theodorakis

Depuis qu'elle a quitté la Grèce en 1969, adolescente traumatisée par la dictature, Angélique Ionatos ne cesse d'explorer la poésie et la musique de son pays. Dans un parcours marqué par une extrême fidélité de son inspiration, la chanteuse et compositrice a toujours passé alliance avec d'illustres représentants de la culture hellénique. Il y a trois ans, elle créait *Sappho de Mytilène* au Théâtre de la Ville en compagnie de la chanteuse Nena Voeatsanou. Reprise au Théâtre de Sartrouville, dont Angélique Ionatos est artiste associée, puis aux Bouffes du Nord, cette « cantate » présentait une série de poèmes de Sappho traduits en grec moderne par Odysseus Elytis, Prix Nobel de littérature.

Continuant son travail tout en finesse et profondeur, Angélique Ionatos a créé en décembre, à nouveau au Théâtre de la Ville, *Mio Tholosso*, quinze courtes pièces, composées par Mikis Theodorakis sur des poèmes de Dimitra Manda. Cette suite de Lieder romantiques et fluides,

empreints de folklore des Balkans et d'orientalisme, bruisse d'un vent de miel. La voix de la chanteuse y est vibrante, exacte et précise. Avec trois musiciens (l'arrangeur Christian Boissel au piano, Edouard Sapey-Triomphe au violoncelle et Renaud Garcia-Fons à la contrebasse), la jeune femme raconte l'histoire de cette Grèce blessée dans sa douceur par les aut-dafés de livres « subversifs ».

Parfois impressionnée par l'emprise de Theodorakis qu'elle appelle « son père en musique », Angélique Ionatos s'octroie une seconde partie de spectacle plus personnelle. Elle prend une guitare et revient à ses poètes favoris, Odysseus Elytis, Iannis Theodorakis, Georges Seféris. Pour eux, elle a composé des musiques à la fois élégantes et sophistiquées qui font ressortir avec force la limpidité des mélodies de Theodorakis.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Le 6 janvier au Théâtre de Poitiers, puis du 19 au 21 à l'Opéra de Lyon.
« Mia Thalassa » : 1 CD Audis-Tampo A 6202.

Hommage à Clara Haskil. — France-Musique rend hommage à la pianiste Clara Haskil à l'occasion du centenaire de sa naissance (le Monde du 3 janvier) en lui consacrant son émission « Soliste » pendant tout le mois de janvier. Producteur de cette émission, Marc André diffusera, à cette occasion, les interprétations discographiques de cette artiste. Du lundi au vendredi de 22 heures à 22 h 25, le samedi de 19 h 15 à 20 heures.

PHOTOGRAPHIE

Rendons à François Thuefford...

C'est une belle photographie, aux noirs et blancs doux et granuleux, que nous avons publiée au premier page de notre supplément « Arts et spectacles » consacré au Mois de la photo à Paris, le jeudi 3 novembre 1994. Elle représentait une jeune femme de profil, les yeux masqués par une main délicate, et fleurait bon la nostalgie. Elle était extraite de l'exposition « L'Éloge de la main », à la galerie Bouqueret-Lebon, et était attribuée à Rémy Duval, un photographe méconnu.

Par courrier adressé au Monde, le photographe François Thuefford écrit : « Cette photo est de moi — faite en 1941 — et offerte à mon ami Rémy Duval et à sa femme Marguerite, son épouse, qui est le sujet de la photo en cause. » Pour preuve, François Thuefford joignait trois photos : contacts prises lors de la même séance de pose où l'on reconnaît la fameuse profil de femme, mais avant d'être recadré plus serré.

Selon le galeriste Christian Bouqueret, Rémy Duval — mort en 1984 — a dû « signer » cette photographie à la fin de sa vie, lorsqu'il a mis de l'ordre dans ses photos, croyant qu'elle avait été prise par lui-même. Le galeriste a décidé de retirer ce portrait de l'exposition et de le vante.

M. G.

HISTOIRE : un cycle de conférences à la Sorbonne sur l'histoire de la Shoah. — « Les Français ont-ils été complices ? » (sous-entendu : du génocide) : c'est le thème de la conférence de l'historien Jean-Pierre Azéma, mercredi 11 janvier, à 18 h 30, dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne. Cette séance s'insère dans le cycle de conférences sur l'histoire de la Shoah organisé par l'université Paris-I et le Centre Rachi (Panthéon-Sorbonne).

مكتبة المنهج

البيان

COMMUNICATION

Un accord entre TF 1 et Canal Plus

LCI sera diffusée par Canalsatellite

Après de longues et difficiles négociations qui ont démarré en juin 1994, TF 1 et Canal Plus ont signé, mardi 3 janvier, un accord prévoyant la commercialisation de La Chaîne info (LCI) par Canal Plus dans l'offre de programmes de Canalsatellite (Eurosport, Canal J, Planète, etc.), filiale à 70 % de la chaîne cryptée. Celle-ci s'engage à rémunérer TF 1 à raison de 6 francs par abonné et par mois, pendant cinq ans. Canalsatellite n'ayant que 218 000 abonnés et le budget de fonctionnement de LCI étant trois fois supérieur (200 millions de francs environ) à celui d'une chaîne thématique ordinaire, Canal Plus s'est engagé à payer à la « Une » un minimum garanti annuel de 40 millions de francs, soit le double de la garantie habituellement versée par Canalsatellite.

Pour ne pas léser les 400 000 spectateurs qui reçoivent avant le 29 décembre LCI en clair par le satellite Télécab 2B, l'accord signé entre TF 1 et Canal Plus prévoit que « Canalsatellite (...) proposera, dès le 1^{er} février, aux foyers équipés pour la réception directe du satellite Télécab 2B un abonnement leur permettant de recevoir LCI », selon les termes du communiqué des deux groupes. Après avoir longtemps refusé de modifier ses tarifs, Canal Plus proposera, pour 75 francs, une option particulière comprenant LCI et Monte-Carlo (TMC), également diffusée par Télécab 2B et dont Canal Plus assure la programmation. Les abonnés au service de base de Canalsatellite devront, eux, payer

25 francs supplémentaires pour recevoir LCI et TMC. Chaque abonné de ce type donnera lieu à une rémunération supplémentaire de TF 1.

Le management d'Eurosport France faisait partie des éléments de la transaction. TF 1, qui gère Eurosport International, tentait de récupérer la gestion d'Eurosport France, attribuée à Canal Plus depuis la fusion des deux chaînes sportives concurrentes, TV Sport et Eurosport. Canal Plus, qui craint la concurrence d'une nouvelle offre de sports - et notamment de football - a refusé de passer la main.

Enfin, TF 1 n'a pas été autorisé à entrer dans le capital de Canalsatellite. Le groupe Bouygues, en quête d'un savoir-faire sur toute la filière de la télévision payante (vente et gestion des abonnements, technologie du codage-décodage), devra donc patienter encore. D'autres questions secondaires ont été réglées : TF 1 garde la liberté de vendre LCI à n'importe quel distributeur de programmes de télévision par satellite. En outre, un accord de coopération plus général entre TF 1 et Canal Plus prévoit la création d'autres chaînes spécialisées. TF 1 s'est aussi vu reconnaître une priorité dans le développement de programmes thématiques axés sur la fiction et la jeunesse. Mais à condition de ne pas concurrencer Canal J.

TF 1 et Canal Plus ont estimé, mardi 3 janvier, que l'accord qu'ils venaient de signer était « parfaitement équilibré ».

G. D. et Y. M.

COMMENTAIRE

Une alliance surprenante ?

Il y a deux manières d'interpréter l'alliance de TF 1 et de Canal plus. La première consiste à n'y voir qu'un banal accord financier. Canal Plus étant le seul distributeur de programmes de télévision en langue française par satellite, TF 1 ne pouvait guère faire l'impasse sur lui. Etant donné qu'il a fallu plus de six mois pour bâtir ce simple accord tarifaire, une stratégie commune plus vaste reste difficile à imaginer. D'autant que les dirigeants des deux chaînes ont le même profil : ils sont dominants et peu enclins au partage. Aussi ponctuel soit-il, ce mariage TF 1-Canal plus peut toutefois être analysé comme le signe d'une maturité nouvelle des acteurs audiovisuels français. Même si Canal plus freine l'arrivée d'éventuels « intrus » dans le domaine de la télévision payante, chacun sait que ce marché va progressivement s'ouvrir. La chaîne

cryptée a compris que, tôt ou tard, elle devra partager un domaine où elle a régné seule pendant dix ans. A ce moment-là, mieux vaudra le faire avec des alliés qu'avec des concurrents.

TF 1 ne l'ignore pas et s'est donc engagé dans une stratégie de la patience. Plutôt que de dépenser quelques milliards de francs pour maîtriser la filière technique et commerciale de la télévision payante, la groupe Bouygues a choisi de composer. Chacun reste encore libre de sa stratégie à long terme. Mais la concurrence internationale, la présence sans cesse renforcée des Américains en Europe, pourraient favoriser un plus grand rapprochement entre les deux groupes français. L'audiovisuel français, tapageur et méprisamment concurrent, serait alors entré dans une phase nouvelle de son développement.

Y. M.

DANS LA PRESSE

Le procès de la catastrophe de Furiani

L'Humanité (Charles Silvestre) : « Pour avoir des recettes, des sponsors et des droits mirifiques de retransmission télévisée, il faut des joueurs vedettes. Et beaucoup d'argent. (...) Le Sporting de Bastia, comme tant d'autres, a couru derrière. Derrière l'argent, derrière le déficit. Et ce soir de mai 1992, il y avait une recette miracle à réaliser. Alors vite, vite une tribune de 10 000 places, et au diable la solidité de la construction, au diable la sécurité du contrôle administratif. Le choc entre l'appât du gain instantané et le sous-développement chronique de l'île a été foudroyant. Ce drame parle à la Corse. Mais il ne parle pas que de la Corse. »

Libération (Jean-Michel Helvig) : « Ce n'est pas une spécificité insulaire que de vouloir édifier à la va-vite des tribunes sportives. Mais l'accumulation effarante de légèretés commerciales, d'irrégularités administratives, de faux en écriture et de complaisances en tout genre, est révélatrice d'un état de passe-droit, longtemps considéré comme un folklore corse, avant que l'on ne découvre les conséquences dramatiques. (...) On ne dira jamais assez que la situation désastreuse en Corse (...) est d'abord de la responsabilité du gouvernement en général, et de son ministre de l'intérieur en particulier qui semble avoir pris son parti de laisser cette île sous la menace de quelques centaines de petits truands. »

Le Figaro (Gérard Nirascou) : « A moins d'accepter que la Corse devienne une société mafieuse, il est temps pour l'Etat d'arrêter de se voiler la face et d'y faire appliquer, quoi qu'il puisse en coûter, les lois de la République. Il est grand temps pour le personnel politique corse de cesser de jouer de l'insularité comme barrière à tout changement. Il est plus que temps pour la population de mettre fin à une loi du silence qui ne peut qu'encourager banditisme et terrorisme. »

RTL (Richard Arzti) : « En Corse, selon les responsables de la justice, ne pas faire le procès sur place aurait été source de désordre. Il y a là une illustration de plus de l'embaras des pouvoirs publics à l'égard de cette île. Les gouvernements qui se succèdent sont à la recherche d'un équilibre apparemment impossible entre un traitement spécifique pour la Corse et la volonté d'y faire régner l'ordre républicain. »

En raison de l'opposition française

La Commission européenne reporte l'examen de la nouvelle directive Télévision sans frontières

La mise en place d'une nouvelle directive Télévision sans frontières se heurte à des rigidités. Les Français préfèrent faire capoter l'opération plutôt que de voir adopter un texte qui leur déplait. Et la Commission européenne sortante préfère laisser le dossier à la nouvelle équipe de Jacques Santer.

BRUXELLES
(Commission européenne)

de notre correspondant

La Commission européenne se montre une fois de plus défaillante : elle ne se prononcera pas, lors de sa réunion du mercredi 4 janvier, sur les réaménagements de la directive Télévision sans frontières de 1991, le seul texte qui donne un cadre juridique à l'audiovisuel européen. Sir Leon Brittan, le commissaire (britannique) chargé de la politique

commerciale, a demandé en effet un nouveau report du débat, qui est reculé depuis la mi-novembre. Ce devrait être la nouvelle Commission, présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer, qui examinera ce texte à partir du 23 janvier.

La confusion qui règne aujourd'hui à Bruxelles est d'autant plus grande que le projet mis initialement au point par la direction générale des affaires culturelles de la Commission (DG X) a évolué. Notamment sur le point principal : les fameux quotas de diffusion, qui obligeaient « chaque fois que cela est réalisable », les chaînes européennes à consacrer la moitié de leur temps de diffusion à des programmes d'origine européenne.

Les craintes des professionnels

Pour éviter une lutte frontale sur les quotas de diffusion, un compromis a été élaboré : les chaînes se voient offrir la possibilité de choisir entre un quota de diffusion et un quota d'investissement (Le Monde du 29 décembre). Dans cette seconde formule, elles s'engageraient à consacrer un pourcentage de leur budget de programmation à la production, ou bien à l'achat, de films européens. Les pouvoirs publics français ne réussissent pas d'ailleurs à en faire cette approche, demandant seulement qu'il soit démontré que l'impact économique des quotas d'investissement soit équivalent à celui des quotas de diffusion.

Mais les professionnels français, qui craignent que les chaînes soient amenées à financer des films sans jamais les diffuser, eurent une réaction négative. Les producteurs craignent que les chaînes françaises, soumises aux quotas de diffusion en application d'un système national plus contraignant que la directive européenne, ne se trouvent pénalisées face à la concurrence étrangère.

Le danger aurait alors été grand de voir des chaînes comme TF 1 réclamer le démantèlement du système français. Résultat paradoxal de la situation, le gouvernement et les professionnels français ont décidé, mardi 3 janvier, que le capotage de ce nouveau projet de directive était préférable à l'adoption d'un texte qui n'impose pas à l'ensemble de l'Europe les quotas de diffusion. Une position qui n'est pas celle de la DG X qui voudrait que la Commission présente au moins ses propositions sur le futur « plan Média » d'aide à la production, ainsi que les éléments d'adaptation non conflictuels de la directive TSF (par exemple les dispositions concernant le téléachat).

PHILIPPE LEMAÎTRE

Le
9 janvier
VOUS
découvrirez
le nouveau
Monde.

Le Monde

Le Monde

Edité par la SA Le Monde
Société anonyme
avec directeur et conseil de surveillance
Durée de la société : cent ans
à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux actionnaires de la société :
Société civile
• Les rédacteurs du Monde •
• Association Hubert-Beuve-Méry •
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani,
président du directoire.

Le Monde
PUBLICITE

Président-directeur général :
Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction :
Dominique Alduy
Gisèle Peyou
133, av. des Champs-Élysées
75409 PARIS CEDEX 08
TEL : (1) 44-43-76-00
Télécab : 44-43-77-30
Société mère
de la SARL de Presse et de Média et Régie Europe SA.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composées 36-16 - Tapes LÉMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-28-04-56

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gambourg
94852 IVRY CEDEX

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
TEL : (1) 40-65-25-25
Télécab : (1) 40-65-25-99
Télécab : 206.8087

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-71. Microfilms : (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL : (1) 40-65-25-25
Télécab : (1) 40-65-30-10
Télécab : 251.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2877
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-71. Microfilms : (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
TEL : (1) 40-65-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	Voie normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 568 F
1 an	1 890 F	2 036 F	2 960 F

Pour les autres pays, nous consulter.

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Se renseigner auprès du service abonnements.

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

• LE MONDE • (USPS - 009729) is published daily for \$ 192 per year by LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry
- 94852 Ivry-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices.

POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France.

For the domestic service in the USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461 - 2803 USA
TEL : 800.428.3045

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

■ **MARCHÉS MÉFIANTS.** L'annonce du « plan Zedillo » n'a pas convaincu le marché financier, à en juger par la réaction de la Bourse de Mexico, qui a perdu 3,2 % mardi 3 janvier. Les conséquences sociales des mesures annoncées inquiètent les investisseurs internationaux qui, par ailleurs, ne sont pas persuadés que le gouvernement puisse tenir ses promesses de modération des augmentations de prix et de salaires.

Sans jamais citer nommément M. Salinas, M. Zedillo a fait d'autres références moins charitables à sa politique économique, lui reprochant implicitement

La plupart des experts reprochent aujourd'hui à M. Salinas et au gouvernement de la Banque centrale, Miguel Mancera, d'avoir trop compté sur les placements étrangers pour financer le déficit de la balance des paiements courants (28 milliards de dollars en 1990-1991), des estimations officielles au détriment de la modernisation de l'appareil productif, rendu nécessaire par l'ouverture des frontières et l'adoption à l'ALENA. Andrés au Mexique par les excellents rendements offerts par la Bourse, les investissements de portefeuilles sont repartis aussi vite qu'ils étaient arrivés lorsque les conditions sont devenues moins favorables : la chute de l'appréciation du dollar aux Etats-Unis, l'apparition de nouveaux marchés financiers plus rentables, comme le Brésil ou l'Argentine, et surtout l'instabilité politique au Mexique avec l'apparition d'un mouvement

Il est vrai que le mauvais exemple avait été donné par les capitaux mexicains, partis les premiers, comme l'a déploré un des principaux dirigeants du patronat, German Carcoba. Après avoir appuyé la politique de M. Salinas, le président du conseil de coordination des entreprises reconnaît aujourd'hui qu'il faut « limiter

D'ores et déjà, la chambre de commerce de Monterrey, capitale industrielle du nord du Mexique, a fait savoir qu'elle laissera ses membres établir leurs prix en fonction de l'offre et de la demande. Quant aux syndicats, ils ont obtenu l'addition d'une clause qui leur permettra de négocier « librement » l'utilisation des gains de productivité, sous forme de primes.

(1) Balance commerciale, balance des services, intérêts des emprunts, dividendes versés aux investisseurs étrangers

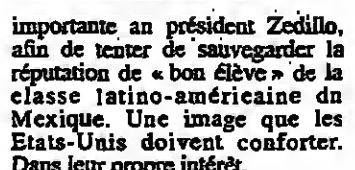
Les investisseurs étrangers, qui détiennent quelque 82 % des *tesobonos* (dont la valeur est d'environ 20 milliards de dollars), ayant interrompu leurs opérations, le gouvernement de Mexico se trouve confronté aux échéances à court terme de ces bons, qu'il ne peut bonorer sans l'aide de bailleurs de fonds étrangers, au premier rang desquels les Etats-Unis.

La déconfiture financière du Mexique fait donc beaucoup effet. Aux États-Unis d'abord, où les adversaires de l'ALENA, le milliardaire texan Ross Perot en tête, sont tentés d'obtenir un succès facile sur le thème de « On vous l'avait bien dit ». La démonstration est cependant peu convaincante, dans la mesure où l'économie mexicaine serait dans une position encore plus critique si elle n'était pas liée aux économies américaine et canadienne. En outre, c'est cette solidarité économique qui devrait permettre au Mexique de surmonter ses difficultés actuelles. La valeur des

Depuis quelques mois, les achats des Mexicains au nord de la

Dans ces conditions, de plus en plus de Mexicains seront tentés de franchir la frontière pour chercher du travail aux Etats-Unis. Or, l'immigration, notamment en Californie, constitue un problème politique sensible, surtout depuis que les autorités californiennes ont décidé de supprimer le bénéfice d'avantages sociaux aux immigrés illégaux, en majorité mexicains.

Pour toutes ces raisons, Washington ne pouvait faire autrement que d'offrir une aide financière



LZ

M. Camdessus a indiqué que le FMI ne participera pas au programme d'assistance internationale de 13 milliards de dollars, car ces sommes visent à stabiliser le peso. En revanche, a-t-il affirmé, le FMI se tient prêt à examiner la mise en œuvre d'un plan d'aide au problème posé par la balance des paiements, et a rappelé avoir été en contacts étroits avec les autorités mexicaines tout au long de la période récente, particulièrement pour la mise au point du programme d'urgence que vient d'annoncer le président Zedillo.

Plus que les mesures proprement dites, ce sont leurs conséquences sociales qui inquiètent les investisseurs. Le gouvernement mexicain a conclu mardi matin avec les organisations patronales, syndicales et agricoles un « accord d'unité pour surmonter l'urgence économique ». Mais les analystes considèrent qu'il aura le plus grand mal à faire tenir ses promesses obtenues de modération des prix et de modération salariale. L'inflation pourrait être multipliée par deux en 1995 et

Un pari d'autant plus difficile que les investisseurs étrangers commencent à être affectés par l'annonce des premières pertes d'établissements financiers à la suite de la crise financière mexicaine. La Chemical Bank, la troisième banque américaine, a annoncé qu'elle avait perdu

L'inquiétude est d'autant plus grande à Wall Street que les établissements financiers américains étaient tombés, depuis plusieurs années, sous le charme du Mexique devenu un nouvel Eldorado. Ils y ont réalisé, longtemps des plus-values considérables. En 1993, la Bourse de Mexico avait gagné 48 %. Elle a perdu 7 % l'année dernière. Les investisseurs nord-américains détiennent aujourd'hui 82 % des 20 milliards de dollars de bons du Trésor mexicains (les « *tesobonos* », indexés sur le dollar). Ils possèdent également près de 30 % des actions de la Bourse de Mexico.

E 1

Le 9 janvier.
vous découvrirez
les pages « Société
du nouveau Monde »
« Education, Travail,
bon, immigration, déve-
loppement, justice. Et
comment la France s'ap-
rêgne aux décisions, aux
institutionnelles, et
comment au cours de
chaque jour »

Francis...
responsable...

Le Monde

البيان

ECONOMIE

par la chute du peso

Du tiers-monde au club des riches

Le Mexique a toujours eu une place à part au sein des pays en développement. C'est lui qui a déclenché la crise de la dette, le 15 août 1982. C'est le Mexique, à l'inverse, qui a réussi en 1992 à s'allier aux Etats-Unis, le premier puissance économique mondiale, ainsi qu'au Canada, à travers l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain). C'est lui, enfin, qui est entré dans le club fermé des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), devenant en 1994 l'un des vingt-cinq membres à part entière de cet organisme dominé par les Occidentaux.

Cette transformation d'un Etat du tiers-monde en pays dit « riche » est pourtant loin d'être achevée. Dans une étude récente, l'OCDE soulignait que « la stabilisation de l'économie [mexicaine] au lendemain de la crise de la dette de 1982 n'a pas été le résultat d'un processus régulier et progressif, mais a été au contraire opérée de manière assez cahoteuse ». Le calendrier de ces ajustements en fait foi :

1982. - Le Mexique annonce qu'il est dans l'incapacité d'assurer le paiement des intérêts de sa dette extérieure, laquelle atteint à l'époque 85 milliards de dollars. Le déficit budgétaire se monte alors à 17 % du PIB.

1983. - Mise en œuvre du programme PIRE (programme de remise en ordre immédiat de l'économie) visant principalement à ralentir l'inflation et à assainir les finances publiques.

1985. - Très grave tremblement de terre à Mexico, qui provoque la mort de milliers de personnes. Les mesures prises pour écouler les conséquences du séisme aggravent le déséquilibre des finances publiques.

1986. - En conséquence du choc pétrolier, la PIB chute de 3,8 %. Le taux d'inflation dépasse 100 %. La perspective du « plan Baker » de réaménagement de la dette permet au

Mexique d'obtenir environ 8 milliards de dollars de crédits nouveaux. Adhésion du Mexique au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

1987. - Réforme fiscale, ramenant le taux de l'impôt sur les sociétés à 35 %.

1988. - Début des privatisations de grandes entreprises nationales (des liquidations d'entreprises sont déjà intervenues dans le cadre du programme PIRE). Entre 1982 et 1992, le nombre d'entreprises d'Etat a été ramené de 1 155 à 223. En quelques années, les 18 principales banques nationales ont été privatisées, de même que les deux compagnies aériennes.

1989. - Application du « plan Brady » de réduction de la dette extérieure par échange de titres contre des obligations. Les flux de capitaux redeviennent positifs.

1991. - Privatisation de Telmex, la compagnie du téléphone.

1993. - Hausse du PIB de 0,6 %, la plus faible croissance depuis 1986.

1994. - Entrée en vigueur de l'ALENA. Adhésion du Mexique à l'OCDE. Le déficit de la balance des paiements courants, persistant depuis 1988, s'est accru pour atteindre quelque 25 milliards de dollars. En revanche, le PIB devrait progresser de 2,9 %.

Début décembre 1994, avant la bourrasque qui devait s'abattre sur le peso, l'OCDE mettait déjà en relief deux grands risques pesant sur l'évolution de la conjoncture économique mexicaine : le maintien de taux d'intérêt réels (défalcation de l'inflation) élevés, protégeant le peso mais décourageant l'investissement des entreprises, et le manque de compétitivité des producteurs mexicains à l'étranger. La grave crise financière de la fin de l'année 1994 a incontestablement accru ces deux risques.

FRANÇOISE LAZARE

Au cours des trois prochaines années

La France va verser 5,9 milliards de francs au FMI pour aider les pays les plus pauvres

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, et le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, ont signé, mardi 3 janvier, un accord sur la contribution de la France à ce que l'on appelle techniquement la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Il s'agit d'une enveloppe que le FMI utilise pour accorder des prêts à des taux d'intérêt très avantageux (0,5 %) aux pays les plus pauvres dans le cadre de programmes de stabilisation économique et de réformes structurelles.

Au cours des trois prochaines années, la France versera 1 milliard de francs de prêts spéciaux (DTS), soit 5,9 milliards de francs. Au total, 78 pays sont potentiellement bénéficiaires de ces ressources, dont la moitié situés en Afrique subsaharienne. Paris a la « volonté constante » d'aider les pays les plus démunis, a affirmé M. Alphandéry avant de rappeler que la France était, avec le Japon, le premier contributeur de la FASR en 1993 et le second l'année dernière.

Le ministre a indiqué que le taux français d'aide publique au développement par rapport au produit national brut (PNB) s'était « maintenu en 1993 à 0,63 %, alors que la moyenne de nos partenaires de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] baissait de 0,33 % à 0,30 % ». En 1994, ce taux s'élèvera probablement à 0,65 % avec les aides accordées aux pays de la zone franc après la dévaluation, en janvier de l'année dernière, du franc CFA, a ajouté M. Alphandéry.

A. Pu.

RECTIFICATIF : l'économie de l'Arabie saoudite. - Dans l'article consacré aux difficultés de l'Arabie saoudite (le Monde du 4 janvier), nous aurions dû écrire que le royaume avait bénéficié d'un produit intérieur brut en hausse de 6 % en 1994. En revanche, la croissance économique globale n'a pas dépassé 0,6 %. Elle devrait être proche de zéro en 1995.

Selon une étude de l'INSEE

La mortalité infantile continue de baisser en Europe

La mortalité infantile (jusqu'à un an) n'a cessé de baisser en France depuis la fin de la seconde guerre mondiale, souligne une étude publiée par l'INSEE le 4 janvier (1). En 1992, dernière année étudiée, elle était tombée à 6,8 décès pour 1 000 naissances vivantes, un taux inférieur de 30 % à celui de 1981.

L'évolution est générale en Europe de l'Ouest : parmi les quinze de l'Union Européenne et les trois de l'AELE (Norvège, Islande et Suisse), la France n'arrive qu'au onzième rang, derrière les pays scandinaves, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse, la Grande-Bretagne et l'Irlande, ces derniers pays étant très proches.

La mortalité générale régresse aussi. Sur ces dix-huit pays européens, la France arrive en tête pour l'espérance de vie des femmes à la naissance (81,4 ans en 1992), mais au huitième rang pour celle des hommes (73,2 ans). Elle est le pays où l'écart entre les

sexes est le plus important ; il ne dépasse sept ans qu'en Finlande, au Portugal et en Espagne.

Jusqu'à 1977, l'espérance de vie des femmes a davantage progressé que celle des hommes ; aujourd'hui, elles augmentent au même rythme et chaque sexe a gagné trois ans. La progression est parallèle à tous les âges, mais à tous les âges aussi l'espérance de vie des femmes est plus longue, en raison de la « surmortalité » masculine : entre dix-neuf et vingt-six ans, par exemple, il meurt trois fois plus d'hommes que de femmes.

On note d'autre part que l'espérance de vie des gens mariés est plus longue que celle des célibataires, que le nombre de décès est plus important en janvier que les autres mois et que le lundi est le jour le plus funeste de la semaine.

G. H.

(1) INSEE Première, n° 353, décembre 1994.

REPÈRES

UNEDIC

Baisse du nombre de chômeurs indemnisés en novembre

En novembre, selon les statistiques publiées par l'UNEDIC, le nombre d'allocataires du régime d'assurance-chômage a baissé de 0,6 % en données corrigées et de 3,6 % en un an. Il s'élevait à 2 809 100. Sur ce total, 2 348 900 étaient des demandeurs d'emploi indemnisés (-4,8 % en un an), dont 1 888 400 dans le cadre du régime d'assurance chômage proprement dit (-8,6 % en un an), 16 400 bénéficiaires de l'allocation d'insertion (-14,8 % en un an) et 444 100 chômeurs de longue durée pris en charge par l'allocation de solidarité spécifique (+15,5 % en un an).

Par ailleurs, 236 500 de ces allocataires suivent une action de formation et bénéficient des indemnités correspondantes (+0,4 % en un an) et on compte 233 500 préretraités (+8,2 % en un an) dans le cadre du FNE (Fonds national de l'emploi) ou de la mesure de garantie de ressources.

SOCIAL

Force ouvrière refuse tout pacte social

La série des rencontres bilatérales entre les cinq confédérations syndicales et le CNPF devaient s'ouvrir, mercredi 4 janvier, par une première entrevue avec Force ouvrière. A cette occasion, Marc Blondel, secrétaire général de FO, déclare le jour même, dans un entretien publié par les Echos, que « le volontarisme de Jean Gandois de relancer la politique contractuelle est bonne ». « Plus nous serons capables de discuter avec le patronat et plus nous remettrons l'Etat à sa place (...) car jamais un gouvernement qui se prétend libéral n'a été aussi dirigé dans le domaine social », affirme-t-il, tout en ajoutant, pour fixer les limites de la discussion : « Nous refusons tout pacte social ».

Fidèle à sa démarche, M. Blondel réplique qu'on ne peut pas opposer salaires et emploi et préconise de « faire repartir les salaires ». « La principale vertu d'une relance serait de redonner confiance », poursuit-il, avant de proposer de coupler cette relance « avec une baisse de la durée du travail pour atteindre trente heures par semaine en l'an 2000, en concertation avec nos partenaires européens ».

ÉTATS-UNIS

L'indice composite à 57,8 % en décembre

L'indice composite de l'activité économique publié par les directeurs des achats des principaux groupes américains a baissé à 57,8 % en décembre 1994, contre 61,2 % en novembre. Douze secteurs sur vingt ont enregistré une hausse de l'activité, au lieu de dix-sept, ce qui traduit un certain ralentissement dans la poursuite de la croissance. La composante prix de cet indice a inquiété les marchés financiers et tendu les taux d'intérêt à long terme.

ITALIE

Inflation : + 0,4 %

Les prix en Italie ont augmenté de 0,4 % en décembre 1994 par rapport à novembre, ce qui correspond à une hausse de 4,1 % en rythme annuel - contre 3,7 % en novembre -, selon l'Institut national de statistiques (Istat). Ce résultat est le moins bon des huit derniers mois.

ALLEMAGNE

Production industrielle : - 0,1 %

La production industrielle dans la partie ouest de l'Allemagne a baissé de 0,1 % en novembre par rapport à octobre en données provisoires corrigées des variations

saisonnnières. La production avait augmenté de 1 % en septembre puis en octobre par rapport aux mois précédents. En un an (octobre-novembre 1994 comparé à octobre-novembre 1993), la production industrielle est en hausse de 4,5 % et le bâtiment, de 7,1 %.

AUTRICHE

Chômage stable

Le taux de chômage en Autriche (4,4 %) est resté inchangé en décembre, a annoncé le ministre des affaires sociales autrichien, mardi 3 janvier. Au total 251 513 personnes étaient sans travail en décembre, soit 17 504 personnes de moins qu'en décembre 1993.

Pour défendre la peseta

La Banque d'Espagne relève ses taux d'intérêt

La Banque d'Espagne a relevé, mercredi 4 janvier, le taux de ses primes en pension à dix jours de 7,35 % à 8 % lors de la première adjudication de l'année.

Après cette annonce, la plupart des grandes banques espagnoles ont porté leur taux de base de 7,35 % à 8 %. Le taux directeur de la Banque d'Espagne avait été maintenu à 7,35 % depuis le 3 août 1994.

Le peseta avait subi des attaques ces dernières semaines sur les marchés des changes, en raison des incertitudes politiques espagnoles.

Le 9 janvier, vous découvrirez les pages « Société » du nouveau Monde.

« Education, formation, insertion, immigration, santé, environnement, justice... Pour comprendre comment la France du quotidien réagit aux décisions de la France institutionnelle, nous allons vous emmener au cœur des réalités de chaque jour. »

Franck Nouchi responsable de la séquence « Société »

Le Monde

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

RUE DE SEVRES, 1^{er} p. de l. 2,3 p. env., cuis., bain, w.c., 4^e ét., meublé, 73 m², état, cave, log. de ch. 42-46-19-00

6^e arrdt

Quart. BUCI, 1^{er} p. de l. 2,3 p. env., cuis., bain, w.c., 4^e ét., meublé, 73 m², état, cave, log. de ch. 42-46-19-00

CENSIER 6 PIÈCES

140 m², 4^e ét., 2^e p. de l. 1, 130 000 F, 42-46-19-00

15^e arrdt

RUE DE SEVRES, 1^{er} p. de l. 2,3 p. env., cuis., bain, w.c., 4^e ét., meublé, 73 m², état, cave, log. de ch. 42-46-19-00

17^e arrdt

PTE MAILLOT 300 m², GRAND LUXE, 770 000 F, 42-46-19-00

91 Essonne

91840 SOISSY-SUR-ECOLE, 2^e p. ISANIERE, S.D.L., W.C., 4^e ét., 130 000 F, 42-46-19-00

appartements achats

Rech. URGENT 100 à 120 m², PARIS, paiement comptant, chez notaire, 48-73-48-07

PARTENA ÉLYSÉE

14, av. Montaigne, 47-20-17-52, rech. beaux appartements, démarches de prêt, vente ou location

maisons individuelles

VAUGRAND, 1^{er} p. de l. 2,3 p. env., cuis., bain, w.c., 4^e ét., meublé, 73 m², état, cave, log. de ch. 42-46-19-00

locations non meublées offres

1^{er} PALAIS ROYAL, 1^{er} p. de l. 2,3 p. env., cuis., bain, w.c., 4^e ét., meublé, 73 m², état, cave, log. de ch. 42-46-19-00

locations non meublées demandes

7^e SEJOUR, AV. Saxe, 1^{er} p. de l. 2,3 p. env., cuis., bain, w.c., 4^e ét., meublé, 73 m², état, cave, log. de ch. 42-46-19-00

locations meublées offres

J.F. RECH. ETUDIANT pour partager appart. 3 p., 74 m², 1^{er} ét., agr. 1^{er} ét., 130 000 F, 42-46-19-00

bureaux locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATION et tous services 48-25-17-50

locaux commerciaux

LOFT COMMERCIAL SUR RUE 250 m², varié, cave de 7^e quartier mode, environnement prestigieux, tous commerces, 42-22-22-08

LE MONDE DES CARRIÈRES

AVOCAT (en Conseil de l'Etat) spécialiste immobilier recherche COLLABORATEUR

salarié ou non salarié 5 à 10 ans de pratique de consultations et rédaction FORMATION FISCALE

Envoyer lettre + CV + photo. MAITRE MOUTAFY 55 rue de Valenciennes 75017 PARIS

CONSULTANT JUNIOR

Profil : formation supérieure type Sciences Eco avec ou sans spécialisation en économie d'entreprise et/ou économie internationale.

Mission : participer à des études économiques et statistiques sur les PME. Cette mission de 6 mois pourra éventuellement être prolongée.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre motivation, C.V., photo et références, sous pli scellé, à : Charles KENYON, 7 rue Robert-le-Coin, 75016 Paris.

AS. CENTRE THÉOLOGIQUE MEYLAN GRENOBLE Form. ch. d'off. ch. d'off. ch. d'off.

DIRECTEUR Foyer Étud.

180 élèves. Resp. pédagogique de ch. d'off. C.V. à POF CIM 15, chemin de la Concorde, 92840 MEYLAN

Artisans

Artisan efficace trav. peinture, papier, papier, nouage. Tél. : 42-26-51-84

Autos

205 Style, année 1993, CV, 37 500 km. Prix Argus : 44 000 F. A débiter. Tél. bureau : 40-85, 26-96 (Dom. : 69-40-23-31, apr. 21 h.)

Vacances

Tourismes

SKI DE FOND HAUTJURA, 3 h de PARIS TGV YVES ET ILLIANE VOUILLON dans une anc. ferme caennaise de 400 m².

Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, prod. locaux, et rég. chambre avec s. de bain + w.c. Tarif : sem./pers. 2 500 F à 3 150 F selon période, les compl. (pension complète + vin ou repas, matériel ski incl.) Tél. : (01) 61-38-12-51 ou 61-38-12-52, 23000 LAIGNEYRE

VIE DES ENTREPRISES

A la suite de mauvais résultats

Le patron de la filiale allemande d'Alcatel quitte le groupe

L'heure est au grand ménage chez Alcatel SEL, la filiale allemande d'Alcatel-Alsthom, dont les piètres performances de 1994 ont obéré lourdement les résultats du groupe présidé par Pierre Suard. Le conseil de surveillance de la firme, réuni mardi 3 janvier, a ainsi annoncé une réorganisation drastique de ses structures de management, avec, pour conséquence première, le départ de son patron Gerhard Zeidler, président du directoire depuis mars 1989. Le nom de son remplaçant n'a pas encore été communiqué.

Par ailleurs, les responsabilités opérationnelles, décentralisées jusqu'ici, sont reconcentrées au niveau du directoire, dont le représentant est Peter Landsberg, le patron de la division Network Systems.

Affecté par la nouvelle politique d'achats de Deutsche Telekom, l'opérateur allemand de télécommunications — dont Alcatel SEL est le second fournisseur

après Siemens — et par les baisses de prix consécutives, Alcatel SEL devrait afficher une perte opérationnelle de 300 millions de marks en 1994 (plus d'un milliard de francs), auxquels vont s'ajouter 200 à 300 millions de marks pour frais de restructuration.

M. Zeidler, qui quitte Alcatel SEL « à la suite d'un accord à l'amiable », selon le communiqué diffusé en Allemagne, paie pour ces difficultés dont l'ampleur exacte n'a été connue que tardivement.

5 300 suppressions d'emplois en deux ans

Depuis, la firme allemande a présenté un plan d'économies très sévère qui se traduit notamment par la suppression de 2 300 emplois en 1994 et 3 000 en 1995, ramenant ainsi en deux ans ses effectifs totaux à 16 000 personnes. Ces mesures de restructuration ont provoqué des réactions très vives de la part des salariés,

des syndicats et des autorités politiques du Bade-Wurtemberg, région qui sera particulièrement touchée.

Le départ du patron d'Alcatel SEL intervient par ailleurs quelques semaines après celui de son adjoint, Hans-Ulrich Schroeder, un dirigeant suisse de cinquante et un ans, qui, dans la tourmente, a décidé de rejoindre le groupe helvétique de télécommunications Ascom, dont il doit prendre la présidence au 31 janvier. Ascom qui a enregistré un déficit record de 336 millions de francs suisses en 1993 (1,34 milliard de francs français) est également en pleine restructuration.

Un autre départ important devait intervenir, celui du patron de la filiale belge d'Alcatel pour l'opérateur de télécommunications Belgacom. Ces changements marquent le début d'une ample modification de l'état major d'Alcatel télécommunications.

C. M.

Echec pour la Lyonnaise des eaux

Strasbourg choisit EDF pour traiter ses déchets

STRASBOURG

de notre correspondant régional

La Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a décidé de confier le traitement des ordures ménagères à un groupement conduit par EDF, se séparant ainsi de la Lyonnaise des eaux. Cette décision a été prise par le conseil d'administration de la CUS, qui devait se prononcer jeudi 5 janvier.

« La décision de la CUS n'a rien de faire avec la politique et les affaires ; la meilleure preuve, c'est que le conseil de communauté s'est prononcé à l'unanimité », explique Catherine Halbach, directrice du Service de la propriété de Strasbourg.

La responsabilité de l'usure d'incinération des ordures ménagères n'est pas tendue avec la gestion d'Altrium, société concessionnaire (dont le capital est détenu à 96 % par la Lyonnaise des eaux) qui, selon elle, « aurait les jours », ajoutant la pollution : « Jusqu'à 800 milligrammes de poussières certains jours contre 150 milligrammes autorisés par la loi. »

Au bout du compte, l'unité strasbourgeoise nécessitait une sérieuse rénovation qu'Altrium évaluait à 5 millions de francs par an, qui devaient venir s'ajouter aux 43 millions de la contribution annuelle payée par la ville pour l'élimination des déchets.

Le contrat était conclu pour trente ans

Devant l'ampleur de la facture, la CUS, présidée par Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg, décidait de dénoncer le contrat conclu en 1975 pour une durée de trente ans et de traiter le dossier sous un autre angle. Jusqu'ici, seulement 25 % de l'énergie produite par l'usine d'incinération sous forme de vapeur était vendue à des industriels locaux.

L'appel d'offres remporté par le groupement emmené par Protergia (filiale à 100 % d'EDF) associée à l'Electricité de Strasbourg et à la TIRU (Traitement industriel des résidus urbains, filiale à 51 % d'EDF et pour 25 % chacune de la Lyonnaise et de la Générale des eaux) concerne à la fois la destruction des ordures et la valorisation énergétique. Le nouveau partenaire investira 90 millions de francs en deux ans pour produire et vendre de l'électricité équivalente à la consommation de 10 000 foyers.

Bien que la Lyonnaise ait déposé une offre comparable, les élus strasbourgeois n'ont pas cru en sa capacité d'assurer cette double mission. Et qui qu'on dise les responsables locaux, les affaires de corruption qui ont marqué l'actualité récente n'ont pu qu'avantager EDF, qui fait preuve de sa détermination à passer outre aux recommandations de l'ancien ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, pour qu'elle mette un frein à ses opérations de diversification en France.

Selon les experts de la ville, les économies réalisées atteindraient 14 millions de francs chaque année et paieront une partie des 80 millions nécessaires pour réaliser une installation de lavage des fumées et mettre en conformité l'usine d'incinération avec les normes européennes antipollution applicables à compter du 1^{er} décembre 1996.

MARCEL SCOTTO

ÉLECTRONIQUE

SONY va lancer cette année la fabrication de téléphones portables en Europe. Le groupe électronique japonais Sony va commencer fin 1995 à assembler et à commercialiser en Europe des téléphones portables numériques à la norme pan-européenne GSM, affirme le quotidien économique nippon *Nihon Keizai Shimbun* dans son édition du 3 janvier. Pour se lancer sur ce marché, Sony devrait choisir l'un de ses trois sites européens spécialisés dans la production de matériel audiovisuel (Grande-Bretagne, Italie et Espagne), affirme le journal, échangeant implicitement les usines alsacienne et aquitaine du groupe. Actuellement, Sony exporte du Japon vers l'Europe

des téléphones portables de technologie traditionnelle (« analogique »). Les modèles numériques vendus sous sa marque sont en fait fabriqués par l'allemand Siemens.

FINMECCANICA sort du holding italo-français SGS Thomson. Le groupe Finmeccanica a cédé sa part de capital du holding italo-français SGS Thomson Microelectronics Holding, spécialisé dans les semi-conducteurs, pour un montant d'environ 70 millions de francs (23,5 millions de dollars), a annoncé la firme à Rome mardi 3 janvier. Finmeccanica a vendu sa participation de 1,86 % à la Mel-Microelectronics Italiana, appartenant au groupe Iri, qui détient lui-même directement 48,14 % de SGS Thomson. Les 50 % restants sont détenus par les actionnaires français CEA-Industrie, France Telecom et Thomson CSF à travers la FITCI.

INGÉNIERIE

La SNCF et la RATP vont fusionner leurs filiales Sofrafil et Sofratru. La RATP et la SNCF ont décidé de franchir une nouvelle étape dans le développement de leur activité ingénierie internationale, ont-elles annoncé dans un communiqué en date du 3 janvier. Elles vont en effet procéder au cours du premier semestre 1995 à la fusion juridique de leurs filiales Sofrafil et Sofratru en une seule société qui constituera avec, environ 500 personnes, le pôle français du groupe international Systra.

MARCEL SCOTTO

Avis d'appel d'offres international

La Société togolaise du coton (SOTOCO) lance un appel d'offres pour la fourniture en 4 lots, de 545 000 litres d'insecticides binaires (pyréthrin + organophosphoré) en formulation EC, pour la campagne cotonnière 1995/1996.

Prix du dossier : 1 500 F par lot.

Date limite de dépôt des offres : 22 février 1995 à Atakpamé (Togo).

Les dossiers d'appel d'offres, ainsi que tout renseignement complémentaire, peuvent être obtenus auprès de la Compagnie Française pour le Développement des fibres Textiles CFDT (Attention Direction du Développement Rural), 13, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42-99-54-52. Télécopie : 43-59-50-13.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 4 janvier • Ferme

La timide reprise enregistrée mardi pour la première séance de l'année 1995 se confirmait mercredi 4 janvier en début de journée dans un marché qui souffrait toutefois du manque d'activité. En hausse de 0,80 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait, trois quarts d'heure plus tard, un gain de 0,45 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises s'inscrivaient en hausse de 0,87 % à 1 898,56 points. Sur le marché à règlement mensuel, le montant des échanges atteignait 888 millions de francs.

Selon les boursiers, cette hausse des actions saute le réajustement du dollar, mais aussi celle des marchés obligataires européens : le MATIF, qui gagnait 0,12 % à l'ouverture, progressait de 0,06 % à 109,86, et le Bund allemand était en hausse de 0,02 %.

NEW-YORK, 3 janvier • Modeste avance

Wall Street a conclu la première séance de 1995 sur un modeste gain, alors que l'activité réduite reste typique de la période de fin d'année. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé en hausse de 4,04 points, soit 0,11 % à 3 838,48 points.

Les marchés financiers et de matières premières étaient fermés lundi pour le long week-end du Nouvel An. Quelques 250 millions d'actions seulement ont été échangées. Les hausses et les baisses se sont équilibrées : 1 173 contre 1 192, à 546 valeurs inchangées.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a grimpé à 7,91 % contre 7,87 % vendredi, en raison de la progression en décembre de 83 % de la composante prix de l'indice des directeurs d'achat, soit son plus haut niveau depuis mars 1990.

LONDRES, 3 janvier • Stable

La Bourse de Londres a stagné, mardi 3 janvier, pour la première séance de l'année, en raison des incertitudes pesant sur l'inflation et l'évolution des taux d'intérêt. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent premiers titres a clôturé en hausse de 0,2 point à 3 085,7 points.

La séance a été calme alors que de nombreux opérateurs prolongaient leurs congés de fin d'année. Environ 294,2 millions de titres ont été échangés, contre 198,9 millions vendredi en clôture. La tendance a initialement été affectée par la publication du rapport des directeurs d'achat britanniques pour le mois de novembre, qui a montré des signes de hausse de la demande.

Du côté des valeurs, parmi les plus

TOKYO, 4 janvier • Repli

La Bourse de Tokyo a clôturé en légère baisse mercredi 4 janvier, pour sa première séance de l'année. La séance n'a porté que sur la médiane pour cette reprise des cotations, le rythme normal des échanges ne reprenant que jeudi. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a clôturé en repli de 30,02 points, soit un repli de 0,20 %, à 7 684,04 points. Le volume d'affaires a totalisé 76 millions de titres, contre 128 millions le

CHANGES

Dollar : 5,3768

Le dollar gagnait quelques fractions mercredi sur le marché des changes parisiens, à 5,3768 francs contre 5,3695 francs la veille (cours indicatif de la Banque de France). Le deutschemark reculait légèrement à 3,4452 francs contre 3,4469 francs mardi soir (cours Bof).

FRANCFORT 3 jan. 4 jan.

Dollar (en DM) 1,6542 1,6504

TOKYO 3 jan. 4 jan.

Dollar (en yen) 101,18

MARCHÉ MONÉTAIRE (taux privés)

Paris (4 jan.) 5 1/4 % - 5 3/8 %

New-York (3 jan.) 5 7/8 %

BOURSES

PARIS 30 déc. 3 jan.

SBF (base 1000 : 31-12-87) 1 898,56
CAC 40 (base 100 : 31-12-87) 1 898,56
SBF (base 1000 : 31-12-87) 1 898,56
Indice SBF 120 1 287,03
Indice SBF 250 1 250,46

NEW-YORK (indice Dow Jones) 30 déc. 3 jan.

Industriel 3 838,48

LONDRES (indice Financial Times) 30 déc. 3 jan.

100 valeurs 3 085,70
30 valeurs 3 085,70

FRANCFORT 3 jan. 4 jan.

Dax 2 806,58 2 804,76

TOKYO 30 déc. 4 jan.

Nikkei Dow Jones 7 684,04
Indice général 1 559,10 1 553,48

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT COURS TERME TROIS MOIS

Demande Offre

\$ E.U. 5,3750 5,3760 5,3690 5,3710

Yen (100) 160,81 160,82 160,81 160,82

Ecu 1,3661 1,3662 1,3661 1,3662

Deutschmark 3,4441 3,4442 3,4441 3,4442

Franc suisse 4,0812 4,0813 4,0812 4,0813

Lire italienne (1000) 3,3605 3,3606 3,3605 3,3606

Livre sterling 6,5596 6,5597 6,5596 6,5597

Peseta (100) 166,64 166,65 166,64 166,65

Coréenne (100) 4,0629 4,0630 4,0629 4,0630

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS TROIS MOIS SIX MOIS

Demande Offre

\$ E.U. 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 %

Yen (100) 2 3/4 % 2 3/4 % 2 3/4 % 2 3/4 %

Ecu 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 %

Deutschmark 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 %

Franc suisse 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 %

Lire italienne (1000) 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 %

Livre sterling 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 %

Peseta (100) 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 %

Coréenne (100) 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 % 5 1/4 %

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DI

Comptant

BOURSE DE PARIS DU 4 JANVIER

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0.73 % (1899.62)

Comptant (sélection)	Sicav (sélection) 3 janvier
----------------------	-----------------------------

VALEURS	% de nom.	% de compos.	VALEURS	Compos. orig.	Dernier cours	VALEURS	Compos. orig.	Dernier cours	VALEURS	Compos. orig.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
---------	--------------	-----------------	---------	------------------	------------------	---------	------------------	------------------	---------	------------------	------------------	---------	-------------------------	---------------	---------	-------------------------	---------------	---------	-------------------------	---------------

Obligations	Durley Dated 1/1/1981	665 610	— 510	Étrangères	Actionnaire C. Actionnaire D.	34355,95 70010,34	34355,95 70010,34	Exotic Leaders Corporation	1232,64 1419,91	1150,74 ♦ 30048,91	11657,45 30048,91	11657,45 ♦ 30048,91
-------------	--------------------------	------------	----------	------------	----------------------------------	----------------------	----------------------	-------------------------------	--------------------	-----------------------	----------------------	------------------------

Commodities Brent Oil: 1710 Euro-Basine Vichy: 2501 BPC: 94 101.12 1.504 1.20F				Exchange AEG AG: 650 New York: 1206 100.15 670				Noranda Mines: 90.00 95.10 100.00 96.10				Anis-gan: 1005.73 7726.05 10750.75 10750.75 205.45 205.45				Euro-Gan: 7030.00 7937.00 17600.25 17601.25 17601.25				Pricny, Escorial: 97.00 98.01 23653.29 23653.29 980.50			
---	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

DEFINITE 9.3% 90 CA	100.00	4,535	Edelman, Philip	4535	---	Alfred Thayer Fox	925	---	Flax, David	110.00	---	Augustine Mikoyan U	720.13	780	Flanagan, John	1,617.00	1,617.00	Francis, J.	318.21	318.21
DEFINITE 9% 90 LA	100.00	3,483	Edelman, Stephen C.	843	---	Alcan Aluminum	134.90	---	Fiscio, Cy	48.85	49	Augustine Tridore	791.72	791.72	Francis Garneau	290.38	290.38	Francis, J.	161.83	159.44
DEFINITE 9% 32 40 TSH	---	4,809	Edelman, Stephen C.	133	140.50	Arbitel	777	---	Robeco	341.20	341.20	Arbitel, Court Tenet	8755.93	8755.93	Francis Obligations	452.11	452.11	Reverend Trimmer	514.06	514.06
	---	4,809	Edelman, Stephen C.	720	---	Arbitel	175.90	---	Robeco	175.90	---	Arbitel, Court Tenet	8755.93	8755.93	Francis Obligations	452.11	452.11	Reverend Trimmer	514.06	514.06

[illegible]

CLF 88-91 CAV	182,00	2,25%	Fonciere 04/01	500	380	Linamar Corp.	25,10	250	S&P Energy Pte	34	34	Alcoa Alum	165,10	102,01	GM Independent	5060,30	4991,04	St Monrore Invest	32,00	1950,00
CLF 10,25% 90 CBV	108,36	0,28%	Fonciere Euris	191	192	CLJF SPA	5,10	51	S&P Alcolacolor	91	91	Alcoa Emergent	960,30	11776,74	Gestilim	1776,74	St Monrore Pacifico	828,24	786,96	
CLF 0,5% 88 CAV	102,57	5,38%	Fonciere #	500	480	Commerzbank AG	1065	222,68	Tenoco Inc.	528,40	515,51	Alcoa Futur C	528,40	515,51	Hanover	1500,00	1457,00	St Monrore Real	10050,02	17800,00

CF 9408 9393 CAJ	102,76	8,386	France LAJO	313	519	Lower Chemical CO.	367	-	Henry Mol.	35	-	About Future U	513,89	501,31	NEAN Monitors	16976,76	16976,76	Socartec	2817,35	2817,35
CNA 95 4932 CB	101,75	6,041	France SA I	755	755	Fast Ord	18,30	-	West Rand Cons	9,05	-	Aurolec	1995,27	1530,19	Indicia	1693,60	10727,71	Socart-Gas	12456,59	12971,74
CHN 8 959292 93-94CB	108	4,533	France Paul-Bonard	2059	-	G.B.L.(Bruc-Lamb)	630	630	-	-	-	Aventis Alizes	1855,85	1819,45	Indust.Fine.Chem.LT	14002,31	17951,91	Socart-Rour	16677,44	16677,44

DRH 0.5% 87-88 C.V.	101.25	7,193	Begmont 1	272	275	Gevant	215.20	—	—	Ava Capital	265.33	189.26	Intenpay 0	107.37	107.10	Sureinvestor	3146.12	3146.12
EDF 0.5% 87-88 C.V.	101.61	7,510	Geminet	195	190.50	Glozo Holdings Plc	54.00	55.00	—	Axi Court Terme	969.06	969.06	Intenpar	10450.94	10452.22	SEVEA	193.23	108.71
EUF 0.5% 82 C.V.	100.84	6,382	Gevotex	1106	—	Goodyear T.S. R.Cy	181	180	—	Axi Crn.Er.Irvn	1014.00	994.54	Intenparity	5991.28	9395.92	SFF-CHP Assur	768.10	700.81

Ena,Enr(10.25%)CA.....	183.20	1,577	G.T.J.(Transport).....	409.50	412.20	Hayward Inc.....	161	-	-	-	Ava,Eq./I,Ex,Asengr.....	818.18	794.56	Inter-Region Fco.....	536.93	529.40	S.G. France export. C.....	1438.39	1410.19
Emp,Extr(5.75%)CA.....	56.38	2,877	Vansteel 2.....	300	300	Johnsburg Cons.....	136	-	-	-	Ava Europe.....	128.35	124.51	Japanic.....	180.31	175.06	S.G. France export. D.....	1425.29	1399.34
Emp,Extr(5.75%)CA.....	56.38	1,962	Johnsburg 2.....	789	789	Kubota Corp.....	35.70	-	-	-	Ava Investments.....	177.81	114.38	Japaneseng.....	338.43	-	S.G. Mexico export. C.....	979.87	969.68

Financed A/R % 30 PCB	107.01	8,880	la Marshall 2	5490	5490	Ass WFL	143.23	139.18	Latino C	2699.48	2695.44	S.E. Mode report. 0	978.01	969.50
Financed A/R % 90 CAJ	105.67	4,381	Invest (Ste Co.)	1490	1490	Ass On Fr. Estates	153.05	148.59	Loan Association	11394.58	11394.58	Sicav Associations	2207.04	2207.04
DAY N 75% 90% CAJ	105.67	5,339	Inter Bonjeans	1525		Ass On Fr. Fr. Mex II so	141.78	137.05	Loan Institution	35302.28	35302.28	Sicav 5,000	488.41	487.55

QAT 0.8% 1/16 CAY	102.78	9.102	Localisanciero	457.30	--
QAT 0.8% 1/16 CAY	102	4.635	Lovene I.	220	271.50
QAT 0.8% 1/16 CAY	105.73	0.507	Lovine	95	--

QAT 85-90 TIME CA	100,05	6,221	Machines Brel	22,16	-	Boue Hydro Energie	326	-	Ornel (C)	1050	-	Confence 1	1021,30	1021,30	Livrat Portabail	794,40	761,55	Silvaresa	232,29	206,13	+
QAT 85-90 TIRA	99,97	1,248	Monopropyl Uapir	170	-	BIE	60	-	Partic Perlier *	208	-	Confence 2	1024,02	1013,60	Mediterranee	217,80	211,48	Shifter	515,50	501,78	+
QAT 85-90 TIRA	104,79	6,093	Mini Poulsson	400	-	Renedicrino * non	4125	-	Bonatti	756	-	Confence 3	1012,70	1012,18	Musical CIE	1009,52	998,62	Sonoplancia C	1312,94	1287,20	+

QAT 12/10/09 CAV	104.73	3,682	Blondie's (W)	140		Blondie's (W)	140	Salva	115.50	Capicostars	7408.76	7401.28	Meredith	8289.42	8289.42	Soyuzfrance D	1248.33	1223.91
QAT TMB QUAS CA	93.30	5,481	Mors 2 P	15	17.20	Blazy-Dues*	999											
QAT 1/12/09 CAV	100.66	4,396	Navigation (W)	17		Brasserie Maroc	381	St-Gabriel(Fin)*	151	Capibilly	7314.61	7246.15	Mont-Gis	10106.28	10106.28	Sophyenne	253.76	280.67
QAT 12/10/09 CAV	100.00	4,979	Quincy (W)	1245		Polino*	48.70	St-Gabriel (Futur)	1000	Capicost	1451.71	1456.73	Mond-Gis	10014.03	10014.03	Sonyex	1123.92	1011.83

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

James C. Monroes 2	943	943	Solings	3610	---	Garret SA	700	---	Exec. Chivaliers	2670.04	2680.02	Hein Valuers	912.30	894.41	Uni-Garment 0	1300.34	1276
B.N.P. Marcon 2	276.50	271.50	Southern Antiques	911	525	CESEP	150	165	Relief of Continuity	103	160	Nippon-Gun	7233.11	6954.01	Uni Regions	1489.48	1433.13
Bidenstein Ind	110	---	Social	404	404	CFPI	251.10	262	Sorbo 2	410	430	Nord Sol Develop	1804.01	1808.28	Univ	280.25	280.25
						C.N.I.L.L.	914	---	Souls 2	428	419						

STP (a) 2	19	19	Riding	256	256	CALTEX	257		Escr. Maurice	1884,30	1884,30	Officio-Mondial	2547,53	254,26 +	Univers Actions	1570,56	1532,86
Cambridge	805	840	Your Ethel	256	300	Codotour	259	257,50	Solco Ily.	182	182	Escr. Trieste	251,43	251,43	Univers Obligations	1525,25	1580,20
Carlone Lorraine 2	554	550	Elyo 2	280	229	Crooks	110	-	Sapca 2	230		Escr. Triestopol	1227,94	1227,94	Vallory	2259,72	2257,46 +
						Drebley-LTA	100		TFL-1	400	430						

OSC 1	347.50	342	Vent 2	342	—	Daughter 1 (L)	—	—	Basical D	119.59	116.11	Diag. the cent	205.72	202.58	Vatral	32121.43	32105.30
Consipain Blazzy	300	391	Devantay 2	990	—	Thermoder Hold(Ly)	382	400	Eloach	650069.66	650069.66	Offline	1618.17	1602.15	Wieratral St-Haard	237.51	228.84
Caragen Holding	35.05	—	Vexx	132.40	—	Labor Dolores	184	184	Unling 2	274	289.50	Offline	1977.52	1977.52	—	—	—
						Yat of Cio #	100.14	170	Exerence Poste D	100.14	92.22	Offline	1977.52	1977.52	—	—	—

[illegible][illegible]

Credit (en Lrd.)	29	28/29	CHANGEMENTS DE MONNAIES	---	---	LA BOURSE SUR MINUTEL	---	---
Marché des Changes			Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINUTEL		
						Motif (Marché à terme international de France)		

[illegible]

Cours indicatifs	préc.	03/01	achat	vente	de livraison	préc.	03/01
Erate 1 ton (1 ton)	5.3480	5.3995	5,15	5,75	Or fin (pale au barre)	65800	65700

Ecu (mille 1000).....	6,5990	6,5815	—	—	Dr fin (en lingot).....	80330	89950
Ecu.....	345,1300	344,6900	333	357	Napoléon (20f).....	390	380
Allemagne (100 dm).....	18,7914	18,7705	16,20	17,30	Pièce Fr (10 f).....	400	—

[illegible][illegible]

Grèce (100 drachmes).....	2,225	2,225	1,30	419	Pièce 2 francs.....	500	245	Ø 44-43-76-26	Précédent.....	108,90	109,28	108,72	Précédent.....	1889	1899	1908,50
Suisse (100 f).....	407,6300	408,1700	395	77	Pièce 50 pesos.....	2435	2445		Pièce 10 florins.....	385	389					
Suède (100 krs).....	71,6500	71,9100	87	77												

Norvège (100 k)	73,0800	78,9800	74	83
Autriche (100 sch)	48,0460	48,9920	47,40	50,50
Espagne (100 pes)	4,0575	4,0630	3,80	4,40

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

1. Paiement mensuel de 100 unités de la monnaie nationale

2. Paiement mensuel de 100 unités de la monnaie nationale

ABRÉVIATIONS

B = Banque

L = Litre

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 = valeur éligible au PEA

Portugal (100 esc)	3.550	3.580	2,95	3,85
Canada (1 \$ can)	3.807	3.842	3,80	4,20
Japon (100 yens)	5.910	5.915	5,23	5,58

Lundi date mardi : % de variation 31/12 - Mardi date mercredi : montant du coupon - Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi date vendredi : compensation - Vendredi date samedi : montant de négociation

Ly = Lyon M = Marseille
 Nv = Nancy Ns = Nantes

■ coupon détaché • droit détaché ◊ cours du jour ♦ cours précédent
 o = offert • d = demandé † offre réduite ‡ demande réduite # contrat d'animation

[illegible]

1. *Journal of the American Medical Association*, 2000; 284: 2689-2694.

Figure 1. The effect of the concentration of the *Agrobacterium* strain on the transformation efficiency of *Agrobacterium* strain 101. The *Agrobacterium* strain 101 was cultured in YEA medium for 24 h at 28 °C. The cell concentration was adjusted to 1.0 × 10⁸ cells/mL. The cell suspension was mixed with the cell suspension of the *Agrobacterium* strain 101 at a ratio of 1:1, 1:2, 1:3, 1:4, 1:5, 1:6, 1:7, 1:8, 1:9, 1:10, 1:11, 1:12, 1:13, 1:14, 1:15, 1:16, 1:17, 1:18, 1:19, 1:20, 1:21, 1:22, 1:23, 1:24, 1:25, 1:26, 1:27, 1:28, 1:29, 1:30, 1:31, 1:32, 1:33, 1:34, 1:35, 1:36, 1:37, 1:38, 1:39, 1:40, 1:41, 1:42, 1:43, 1:44, 1:45, 1:46, 1:47, 1:48, 1:49, 1:50, 1:51, 1:52, 1:53, 1:54, 1:55, 1:56, 1:57, 1:58, 1:59, 1:60, 1:61, 1:62, 1:63, 1:64, 1:65, 1:66, 1:67, 1:68, 1:69, 1:70, 1:71, 1:72, 1:73, 1:74, 1:75, 1:76, 1:77, 1:78, 1:79, 1:80, 1:81, 1:82, 1:83, 1:84, 1:85, 1:86, 1:87, 1:88, 1:89, 1:90, 1:91, 1:92, 1:93, 1:94, 1:95, 1:96, 1:97, 1:98, 1:99, 1:100, 1:101, 1:102, 1:103, 1:104, 1:105, 1:106, 1:107, 1:108, 1:109, 1:110, 1:111, 1:112, 1:113, 1:114, 1:115, 1:116, 1:117, 1:118, 1:119, 1:120, 1:121, 1:122, 1:123, 1:124, 1:125, 1:126, 1:127, 1:128, 1:129, 1:130, 1:131, 1:132, 1:133, 1:134, 1:135, 1:136, 1:137, 1:138, 1:139, 1:140, 1:141, 1:142, 1:143, 1:144, 1:145, 1:146, 1:147, 1:148, 1:149, 1:150, 1:151, 1:152, 1:153, 1:154, 1:155, 1:156, 1:157, 1:158, 1:159, 1:160, 1:161, 1:162, 1:163, 1:164, 1:165, 1:166, 1:167, 1:168, 1:169, 1:170, 1:171, 1:172, 1:173, 1:174, 1:175, 1:176, 1:177, 1:178, 1:179, 1:180, 1:181, 1:182, 1:183, 1:184, 1:185, 1:186, 1:187, 1:188, 1:189, 1:190, 1:191, 1:192, 1:193, 1:194, 1:195, 1:196, 1:197, 1:198, 1:199, 1:200, 1:201, 1:202, 1:203, 1:204, 1:205, 1:206, 1:207, 1:208, 1:209, 1:210, 1:211, 1:212, 1:213, 1:214, 1:215, 1:216, 1:217, 1:218, 1:219, 1:220, 1:221, 1:222, 1:223, 1:224, 1:225, 1:226, 1:227, 1:228, 1:229, 1:230, 1:231, 1:232, 1:233, 1:234, 1:235, 1:236, 1:237, 1:238, 1:239, 1:240, 1:241, 1:242, 1:243, 1:244, 1:245, 1:246, 1:247, 1:248, 1:249, 1:250, 1:251, 1:252, 1:253, 1:254, 1:255, 1:256, 1:257, 1:258, 1:259, 1:260, 1:261, 1:262, 1:263, 1:264, 1:265, 1:266, 1:267, 1:268, 1:269, 1:270, 1:271, 1:272, 1:273, 1:274, 1:275, 1:276, 1:277, 1:278, 1:279, 1:280, 1:281, 1:282, 1:283, 1:284, 1:285, 1:286, 1:287, 1:288, 1:289, 1:290, 1:291, 1:292, 1:293, 1:294, 1:295, 1:296, 1:297, 1:298, 1:299, 1:300, 1:301, 1:302, 1:303, 1:304, 1:305, 1:306, 1:307, 1:308, 1:309, 1:310, 1:311, 1:312, 1:313, 1:314, 1:315, 1:316, 1:317, 1:318, 1:319, 1:320, 1:321, 1:322, 1:323, 1:324, 1:325, 1:326, 1:327, 1:328, 1:329, 1:330, 1:331, 1:332, 1:333, 1:334, 1:335, 1:336, 1:337, 1:338, 1:339, 1:340, 1:341, 1:342, 1:343, 1:344, 1:345, 1:346, 1:347, 1:348, 1:349, 1:350, 1:351, 1:352, 1:353, 1:354, 1:355, 1:356, 1:357, 1:358, 1:359, 1:360, 1:361, 1:362, 1:363, 1:364, 1:365, 1:366, 1:367, 1:368, 1:369, 1:370, 1:371, 1:372, 1:373, 1:374, 1:375, 1:376, 1:377, 1:378, 1:379, 1:380, 1:381, 1:382, 1:383, 1:384, 1:385, 1:386, 1:387, 1:388, 1:389, 1:390, 1:391, 1:392, 1:393, 1:394, 1:395, 1:396, 1:397, 1:398, 1:399, 1:400, 1:401, 1:402, 1:403, 1:404, 1:405, 1:406, 1:407, 1:408, 1:409, 1:410, 1:411, 1:412, 1:413, 1:414, 1:415, 1:416, 1:417, 1:418, 1:419, 1:420, 1:421, 1:422, 1:423, 1:424, 1:425, 1:426, 1:427, 1:428, 1:429, 1:430, 1:431, 1:432, 1:433, 1:434, 1:435, 1:436, 1:437, 1:438, 1:439, 1:440, 1:441, 1:442, 1:443, 1:444, 1:445, 1:446, 1:447, 1:448, 1:449, 1:450, 1:451, 1:452, 1:453, 1:454, 1:455, 1:456, 1:457, 1:458, 1:459, 1:460, 1:461, 1:462, 1:463, 1:464, 1:465, 1:466, 1:467, 1:468, 1:469, 1:470, 1:471, 1:472, 1:473, 1:474, 1:475, 1:476, 1:477, 1:478, 1:479, 1:480, 1:481, 1:482, 1:483, 1:484, 1:485, 1:486, 1:487, 1:488, 1:489, 1:490, 1:491, 1:492, 1:493, 1:494, 1:495, 1:496, 1:497, 1:498, 1:499, 1:500, 1:501, 1:502, 1:503, 1:504, 1:505, 1:506, 1:507, 1:508, 1:509, 1:510, 1:511, 1:512, 1:513, 1:514, 1:515, 1:516, 1:517, 1:518, 1:519, 1:520, 1:521, 1:522, 1:523, 1:524, 1:525, 1:526, 1:527, 1:528, 1:529, 1:530, 1:531, 1:532, 1:533, 1:534, 1:535, 1:536, 1:537, 1:538, 1:539, 1:540, 1:541, 1:542, 1:543, 1:544, 1:545, 1:546, 1:547, 1:548, 1:549, 1:550, 1:551, 1:552, 1:553, 1:554, 1:555, 1:556, 1:557, 1:558, 1:559, 1:560, 1:561, 1:562, 1:563, 1:564, 1:565, 1:566, 1:567, 1:568, 1:569, 1:570, 1:571, 1:572, 1:573, 1:574, 1:575, 1:576, 1:577, 1:578, 1:579, 1:580, 1:581, 1:5

CARNET

Décès

— Françoise Burnol, son épouse, Jean-François et André Burnol, ses enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur immense de faire part du décès de

Lucien BURNOL, géologue, docteur en sciences, sylviculteur,

survenu le dimanche 1^{er} janvier 1995.

La levée du corps est prévue pour vendredi matin, le 6 janvier, à 7 h 30, à la résidence Denis-Forestier, centre MOËN, La Verrière (Yvelines).

L'inhumation aura lieu à 14 heures, le samedi 7 janvier, au cimetière de Saint-Projet-de-Salers (Cantal). Le cercueil aura été amené dans la matiole à l'école du village, son lieu de naissance, où l'on pourra venir se recueillir à partir de 11 heures.

62, rue Albert-Joly, 78000 Versailles.

— M. Claude Bussière,

son épouse,

Dominique et Werner Riffel, Laurence Bussière, Anne et Régis Miquel, Françoise et Dominique Boyer, Marc Bussière et Fabienne Becaud, ses enfants,

Sarah, Thomas, Mathieu, Adrien, Guillaume, Julien et Clément,

ses petits-enfants,

M^{me} Yves Bernard et ses enfants, M^{me} André Dégan, M^{me} Pierre Borgomano et ses enfants, M^{me} Fanchette Bussière, ses frères, sœurs, belle-sœur, neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Claude BUSSIÈRE, née Gilberte Borgomano,

survenue en son domicile, à Paris, le 2 janvier 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 janvier, à 9 heures, en l'église Sainte-Joséphine-de-Clairfont, 96, boulevard Murat, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue du Général-Niox, 75016 Paris.

— A la suite du décès de

Pierre DREYFUS, ancien ministre de l'Industrie, ancien chef du corps de l'inspection générale de l'industrie et du commerce,

Les inspecteurs généraux, Les inspecteurs, Les chargés de mission Et le personnel administratif en fonction ou à la retraite, expriment leur vive émotion et leur grande tristesse.

Ils tiennent à s'associer aux témoignages d'admiration, déjà rendus publics par de nombreuses personnalités, à l'égard de celui qui demeure pour eux leur ancien maître et, plus encore, le fondateur de l'inspection générale et son premier chef de corps. (Le Monde du 27 décembre 1994.)

Michel GILLE, collaborateur de *Gai Pied Hebdo*, a décédé du sida, le 1^{er} janvier 1995, à l'âge de trente-neuf ans.

Aux amis, A ma famille, Et aux copains perdus de vue ou disparus,

« Je voulais vous dire encore une fois que je vous aime. Avec toute une pensée préventive pour leur santé. »

« Aimez-vous les uns les autres, comme Dieu nous a aimés. »

Marcel HORIOT, chevalier de l'ordre national du Mérite, s'est endormi dans la paix du Seigneur le lundi 2 janvier 1995, dans sa soixante et onzième année.

La célébration religieuse aura lieu à la Fare-les-Oliviers (Bouches-de-Rhône), le vendredi 6 janvier, à 10 heures.

De la part de Bernadette Horiot-Voisin, son épouse, Marc Horiot-Voisin, son fils, M^{me} Juliette Reine Horiot, sa mère.

Ni fleurs ni couronnes, des prières.

9, clos les Ferrages, 13580 La Fare-les-Oliviers.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
45-66-77-13

— Gilberte Piéaut-Le Bonnier, Yves, Jean et Bernard Le Bonnier, Marie-Claude Launey-Bourquois et Guy Bourquin, ont la tristesse de faire part du décès de

Henri LE BONNIER, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur honoraire de l'université Paris-Sorbonne,

survenu le 28 décembre 1994, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques ont été célébrées le 3 janvier 1995, à Meudon, dans l'intimité familiale.

17, rue des Galons, 92190 Meudon.

— Le 3 janvier 1995, le Seigneur a accueilli dans sa Lumière, le

docteur **Gilbert LEBRETON**.

De la part de M^{me} Gilberte Lebreton, M^{me} Jean Godlewski, ses enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Michel Lebreton et leur fils, M^{me} Annie Lebreton, ses enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Henri Bouquet, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Madeleine Bouquet.

La célébration religieuse aura lieu le vendredi 6 janvier, à 9 heures, en la collégiale Saint-Martin de Montmorency, suivie de l'inhumation au cimetière de Ferrières-en-Brie.

Ni fleurs ni couronnes.

Vous pouvez envoyer un don à l'association ETAP, association d'hébergement et de réinsertion, siège social : centre hospitalier Emile-Roux, 95602 Eaubonne Cedex.

17 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 95160 Montmorency.

— Angèle Nemet, son épouse,

Pierre et Madeleine Nemet, Dominique et Jean Martin, Jeanine Rivot, ses enfants,

Jean-Claude et Suzanne, Jean-Charles et Nathalie, Fabrice et Sarah, Etienne, Marianne, ses petits-enfants,

Alexandre, son arrière-petit-fils,

Germaine Alary, l'arrière-grand-mère d'Alexandre, ont la tristesse de faire part du décès de

André NEMET, pharmacien,

survenu le 31 décembre 1994, dans sa quatre-vingt-quatrième année, en son domicile.

« L'homme le plus heureux est celui qui fait le bonheur d'un plus grand nombre d'autres. »

Diderot.

« Justice et bonté ne sont point seulement des mots abstraits, mais de véritables affections de l'âme éclairée par la raison. »

Rousseau.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Où se réunira près du caveau de famille au cimetière du Parc de La Celle-Saint-Cloud, le lundi 5 janvier 1995, à 11 heures.

La famille tient à remercier le docteur Ferry et son équipe, Marie-France Argout et Bérengère Hollinger, M^{me} Meszar et Sarah, Rachel et Fatia, qui l'ont entouré de leurs soins compétents et affectueux et lui ont permis de terminer sa vie au milieu des siens, dans la maison qu'il avait bâtie.

Elle rappelle aussi le dévouement de Monique Tuckowski pendant de nombreuses années.

15, avenue du Chesnay, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

— M^{me} Jacqueline Pardies, son épouse, M^{me} Lionel Pardies, son fils, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre PARDIES, survenu à Marseille, le 25 décembre 1994.

Il est mort comme il a vécu, avec courage et dignité.

— Maïten Bel et son fils Grégoire, Jean-Claude et Denise Pucheu et leurs enfants, font part du décès de leur mère et grand-mère,

Suzanne PUCHEU, née Nancy, survenue le 1^{er} janvier 1995.

16, place de Lencho, 13002 Marseille, 15, allée des Grillons, 38700 Coren.

— Christiane Petitot, Odette et André Cravay, ses enfants, Caroline, Christine, Arnaud, ses petits-enfants, Vincent, son arrière-petit-fils, M^{me} Marthe Chastelain, Parents, alliés et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges PETITOT, survenu le 2 janvier 1995, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Ses obsèques ont eu lieu à Bordeaux, dans l'intimité.

1, parc Lumbey, 64000 Anglet, 92, rue Binaud, 33300 Bordeaux.

— M^{me} André-Michèle Rubinstein, M^{me} Catherine Lemoine et son époux,

Le docteur Stéphane Rubinstein et son épouse, M^{me} Sandrine Ausset et son époux, M^{me} Cécile Fabre, Sébastien et Emmanuelle Lemoine, Alexis Rubinstein, ses petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Henri Bouquet, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Madeleine Bouquet.

La célébration religieuse sera célébrée le vendredi 6 janvier, à 9 heures, en la collégiale Saint-Martin de Montmorency, suivie de l'inhumation au cimetière de Ferrières-en-Brie.

Ni fleurs ni couronnes.

Vous pouvez envoyer un don à l'association ETAP, association d'hébergement et de réinsertion, siège social : centre hospitalier Emile-Roux, 95602 Eaubonne Cedex.

17 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 95160 Montmorency.

— Angèle Nemet, son épouse,

Pierre et Madeleine Nemet, Dominique et Jean Martin, Jeanine Rivot, ses enfants,

Jean-Claude et Suzanne, Jean-Charles et Nathalie, Fabrice et Sarah, Etienne, Marianne, ses petits-enfants,

Alexandre, son arrière-petit-fils,

Germaine Alary, l'arrière-grand-mère d'Alexandre, ont la tristesse de faire part du décès de

André NEMET, pharmacien,

survenu le 31 décembre 1994, dans sa quatre-vingt-quatrième année, en son domicile.

« L'homme le plus heureux est celui qui fait le bonheur d'un plus grand nombre d'autres. »

Diderot.

« Justice et bonté ne sont point seulement des mots abstraits, mais de véritables affections de l'âme éclairée par la raison. »

Rousseau.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Où se réunira près du caveau de famille au cimetière du Parc de La Celle-Saint-Cloud, le lundi 5 janvier 1995, à 11 heures.

La famille tient à remercier le docteur Ferry et son équipe, Marie-France Argout et Bérengère Hollinger, M^{me} Meszar et Sarah, Rachel et Fatia, qui l'ont entouré de leurs soins compétents et affectueux et lui ont permis de terminer sa vie au milieu des siens, dans la maison qu'il avait bâtie.

Elle rappelle aussi le dévouement de Monique Tuckowski pendant de nombreuses années.

15, avenue du Chesnay, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

— M^{me} Jacqueline Pardies, son épouse, M^{me} Lionel Pardies, son fils, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre PARDIES, survenu à Marseille, le 25 décembre 1994.

Il est mort comme il a vécu, avec courage et dignité.

— Maïten Bel et son fils Grégoire, Jean-Claude et Denise Pucheu et leurs enfants, font part du décès de leur mère et grand-mère,

Suzanne PUCHEU, née Nancy, survenue le 1^{er} janvier 1995.

16, place de Lencho, 13002 Marseille, 15, allée des Grillons, 38700 Coren.

— M^{me} June Zanani, son épouse, M^{me} Djeannine Abou-Taleb et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Samy ZANANIRI, survenu dans sa soixante-quatrième année, au Caire (Egypte), le 3 janvier 1995.

— M^{me} Edouard Zaldua, son épouse, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Sa sœur et son beau-frère, Et toute sa famille, font part du décès de

Edouard ZALDUA, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 29 décembre 1994, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, square de Monte-Cristo, 78160 Marly-le-Roi.

— Daniel Lachtiger, Dany, Jean-Loup, Nicolas, Lionel, Elisabeth, Micha et Alexandre, sincèrement et profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors des obsèques de

Monique LACHTIGER, se réjouissent de croire qu'elle restera dans vos pensées et peut-être dans votre cœur.

Nous vous remercions avec émotion.

Avis de messes — Pour le dixième anniversaire du décès de

R.P. François PICARD, de l'Oratoire,

une messe sera célébrée le vendredi 6 janvier 1995, à 19 heures, en l'église Saint-Laurent, 119, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris-10.

— Il y a dix ans,

Frédéric J.-M. BERGOUNIOUX nous quittait, le 4 janvier 1985.

M^{me} Bergounioux et son fils Emmanuel demandent une pensée à ceux qui l'ont connu et aimé.

19, rue de Moulin, 92160 Antony.

— Il y a un an, disparaissait notre chère amie

M^{me} Myriam KRAMPE. Ses amis se réuniront au cimetière de Bagneux, dimanche 8 janvier 1995, à 11 h 30, rendez-vous porte principale.

Famille Landman.

— Pour le septième anniversaire du décès de

Georges SCEBAT, avocat, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, officier du Mérite sportif,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses Maison de l'Hebreu : 47-97-30-22. Stages espérances hebdomadaires. Adultes et enfants (pour Bar-mitsva).

Conférences « Les Français ont-ils été complices ? »

L'historien Jean-Pierre Azéma donnera, mercredi 11 janvier 1995, à 18 h 30, dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, une conférence intitulée : « Les Français ont-ils été complices ? », consacrée au Génocide. Cette séance s'insère dans le cycle de conférences sur l'histoire de la Shoah, co-organisé par l'Université Paris-1 et le Centre Rashi (Panthéon-Sorbonne).

Les conférences de l'Etoile : « Dieu et la mort »

Six conférences de midi, de 12 h 45 à 13 h 15 précises. Avec Xavier de Chaleodard, prêtre catholique, ancien responsable du Centre pastoral de Saint-Merri, et Alain Housiaux, pasteur, docteur en philosophie et en théologie.

Jeudi 12 janvier 1995 : « Dieu décide-t-il de notre mort ? »

Jeudi 19 janvier : « Tu ne tueras point. »

Jeudi 26 janvier : « Qui a tué Jésus ? »

Jeudi 2 février : « Le suicide. »

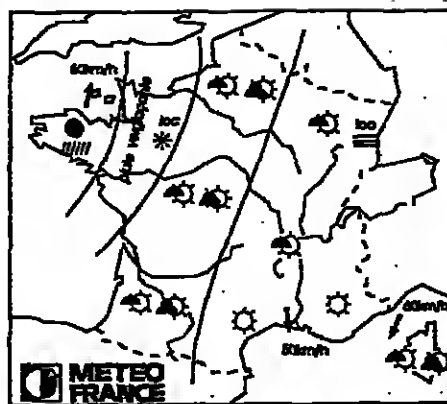
Jeudi 9 février : « Le problème du mal. »

Jeudi 16 février : « L'au-delà. »

Temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e. Métro : Argenteuil. Entrée libre. Libre participation aux frais.

Le Centre de la Kabbale Doyen : rabbin F. Berg, vous propose deux conférences exceptionnelles : « Les âmes sœurs et le mariage », le 5 janvier 1995, à 20 heures, et « Anxiété et vivre libre », le 12 janvier, à 20 heures, au 20 passage Turquetti, Paris-11^e. Métro : Nation. Tél. : 43-56-01-38.

MÉTÉOROLOGIE



TEMPS PRÉVU LE 6 JANVIER 1995

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

LIÉGÈRE

TEMPÉRATURES
max/min - min/max

FRANCE

ALGER 8/-3

BARCELONE 9/-4

BORDEAUX 9/-4

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

BRESCIA 10/-2

PRÉVISIONS POUR LE 6 JANVIER 1995 À 0 HEURE TUC



MOTS CROISÉS

RADIO-TELEVISION

MERCREDI 4 JANVIER

TF 1

13.40 Série: Bony. La Ruée vers l'or, d'Henri Sefran.

15.20 Club Dorothea Noël. Le Ranch de l'espérance: Orde de vie; Harry et les Henderson; Ricky ou la belle vie; Arnold et Willy.

17.55 Série: Premiers baisers.

18.25 Série: Les Filles d'à côté.

19.00 Le Bâtisseur 1994.

20.00 Journal et Météo.

20.40 Sport: Football. Coupe de la Ligue, en direct du Parc des Princes; Paris Saint-Germain contre Auxerre.

22.40 Magazine: 57 + 5 le soir. Les enfants hyper-actifs; Le météorologue; La consultation du sourire.

0.10 Magazine: Les Rendez-vous de l'été.

0.30 Journal et Météo.

0.40 Série: Peter Ström.

FRANCE 2

13.50 Châli Maureen. L'Équipe du Poney Express; Chipmunk; Quel de neuf docteur?; Des souris à la maison blanche; Histoires fantastiques.

17.05 Série: Seconde B.

17.30 Série: La Fête à la maison.

18.15 Que le meilleur gagne (et à 18).

18.45 Studio Gabriel (et à 19.20).

19.15 Flash d'informations.

19.50 Tirage du Loto (et à 20.50).

19.59 Journal. Suivi du résumé du Rallye Granade-Dakar et Météo.

20.55 Téléfilm: L'Honneur de la maison. De Pierre Levy.

22.35 Magazine: Les masques. Présenté par Mireille Dumas. Mon père n'est pas mon père.

23.50 Journal et Météo.

0.15 Le Cercle de Minuit: Portrait.

0.20 Documentaire: Les Heures chaudes de Montparnasse. Le Groupe des Six.

FRANCE 3

19.05 Téléfilm: Les Cavaliers de l'ombre. D'Andrew McLaglen.

19.55 Série: La croisière s'amusse.

19.55 Série: Magnum.

19.55 Les Minikoums.

17.40 Magazine: Une pêche d'enfer.

18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. La Lutte finale, d'André Bercoff.

18.55 Téléfilm: La 19-20 de l'information.

20.05 Jeu: Fa si le chanteur.

20.30 Tout le sport. A 20.35, Journal du Rallye Granade-Dakar, en direct.

20.45 INC.

20.55 Magazine: La Marche du siècle. Autour du thème: la dernière fois. Invités: Nicole Garcia, réalisatrice; Marie-Jeanne Diari, infirmière à l'Hôpital Paul-Brousse; Jean Rouault, écrivain; Marcel Donati, ancien sidérurgiste; Roger Ceneo, guide de haute montagne. Document: Le Dernier Météo, d'Agnes Poirier.

22.30 Météo et Journal.

22.55 Documentaire: Un siècle d'écrits. Présenté par Bernard Repp. Colette, de Jacques Tréhou et Gérard Bonal.

23.45 Documentaire: Les Cinq Continents. Présenté par Bernard Repp. Erabus, volcan des glaces (rediff.).

0.45 Série: Les Incongruables.

M 6

13.25 M 6 Kid. Kidimot: école; Kid découvre: la Japon. Mighty Max; Conan l'éventurier; Moi, Renart; Barney Commando; Raven.

15.45 Série: L'Étalon noir.

16.10 Magazine: Météo 6.

16.25 Variétés: Hit Machine.

17.00 Magazine: Fax O (et à 0.40, 4.45).

17.30 Documentaire: Présenté par Olivier Cachin et Laurence Romance. Le retour du punk-rock. Billy Ze Kick. Blackstreet.

17.30 Série: Rindim Junior.

18.00 Série: Brisco County.

19.00 Série: Code Quantum.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série: Cosby Show.

20.35 Magazine: Ecolo 6. Présenté par Michel Caillier. De la lumière moins chère.

20.45 Téléfilm: La Fée carabine. D'Yves Boisset.

0.00 Série: Emotions.

CANAL +

13.35 Décade pas Bunny.

14.30 Documentaire: Les Alkumés...

15.00 Le Journal du cinéma.

15.05 Téléfilm: Barl.

15.05 D'Arnaud Séguinac.

18.55 Football américain. Jontch de championnat de la NFL.

17.50 Canaille peluche. Insekto; Les Contes du chat perché.

En clair jusqu'à 21.00

18.30 Ca cartoon.

18.40 Magazine: Nulle part ailleurs.

19.20 Magazine: Zéorama.

19.55 Magazine: Les Guignols.

20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.

21.00 Cinéma: Robocop 3. Film américain de Fred Dekker (1992).

22.40 Flash d'informations.

22.50 Cinéma: Mr Wonderful. Film américain d'Anthony Minghella (1993) (v.o.).

0.25 Cinéma: Faites-le avec les doigts (The Groove Tube). Film américain de Ken Shapiro (1975) (v.o.).

1.35 Cinéma: L'Honneur de la tribu. Film franco-algérien de Mehdi Zemmouri (1992) (90 min.).

LA CINQUIÈME

13.30 Cinéma: Circostances atténuantes. Film français de Jean Boyer (1993).

16.00 Les Écrans du savoir. Au fil des jours: Inventaire de la vie; L'Amour en question; Rindim Junior; Raging River (v.o.) (rediff.).

17.30 Magazine: Les Enfants de John. Le Journal du temps.

18.00 Jeux d'esprits.

18.30 Le Monde des animaux.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Série: Slapstick. La film: Un hôtel du tonnerre (rediff.).

17.30 Magazine: Transit. Les oubliés de la reprise (rediff.).

19.00 Magazine: Confetti.

19.25 Documentaire: Ambrosini, seigneur des défilants.

20.20 Le Dessous des cartes. Entretien avec Arno Peters (1^{er} partie).

20.27 Chaque jour pour Sarajevo.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Présenté par Alexandre Adler. L'insurrection de l'île rouge, Madagascar 1947.

21.40 Magazine: Musica.

23.05 Magazine: Musicarchive. Vitaphone, de Christian Labrande.

23.45 Magazine: Entr'acte. Norman Mailer, entretiens avec Jean Malaquais (60 min.).

FRANCE-CULTURE

20.00 Le Rythme et la Raison. Clara Haskil (4).

20.30 Antipodes. Les écrivains franco-canadiens. Avec Daniel Poliquin, Ying Chan, Jean-Louis Hébert et Pierre Canavaggio.

21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique. Du Communisme des radios publiques de langue française.

22.40 Les Nuits magnétiques. Long Thuy Huong; l'urgence d'être, l'urgence de vivre.

0.05 Du jour au lendemain. Michelle Grangeon (Jours le jour).

0.50 Le tour du monde en 80 Ours, la France. 3. Pays basque.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert. Donné les 10 et 12 octobre au Victoria Hall de Genève: Quatre-vingt préludes et fugues pour clavier BWV 846 à 863, de Bach, par Andreas Schiff, piano.

22.30 Musique pluriel. Étude pour piano, de Ligeti, par Pierre-Laurent Aimard, piano; Quatre pour hautbois et cordes K 376, de Mozart, par l'Ensemble de chambre de Montréal d'Ilse-Françoise.

23.00 Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano n° 1, de Bartok, par Gidon Kremer, violon, et Martha Argerich, piano; Quatre pour hautbois et cordes K 376, de Mozart, par l'Ensemble de chambre de Montréal d'Ilse-Françoise.

0.05 Jazz vivant. Ornette Coleman, saxophoniste avec Carl Allen, Charney Moffett et Denardo Coleman.

Les interventions à la radio

Radio Sham, 18 h 30: «Le grand débat», avec Charles Milon.

IMAGES

Fossiles

La nouvelle propagande russe est belle à regarder. Elle a le visage grave des médones vénitienes, la chevelure ondoyante des mennequins américains, des yeux de bête éleve, elle porte ses bijoux sans ostentation et elle s'habille chez les meilleures petites mains de Moscou si l'on en juge par le classique tailleur gris qu'elle portait, mardi, en présentant le journal télévisé du Kramlin sous le regard coquin de France 2. Il manquait un sourire à cette angélique créature, mais le caractère martial de l'actualité se prêtait mal aux épanchements de joie. Quand nous sommes tombés en extase devant cette trouvaille de l'archéologie néo-tateline, elle était en train de lire avec une exemplaire sobriété le dernier communiqué de l'état-major résumant les combats de la veille à Grozny: «L'opération de nettoyage de la ville se poursuit... Quelques dizaines de blindés ont été incendiés. Ce n'est pas l'œuvre des milices populaires tchétchènes, mais celle de véritables mercenaires professionnels. Les bandes tchétchènes ont même utilisé des armes chimiques qui auraient pu faire des ravages dans la population...». Défiant l'écran, sous son commentaire, les images des maisons de Grozny bombardées par les Russes.

C'était du beau travail. Il y eût injustice à ne pas le reconnaître à la prochaine remise des Oscars du service public à l'ancienne. La seule émission qui puisse lui faire une relative concurrence est l'autre reportage clé en mains qui a été diffusé le même jour par le second chaîne d'Etat à propos des mêmes événements. On y apercevait, de loin,

dans un paysage de neige, filmée de profil entra deux hommes qui tournaient le dos à la caméra, une vague silhouette de femme dont on nous a garanti qu'elle était tchétchène et honteuse d'avoir «poussé la vie» jusqu'à «faire semblant d'être enceinte» alors qu'elle «camouflait des armes sous son manteau» au moment où elle a été surprise en flagrant délit de banditisme.

Ces deux monuments d'objectivité édifieront beaucoup les futures générations russo-tchétchènes quand elles les découvriront dans leurs musées. Dans l'immédiat, il ne serait pas superflu d'en faire profiter La Cinquième ou Arte, qui commencent à bien se compléter pour les besoins de notre propre éducation. C'est ainsi que, grâce au magazine «Transit» d'Arte, nous avons retrouvé, mardi soir, cette femme énigmatique que nous avions faite de mieux, baptisée Africa, l'autre jour, après avoir entrevu ses lèvres et le bout de son nez, sur La Cinquième, dans un dispensaire médical où, gravement malade, elle s'était obstinément refusée à dévoiler son visage et à s'exprimer devant la caméra. Cette immigrée clandestine a enfin consenti à nous préciser qu'elle ne sort de son trou, situé en Val-de-Marne, que lorsque le fait devient insupportable et qu'elle se fait en tremblant à la vue du moindre uniforme, parce qu'elle préfère mourir en France plutôt que d'être expulsée dans un pays où l'on a déjà assassiné son mari et ses deux enfants. Les musées de notre préhistoire contemporaine voudront sûrement ceux de Tchétchénie.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: > Signalé dans «Le Monde radio-télévision»; □ Film à éviter; ■ On peut voir; ■■ Ne pas manquer; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 5 JANVIER

TF 1

6.00 Série: Mésoaventures.

6.25 Météo (et à 6.55, 8.25).

6.30 Journal (et à 6.45, 7.00).

7.10 A tout spili.

8.30 Télé-shopping.

9.05 Série: Riviera.

10.15 Série: Le Destin du docteur Calvet.

10.50 Série: Quatre pour un loyer. L'union fait la force, de Georges Barrière, avec Laure Sebarino, François Bourdon.

11.25 Jeu: Une famille en or.

11.55 Jeu: La Roue de la fortune.

12.20 Jeu: La Juste Prie.

12.50 Magazine: A vrai dire.

13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.

13.35 Feuilletton: Les Feux de l'amour.

14.30 Série: Superboy.

16.30 Série: La Miel et les Abeilles.

16.45 Club Dorothea Noël. Arnold et Willy; Parker Lewis; Clit; Jeux.

17.55 Série: Premiers baisers.

18.25 Série: Les Filles d'à côté.

19.00 Le Bâtisseur 1994.

19.50 Le Bâtisseur 1994.

20.00 Journal, Météo, La Minute hippique, Météo et Météo des neiges.

20.50 Série: Columbo. Couronne mortuaire. Avec Peter Falk, James Read. Enquête sur la mort d'un acteur célèbre.

22.15 Magazine: Sans aucun doute. Présenté par Julien Courbet avec la participation de Sophie Favier, Marie Loez, Mr Didier Berges.

23.35 Série: Chapeau malin et bottes de cuir. Obsession, d'Ernest Day, avec Patrick McVea, Joanna Lumley.

0.30 Journal et Météo.

0.45 Série: Peter Ström.

1.30 TF 1 nuit (et à 3.15, 3.55, 4.30).

1.40 Programmes de nuit. La Maffia II (dernier épisode); 2.25, Histoires naturelles; 4.05, Côté cœur; 4.40, Musique; 5.05, Histoire de la vie.

FRANCE 2

5.55 Dessin animé.

6.05 Feuilletton: Les Craquantes.

6.30 Télématin.

8.30 Les Films Lumière. Chariotier mécanique (et à 19.55, 0.55).

8.35 Série: Secrets.

9.00 Amour, gloire et beauté.

9.25 Magazine: Médin bonheur. Invité: Michèle Bernier.

11.10 Flash d'informations.

11.15 Jeu: Motus.

11.50 Jeu: Pyramide (et à 4.50).

12.20 Tout tout rira.

12.50 Météo (et à 13.35).

12.55 Loto, Journal et Bourse.

13.40 INC.

13.45 Série: Un cas pour deux. Tiercé.

15.50 Variétés: La Chanson aux chansons (et à 5.20).

16.00 Les nouveaux rôles de l'accordéon avec Georges Lemaire.

16.50 Des chiffres et des lettres.

17.20 Série: Seconde B.

17.45 Série: La Fête à la maison.

18.15 Jeu: Qui est le meilleur gagnant?

18.50 Studio Gabriel (et à 19.25).

19.20 Flash d'informations.

19.59 Journal. Suivi du résumé du Rallye Granade-Dakar et Météo.

20.55 Magazine: Envoyé spécial. Parole de Jean-Pierre Méliet, Pascal Pons et Emmanuel Maquaire; Les Aventuriers de Diep, de Marjorie Burget et Eric Maizy.

22.35 Cinéma: Les Amants du Pont-Neuf. Film français de Léos Carax (1991). Avec Juliette Binoche, Denis Lavie.

1.00 Journal et Météo.

1.20 Le Cercle de Minuit: Portrait.

1.25 Documentaire: Les Heures chaudes de Montparnasse. Alberto Giacometti.

2.25 Programmes de nuit. Le Journal du Rallye Granade-Dakar (rediff.); 2.40, Studio Gabriel (2^e partie, rediff.); 3.10, Les masques (rediff.); 4.20, 24 heures d'Info; 4.45, Dessin animé.

FRANCE 3

6.00 Euronews.

7.15 Bonjour Babar. Les Koolhaas; Pingu; Out-Out; Souris, souris; Méc dans la rue; Les Aventures de Tintin: La Crabe aux pinces d'or (3^e épisode); Woolf.

8.55 Documentaire: La Transmanche. De Bernard Giraudou. 1. Le Rêve blanc.

9.50 Série: Les Souvenirs de Sherlock Holmes. Le Mystère de Shoscombe.

10.45 Les Mystères de l'Ouest.

11.40 La Cuisine des mousquetaires.

11.55 Flash d'informations.

12.00 Télévision régionale.

12.45 Magazine: Vincent à l'heure. Invité: Pierre Tchernia.

14.40 Série: La croisière s'amusse.

15.35 Série: Magnum.

18.30 Les Aventures de Tintin: le Sceptre d'Orologer (4^e épisode); Peter Pan; Fantôme 2040.

17.40 Magazine: Une pêche d'enfer. En direct du Rallye Granade-Dakar.

18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour.

18.55 Le 19-20 de l'information. A 20.40, Journal de la région.

20.10 Jeu: Fa si le chanteur.

20.35 Tout le sport. A 20.40, Journal du Rallye Granade-Dakar, en direct.

20.50 Keno.

20.55 Cinéma: Un dimanche de film. Film français de Jean Vanoy (1982). Avec Victor Lanoux, Jean Rochefort, Barbara Sukowa.

22.40 Météo et Journal.

23.10 Les Dossiers de l'Histoire. L'Europe est loin, de Casba Kardos et Martin Leclerc.

0.05 Magazine: L'Heure du golf.

0.35 Série: Les Incongruables.

1.25 Musique: Cadran lunaire. Notturno D 897, de Schubert, par Rigo Lequin, violon; Roland Pidoux, violoncelle; Jean-Claude Penneret, piano (15 min.).

M 6

6.55 Matin express (et à 7.10, 8.05).

7.00 Informations: M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.50, 11.55).

9.05 M 6 boutique. Télé-achat.

9.30 Infoconsommation.

9.55 Musique: Boulez des clips (et à 10.05, 10.55, 0.55, 6.05).

10.45 Magazine: Ecolo 6 (et à 11.50).

11.00 Série: L'Odyssée imaginaire.

12.00 Série: Pagan Schultz.

12.30 Série: La Petite Maison dans la prairie.

13.30 Téléfilm: Nadia. D'Alan Cooke, avec Leslie Winer, Johann Carlo.

14.30 D'après l'histoire de la jeune gymnaste roumaine Nadia Comaneci.

17.00 Variétés: Hit Machine.

17.30 Série: Rindim Junior.

18.00 Série: Brisco County.

19.00 Série: Code Quantum.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.50 Série: Cosby Show.

20.55 Magazine: Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. La révolution russe.

20.50 Cinéma: Pour cent briques, t'es plus rien. Film français d'Edouard Molinaro (1982). Avec Daniel Auzou, Gérard Jugnot, Anémone.

22.15 Téléfilm: Une étrange baby-sitter. De Rick Borge, avec Kim Ayers, Bret Culien.

Des parents font appel à une jeune fille pour garder leur enfant. Ils ignorent qu'elle souffre de schizophrénie.

23.50 Six minutes première heure.

0.00 Magazine: Fréquentastar (et à 3.25).

2.00 Rock. Rock express; 2.30, Turquie, géants et merveilles; 4.20, Salis opus 4 (Varazdina); 5.15, Culture pub; 5.40, E = M 6.

CANAL +

En clair jusqu'à 7.30

6.59 Pin-up (et à 12.22, 0.14).

7.00 CBS Evening News.

7.00 Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.

7.23 Le Journal de l'emploi.

7.25 Ca cartoon.

7.30 Canaille peluche.

7.55 Dessin animé: Les Simpson.

8.15 Les Émissions (et à 10.37).

8.25 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).

8.55 Cinéma: Trahir. Film franco-roumain de Radu Mihailescu (1993). Avec Johan Leysen, Mireille Perrier, Alexandru Repan.

10.35 Flash d'informations.

10.55 Téléfilm: Kazan. D'Arnaud Séguinac, avec Jeff Fahey, Sophie D'Amico.

En clair jusqu'à 13.35

12.30 Magazine: La Grande Famille. Présenté par Philippe Vaché et Alexandre Devoise.

13.30 Le Journal de l'emploi.

13.35 Cinéma: L'Amour (Passion Fish). Film américain de John Sayles (1992). Avec Mary McDonnell, Alvin Woodward, Leo Burmester.

15.45 Magazine: L'Œil du cyclone (rediff.).

16.15 Cinéma: Latcho Drom. Film français de Tony Gatlif (1992, v.o.).

17.55 Le Journal du art (rediff.).

18.00 Canaille peluche. Les Contes du chat perché.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ca cartoon.

18.40 Magazine: Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Glides et Antoine de Caunes.

19.20 Magazine: Zéorama. Présenté par Daisy d'Erre, Eric Leugeris, Marianne Nizan, Albert Aigoud, Christophe Bérin, José Garcia, Karl Zéro.

19.55 Magazine: Les Guignols.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma: Friends and Enemies. Film américain d'Andrew Frank (1992). Avec Roger Rignack, Steven Christopher Young, Robert Restaino.

22.15 Flash d'informations.

22.20 Cinéma: Maman, j'ai encore raté l'école. Film américain de Chris Columbus (1992). Avec Macaulay Culkin, Joe Pesci, Daniel Stern (v.o.).

0.15 Cinéma: Piau d'âne. Film français de Jacques Demy (1970). Avec Catherine Deneuve, Jacques Perrin, Jean Marais.

1.45 Cinéma: Le Pigeon. Film italien de Mario Monicelli (1959).

LA CINQUIÈME

8.15 Opinions publiques.

8.20 Le Journal du mardi.

8.30 Eurojournal (et à 8.50). Présenté par Nicolas Don.

7.00 Jeunesse. Téléchat (rediff.); Animaux superstars (rediff.); Crocs livres: la Reine des mantes; Le Vie devant moi: designer industriel (rediff.).

7.30 Jeu: Ca diéménage (et à 13.00).

8.00 Magazine: Emploi (et à 15.00).

9.00 Les Écrans du savoir. Au fil des jours: Inventaire de la vie; L'Amour en question; Rindim Junior; Raging River (v.o.) (rediff.).

11.15 Documentaire: Dégâts de France (rediff.).

11.45 Magazine: Qui vive (et à 15.30). La maladie d'Alzheimer.

12.00 Jeunesse. Téléchat; Animaux superstars: S comme serpent (rediff.); Jeu; Le Journal du temps.

12.30 Magazine: About savoir.

13.30 Magazine: Défi. Je garde ma fille.

14.00 Documentaire: Brassens. J'ai rendez-vous avec vous.

15.45 Les Écrans du savoir. Au fil des jours: Inventaire de la vie; L'Amour en question; Rindim Junior; Raging River (v.o.) (rediff.).

17.30 Magazine: Les Enfants de John.

18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. Chenonceaux.

18.30 Le Monde des animaux. Isabelle et les orange-outans.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Cinéma: Mister Boo fait de la télévision. Film chinois (Hongkong) de Michael Hui (1979) (v.o., rediff.).

19.00 Magazine: Confetti.

19.30 Documentaire: Danser pour vivre. De Claudia Wilkes.

20.15 Court métrage: L'Envol du cygne. De Ngoc Onwurah.

20.27 Chaque jour pour Sarajevo.

20.40 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique: La Planète déchets. Bilans, intérêts, solutions. Soirée proposée par Gerhard Vogel.

20.41 Documentaire: Mo Edoga, l'homme de l'art. D'Harold Zandor.

20.50 Documentaire: Les Prouesses de l'Europe. De Volker Koch.

21.25 Documentaire: Souvenirs d'avant le grand gaspi. De Beate Veldtrup et Peter Franz Steinbach.

21.55 Documentaire: Une effluve en or. De Volker Koch et Peter Franz Steinbach.

22.20 Documentaire: Quelles solutions pour les déchets? De Volker Koch.

22.50 Documentaire: Les Circuits du recyclage. De Volker Koch.

23.35 Téléfilm: Des ombres au paradis. D'Alf Kaurismäki (60 min.).

FRANCE-CULTURE

20.00 Le Rythme et la Raison. Clara Haskil (4).

20.30 Fiction: Le Calice, de Pierre-Dominique Parent.

21.32 Profils perdus. Albert Pissone (2).

22.40 Les Nuits magnétiques. Les grâces de Maria. Avec Diaba Koffa, Imani Malga, Afou Diabata, Sorikane, Ali Wague et Philippe Corré.

0.05 Du jour au lendemain. Yves Charnet (rien la vie).

0.50 Coda. Le tour du monde en 80 Ours, la France. 4. La Provence.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné le 5 juin à Stockholm): Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy; Schéhérazade, de Ravel; Maeterlinck Gesangsp. 13, Anna Sofia von Otter, soprano; Trois pièces pour orchestre op. 13, de Berg, par l'Orchestre symphonique de la radio suédoise, dir. Esa-Pekka Salonen.

22.00 Soliste. Clara Haskil, piano. Concerto pour piano et orchestre n° 20, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. Ferenc Fricsay.

22.30 Musique pluriel. Étude pour piano, de Ligeti, par Pierre-Laurent Aimard, piano; Tahiti, de Ravel; Saudades pour guitare, de Dyre.

23.05 Ainsi la nuit. Quintette pour piano et cordes op. 1, de Dohnanyi par Wolfgang Menz, piano, et le Quatuor Gebaur; Sautour pour trompette, piano et cordes op. 65, de Saint-Saëns, par Marc Bauer, trompette; Minuetto pour quatuor à cordes, par le Quatuor Raphael.

0.00 Tapes nocturnes. Par Bruno Lator. Œuvres de Javinen et Tachalav.

Kurdes contre Kurdes

Dans le Kurdistan d'Irak, l'UPK et le PDK poursuivent leurs vieilles et meurtrières querelles

... ..